



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: avis juridiques

Part I: Juridical notices

Partie II: lois et règlements

Part II: Laws and Regulations

(Voir sommaire en dernière page)

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 12 août 1972

Québec, Saturday, August 12, 1972

Règlements

Rules

1^o Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-0

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Lettres Patent

A.D.O. Metal Ltd.

A.D.O. Metal Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Aldéric Ouellet, Denis Ouellet, Célestin Ouellet et Marius Ouellet, tous quatre commerçants, de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce du fer, de l'acier, de l'aluminium et des rebuts de métal de toute nature, sous le nom de « A.D.O. Metal Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 3, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

720627

Acapulco Enterprises Inc.

Acapulco Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1972, constituant en corporation: Stanley Blicher, Médecin, Sandor J. Kushner, ménagère, épouse dudit Stanley Blicher, tous deux du 12, place Holtham, Hampstead, et Seymour Blicher, administrateur, 5786, Mapleridge, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des cosmétiques et tous produits connexes, en faire le commerce, sous le nom de « Acapulco Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 12, place Holtham, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

723081

Acoustec inc.

Acoustec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean-Gabriel Migneron, professeur, 3445, Ridgewood, app. 104, Gilles Crépeau, conseiller en planification, 10750, Bois de Boulogne, app. 303, et Nicole-Gaëlle Pellerin de la Vergne, représentante, fille majeure, 3525, Édouard-Montpetit, app. 309, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la mesure, l'analyse, le contrôle, l'étude et le traitement du bruit et des vibrations, de l'acoustique des espaces intérieurs et extérieurs, de la sonorisation et de tout équipement électro-acoustique ou autre et de l'isolement dans les constructions, contre le bruit et les

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aldéric Ouellet, Denis Ouellet, Célestin Ouellet and Marius Ouellet, all four merchants, of Jonquière, for the following purposes:

To deal in iron, steel, aluminum and scrap metal of all kinds, under the name of "A.D.O. Metal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rural Route number 3, Jonquière, judicial District of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

720627

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Blicher, doctor, Sandor J. Kushner housewife, wife of the said Stanley Blicher, both of 12 Holtham Place, Hampstead, and Seymour Blicher, administrator, 5786 Mapleridge, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in cosmetics and all related products, under the name of "Acapulco Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 12 Holtham Place, Hampstead, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

723081

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Gabriel Migneron, teacher, 3445 Ridgewood, Apt. 104, Gilles Crépeau, planning consultant, 10750 Bois de Boulogne, Apt. 303, and Nicole-Gaëlle Pellerin de la Vergne, agent, spinster, 3525 Édouard-Montpetit, Apt. 309, all three of Montreal, for the following purposes:

To measure, analyse, control, study and treat noise and vibrations, indoor and outdoor space acoustics, sound and any electro-acoustic equipment or the like and insulation in buildings against noise and vibrations, under the name of "Acoustec inc.", with a total capital

vibrations, sous le nom de « Acoustec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722515

Alignement au laser du Québec inc.

Laser Alignment of Québec Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Ramon W. Menzel, West Acton Road Stow, Massachusetts, Claude Poudrette, tous deux industriels, et Claire Vidal, ménagère, épouse dudit Claude Poudrette, ces deux derniers de 3907, Mignault, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'équipements, d'accessoires, d'outils et instruments au rayon laser, sous le nom de « Alignement au laser du Québec inc.—Laser Alignment of Québec Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3907, rue Mignault, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722103

Altibec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jane Holt, femme d'affaires, épouse de Timothy H. Dunn, 1050, chemin St-Louis, Québec, Stuart G. Dunn, 202, Berlioz, Île-aux-Soeurs, et François Fournier, 1320, Petitclerc, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Agir comme entreprise de gestion, d'investissement et de placement, sous le nom de « Altibec inc. », avec un capital divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722845

Les amateurs du sport de Ste-Agathe des Monts inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'octobre 1971, constituant

stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722515

Alignement au laser du Québec inc.

Laser Alignment of Québec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ramon W. Menzel, West Acton Road Stow, Massachusetts, Claude Poudrette, both industrialists, and Claire Vidal, housewife, wife of the said Claude Poudrette, the latter two of 3907 Mignault, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of laser ray equipment, accessories, tools and instruments, under the name of "Alignement au laser du Québec inc.—Laser Alignment of Québec Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 250 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 3907 Mignault Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722103

Altibec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jane Holt, businesswoman, wife of Timothy H. Dunn, 1050 St. Louis Road, Québec, Stuart G. Dunn, 202 Berlioz, Île-aux-Soeurs, and François Fournier, 1320 Petitclerc, St. Félix-du-Cap-Rouge, the latter two businessmen, for the following purposes:

To act as a management, investment and holding company, under the name of "Altibec inc.", with a capital stock divided into 1,000,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722845

Les amateurs du sport de Ste-Agathe des Monts inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Marcel Chalifoux, livreur, 97, Préfontaine est, Jean-Claude Paquette, contremaître, 96, St-Bruno, J.-Édouard Bellefleur, chauffeur, 38, Leblanc, et Lucien Boivin, administrateur, 32, Ste-Agathe, tous quatre de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Organiser, orienter, faciliter, encadrer, promouvoir les loisirs en commun du public tant au point de vue sportif qu'au point de vue éducationnel, artistique, social et récréatif, sous le nom de « Les amateurs du sport de Ste-Agathe des Monts inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 34, rue Ste-Agathe, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

47105-o

715457

**L'Association de hockey senior de l'Est
du Québec inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Mercier Belzile, administrateur, 76, Louis-Philippe-Gagné, Sarto Cloutier, avocat, 25, Jean-Raymond, Marc Levasseur, étudiant, 19, Arnaud, Danielle Rioux, épouse de Maurice Ducasse, 17, Dolbeau, et Jeannine Fortin, épouse de Gérald D'Astous, 79, Babel, ces deux dernières secrétaires, tous de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport du hockey senior, sous le nom de « L'Association de hockey senior de l'Est du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

47105-o

723247

**Association de l'Amitié du Québec
et du Proche-Orient**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Aldéric Deschamps, 289, 63e avenue, Laval, Maurice Martel, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, tous deux avocats, Denise Homsy, épouse de Adel Doss, 5100, Dudemaine, app. 401, Montréal, et Lucille Roy, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

ing: Marcel Chalifoux, deliveryman, 97 Préfontaine East, Jean-Claude Paquette, foreman, 96 St. Bruno, J.-Édouard Bellefleur, chauffeur, 38 Leblanc, and Lucien Boivin, administrator, 32 Ste. Agathe, all four of Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To organize, guide, facilitate, direct and promote the common recreational activities for the public from a sports as well as an educational, artistic, social and recreational point of view, under the name of "Les amateurs du sport de Ste-Agathe des Monts inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 34 Ste. Agathe Street, Ste. Agathe-des-Monts, judicial District of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47105

715457

**L'Association de hockey senior de l'Est
du Québec inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Mercier Belzile, administrator, 76 Louis-Philippe-Gagné, Sarto Cloutier, lawyer, 25 Jean-Raymond, Marc Levasseur student, 19 Arnaud, Danielle Rioux, wife of Maurice Ducasse, 17 Dolbeau, and Jeannine Fortin, wife of Gérald D'Astous, 79 Babel, the latter two secretaries, all of Baie-Comeau, for the following purposes:

To promote senior hockey, under the name of "L'Association de hockey senior de l'Est du Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial District of Rimouski.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

47105

723247

**Association de l'Amitié du Québec
et du Proche-Orient**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Aldéric Deschamps, 289 - 63rd Avenue, Laval, Maurice Martel, 1301 St. Viateur West, Outremont, both lawyers, Denise Homsy, wife of Adel Doss, 5100 Dudemaine, Apt. 401, Montreal, and Lucille Roy, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Ste. Thérèse West, the latter two secretaries, for the following purposes:

Promouvoir de toutes manières les intérêts culturels, sociaux et économiques des membres, sous le nom de « Association de l'Amitié du Québec et du Proche-Orient ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 329, rue Viger, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

720992

L'Association des hommes d'affaires d'Ély inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Léonard Lebeau, épicière, 1038, St-Joseph, J.-Guy Robichaud, entrepreneur, 786, St-Joseph, et Jacques Labonté, homme d'affaires, 659, boulevard du Parc, tous trois de Valcourt, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « L'Association des hommes d'affaires d'Ély inc. ».

Le siège social de la corporation est à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

720841

Association des joueurs professionnels de petites quilles (A.J.P.P.Q.) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: André Wilky, gérant, 437, chemin de la Normandie, Laval, Claude Gauthier, facteur, 5760, 13^e avenue, Martin Charbonneau, aide-programmeur, 10507, Christophe-Colomb, tous deux de Montréal, Roland Pierre, opérateur, 319, Charles Péguy, La Prairie, André Morissette, représentant-vendeur, 97, Louis-Hippolyte-Lafontaine, Boucherville, Gaëtan Ducharme, menuisier, 2669, Périgny, Longueuil, et Yves Forget, avocat, 7272, Blondin, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Association des joueurs professionnels de petites quilles (A.J.P.P.Q.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation est 5760, 13^e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compabies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721715

To promote in every way the cultural, social and economic interests of the members, under the name of "Association de l'Amitié du Québec et du Proche-Orient".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at 329 Viger Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

720992

L'Association des hommes d'affaires d'Ély inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léonard Lebeau, grocer, 1038 St. Joseph, J.-Guy Robichaud, contractor, 786 St. Joseph, and Jacques Labonté, businessman, 659 du Parc Boulevard, all three of Valcourt, for the following purposes:

To study, promote, defend and develop in every way the economic, social and professional interests of the members, under the name of "L'Association des hommes d'affaires d'Ély inc.".

The head office of the corporation is at Valcourt, judicial District of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

720841

Association des joueurs professionnels de petites quilles (A.J.P.P.Q.) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Wilky, manager, 437 de la Normandie Road, Laval, Claude Gauthier, postman, 5760 - 13th Avenue, Martin Charbonneau, assistant programmer, 10507 Christophe-Colomb, both of Montreal, Roland Pierre, operator, 319 Charles-Péguy, La Prairie, André Morissette, sales representative, 97 Louis-Hippolyte-Lafontaine, Boucherville, Gaëtan Ducharme, carpenter, 2669 Périgny, Longueuil, and Yves Forget, lawyer, 7272 Blondin, St. Léonard, for the following purposes:

To promote, defend and develop in every way the economic, social and professional interests of the members, under the name of "Association des joueurs professionnels de petites quilles (A.J.P.P.Q.) inc.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$300,000.

The head office of the corporation is at 5760 - 13th Avenue, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

721715

**Association des professeurs d'espagnol
du Québec
Québec Association of Teachers of Spanish**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Antonien Tremblay, 751, Le Payeur, Adrien Parent, 3000, d'Entremont, app. 10, tous deux de Sainte-Foy, et Awilda Morales, épouse de Jean Simon, 1110, Marguerite-Bourgeois, Sillery, tous trois professeurs, pour les objets suivants:

Promouvoir l'enseignement de la langue espagnole et de la civilisation hispanique à tous les niveaux, sous le nom de « Association des professeurs d'espagnol du Québec — Québec Association of Teachers of Spanish ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

47105-o

722650

**Association des résidents de la Maison
Lucie Bruneau inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Dumais, Réal Maltais, Richard Laroche, tous trois étudiants, et Jean-Guy Sauvé, invalide, tous quatre de 2222, Laurier est, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des résidents, sous le nom de « Association des résidents de la Maison Lucie Bruneau inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

47105-o

716856

**Association provinciale des étudiants
en technique d'éducation spécialisée inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Clément Mainville, 3111, Petit, app. 4, Saint-Hubert, André Allard, 10525, Chambord, Denis Lacaille, 2499, Coursol, tous deux de

**Association des professeurs d'espagnol
du Québec
Québec Association of Teachers of Spanish**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Antonien Tremblay, 751 Le Payeur, Adrien Parent, 3000 d'Entremont, Apt. 10, both of Ste. Foy, and Awilda Morales, wife of Jean Simon, 1110 Marguerite-Bourgeois, Sillery, all three teachers, for the following purposes:

To promote the teaching of the Spanish Language and of the Spanish civilization at all levels, under the name of "Association des professeurs d'espagnol du Québec — Québec Association of Teachers of Spanish".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$40,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial District of Québec.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

47105

722650

**Association des résidents de la Maison
Lucie Bruneau inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Dumais, Réal Maltais, Richard Laroche, all three students, and Jean-Guy Sauvé, invalid, all four of 2222 Laurier East, Montreal, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the residents, under the name of "Association des résidents de la Maison Lucie Bruneau inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47105

716856

**Association provinciale des étudiants
en technique d'éducation spécialisée inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Clément Mainville, 3111 Petit, Apt. 4, St. Hubert, André Allard, 10525 Chambord, Denis Lacaille, 2499 Coursol,

Montréal, Johanne Mailhiot, 370, de Guyenne, Laval, et André Grenon, 342, 5e avenue est, Amos, tous étudiants, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels, sociaux, économiques et matériels des membres, sous le nom de « Association provinciale des étudiants en technique d'éducation spécialisée inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722163

Association régionale des aquariophiles de Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Gagné, assistant gérant, 660, St-Gabriel, Québec, Lise Gosselin, technicienne en radiologie médicale, épouse de Jacques Huot, 714, boulevard Pie XII, et Jean-Yves Régnière, technicien en télécommunication, 889, Delage, app. 8, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Promouvoir par tous les moyens légaux jugés utiles et opportuns le développement de l'aquariophilie, sous le nom de « Association régionale des aquariophiles de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 127, 10e rue, Saint-Rédempteur, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722090

L'atelier de céramique Julien

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Cloutier, céramiste, 1049, route de l'Église, Adrien Savard, et Pamphile Nadeau, ces deux derniers enseignants, de 2360, chemin Ste-Foy, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Promouvoir l'art de la céramique sous toutes ses formes, sous le nom de « L'atelier de céramique Julien ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722855

both of Montreal, Johanne Mailhiot, 370 de Guyenne, Laval, and André Grenon, 342 - 5th Avenue East, Amos, all students, for the following purposes:

To promote the cultural, social economic and material interests of the members, under the name of "Association provinciale des étudiants en technique d'éducation spécialisée inc."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722163

Association régionale des aquariophiles de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Gagné, assistant manager, 660 St. Gabriel, Québec, Lise Gosselin, medical radiology technician, wife of Jacques Huot, 714 Pie XII Boulevard, and Jean-Yves Régnière, telecommunications technician, 889 Delage, Apt. 8, the latter two of Ste. Foy, for the following purposes:

To promote, by all legal means deemed effective and suitable, the development of tropical fish-breeding as a hobby, under the name of "Association régionale des aquariophiles de Québec inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at 127 - 10th Street, St. Rédempteur, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722090

L'atelier de céramique Julien

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaston Cloutier, ceramist, 1049 de l'Église Road, Adrien Savard, and Pamphile Nadeau, the latter two teachers, of 2360 Ste. Foy Road, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To promote the art of ceramics in all its aspects, under the name of "L'atelier de céramique Julien".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722855

Atelier E. Doucet Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1972, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Thomas-A. Lavin, Lac Brome, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Atelier E. Doucet Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4200, rue Majeau, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

723079

Autodrome Manicouagan inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation: Paul Rondeau, conseiller, 496, Lausanne, Allen Guy, étudiant, 445, Cartier, et Nicole Parent, secrétaire, fille majeure, 305, Dollard, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Autodrome Manicouagan inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 496, rue Lausanne, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722659

Lucien & Guy Beaumier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Lucien Beaumier, 43, Brodeur, Guy Beaumier, 237, Victoria, tous deux plombiers, et Claude St-Aubin, comptable, 229 Boisvert, tous trois de Saint-Constant, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Lucien & Guy Beaumier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 229, rue Boisvert, Saint-Constant, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721882

Atelier E. Doucet Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, St. Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Thomas-A. Lavin, Lac Brome, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, engines, their parts and accessories and other instruments and appliances, under the name of "Atelier E. Doucet Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4200 Majeau Street, Montreal North, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

723079

Autodrome Manicouagan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Rondeau, consultant 496 Lausanne, Allen Guy, student, 445 Cartier, and Nicole Parent, secretary, spinster, 305 Dollard, all three of Rimouski, for the following purposes:

To operate a business consisting in providing the public with entertainment, under the name of "Autodrome Manicouagan inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 496 Lausanne Street, Rimouski, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722659

Lucien & Guy Beaumier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Beaumier, 43 Brodeur, Guy Beaumier, 237 Victoria, both plumbers, and Claude St. Aubin, accountant, 229 Boisvert, all three of St. Constant, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Lucien & Guy Beaumier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 229 Boisvert Street, St. Constant, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

721882

Bechtel Employees' Social Club

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Linda Broom, secrétaire, 5130, Clanranald, Connie Rock, 1650, avenue Lincoln, app. 714, toutes deux filles majeures, Anne Ritchie, divorcée, 3040, Kirkfield, toutes deux commis, Rositta Buracas, dactylo, divorcée, 5280, Dudemaine, David J. Ritchie, dessinateur, 1385, Jules Poitras, tous les cinq de Montréal, David E. Ripley, gérant, 105, Peupliers, Jean Turcotte, secrétaire, 45, Monseigneur de Laval, tous de Laval, A. David Coates, comptables, 1420, Kenville, Saint-Laurent, et John R. Melbourne, surveillant, 62, 6e avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Favoriser les activités récréatives et sociales aux fins d'accroître le bien-être physique, social et moral des employés, sous le nom de « Bechtel Employees' Social Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est au 5250, rue Ferrier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

722621

Bisquette inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Francine Brochu, 2405, 2e avenue, Lucille Demers, 180, de Bernières, toutes deux de Québec, et Diane Asselin, 1476, Émilien-Rochette, Ancienne-Lorette, toutes trois secrétaire, filles majeures, pour les objets suivants:

Travailler dans le domaine de la promotion et de la publicité, sous le nom de « Bisquette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722905

Bongiovanni Construction, Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gilles L'Écuyer, 3040, chemin Saint-Louis, Michael Sheehan, 1243, de Beauville, tous deux de Sainte-Foy, et Pierre Pouliot, 1048, Chaumont, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux en travaux de rénovation et de restauration, sous le nom de

Bechtel Employees' Social Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Linda Broom, secretary, 5130 Clanranald, Connie Rock, 1650 Lincoln Avenue, Apt. 714, both spinsters, Anne Ritchie, divorced, 3040 Kirkfield, both clerks, Rositta Buracas, typist, divorced, 5280 Dudemaine, David J. Ritchie, draftsman, 1385 Jules Poitras, all five of Montreal, David E. Ripley, manager, 105 Peupliers, Jean Turcotte, secretary, 45 Monseigneur de Laval, both of Laval, A. David Coates, accountant, 1420 Kenneville, Saint-Laurent and John R. Melbourne, supervisor, 62 - 5th Avenue, Roxboro, for the following purposes:

The promotion of social and recreational activities for the purpose of furthering the moral, social and physical welfare of the employees, under the name of "Bechtel Employees' Social Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 5250 Ferrier Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

722621

Bisquette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Francine Brochu, 2405 - 2nd Avenue, Lucille Demers, 180 de Bernières, both of Québec, and Diane Asselin, 1476 Émilien-Rochette, Ancienne-Lorette, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To work in the field of promotion and advertising, under the name of "Bisquette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722905

Bongiovanni Construction, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles L'Écuyer, 3040 St-Louis Road, Michael Sheehan, 1243 de Beauville, both of Sainte-Foy, and Pierre Pouliot, 1048 Chaumont, Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of general contracting, renovation and restoration work, under the name of

« Bongiovanni Construction, Ltd. », avec un capital total de \$2,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 220 est, Grande-Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105 722100

Boutique Ampiro inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont-St-Denis, Québec, Jules Bernatchez, 8170, de Vienne, Charlesbourg, et Jean McNicoll, 2529, Gregg, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Ampiro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722850

La boutique Cinquante Deux Vingt inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Remo Conti, tailleur, Helen Bibus, ménagère, épouse dudit Remo Conti, tous deux de 5837, Sherbrooke est, Montréal, Pierre Brouillet, administrateur, et Suzanne McEwen, ménagère, épouse dudit Pierre Brouillet, ces deux derniers de 223, Querbes, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « La boutique Cinquante Deux Vingt inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5220, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722096

Bruce's Roost Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Lena Grace Mullin, épouse de Bruce Wallace, 180, Dieppe, Esther Pearce, épouse de Harry Pearce, 106, Elmwood, toutes deux ménagères, de Pointe Claire, et Wendy L. Wallace, secrétaire, 125, Lyette, suite 34, Lasalle, pour les objets suivants:

« Bongiovanni Construction, Ltd. », with a total capital stock of \$2,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 220 Grande-Allée East, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105-o 722100

Boutique Ampiro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St. Denis, Québec, Jules Bernatchez, 8170 de Vienne, Charlesbourg, and Jean McNicoll, 2529 Gregg, Ste. Foy, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Boutique Ampiro inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722850

La boutique Cinquante Deux Vingt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Remo Conti, tailor, Helen Bibus, housewife, wife of the said Remo Conti, both of 5837 Sherbrooke East, Montreal, Pierre Brouillet, administrator, and Suzanne McEwen, housewife, wife of the said Pierre Brouillet, the latter two of 223 Querbes, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "La boutique Cinquante Deux Vingt inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5220 St. Hubert Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722096

Bruce's Roost Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lena Grace Mullin, wife of Bruce Wallace, 180 Dieppe, Esther Pearce, wife of Harry Pearce, 106 Elmwood, both housewives, of Pointe Claire, and Wendy L. Wallace, secretary, spinster, 125 Lyette, Suite 34, Lasalle, for the following purposes:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Bruce's Roost Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 80, Donegani, Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

722080

Le Camp Soleil inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Yves Rouette, 354, St-Thomas, Saint-Lambert, Michel Guay, 213, Le Baron, Boucherville, tous deux ingénieurs, Jacques Deschênes, travailleur social, 8135, Aimé-Renault, Saint-Léonard, André Gervais, comptable, 625, Powell, Mont-Royal, et Assunta Bessette, éducatrice, fille majeure, 4316, Berry, Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir et exploiter un camp de vacances, prioritairement pour les enfants du Centre d'Accueil Notre-Dame du Perpétuel Secours et secondairement pour les enfants référés par d'autres organismes, sous le nom de « Le Camp Soleil inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 5055, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721297

Cartebo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation: Murielle Proulx, épouse de Marc Lavigne, 330, Mozart, app. 52, Lucie Boyer, fille majeure, 11880, Poincarré, toutes deux de Montréal, et Nicole St-Germain, épouse de Jacques Lamoureux, 8101, Montoir, app. 310, Anjou, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Agir comme agent, vendeur, promoteur, annonceur et distributeur de toutes sortes de produits, marchandises, biens, objets, articles, billets et coupons de loterie de toutes sortes, sous le nom de « Cartebo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722841

Le Centre Campo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Bruce's Roost Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 80 Donegani, Pointe Claire, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

722080

Le Camp Soleil inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yves Rouette, 354 St. Thomas, St. Lambert, Michel Guay, 213 Le Baron, Boucherville, both engineers, Jacques Deschênes, social worker, 8135 Aimé-Renault, St. Léonard, André Gervais, accountant, 625 Powell, Mount Royal, and Assunta Bessette, teacher, spinster, 4316 Berry, Montreal, for the following purposes:

To maintain and operate a summer camp primarily for the children of the Centre d'Accueil Notre-Dame du Perpétuel Secours and secondarily for the children referred by other organizations, under the name of "Le Camp Soleil inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the company is at 5055 St. Dominique Stret, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721297

Cartebo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murielle Proulx, wife of Marc Lavigne, 330 Mozart, Apt. 52, Lucie Boyer, spinster, 11880 Poincarré, both of Montreal, and Nicole St-Germain, wife of Jacques Lamoureux, 8101 Montoir, Apt. 310, Anjou, all three secretaries, for the following purposes:

To act as agents, salesmen, promoters, advertisers and distributors of all kinds of goods, merchandise, commodities, objects, articles, lottery tickets and coupons of all kinds, under the name of "Cartebo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722841

Le Centre Campo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Chabot, Fernand Chabot, tous deux industriels, et Thérèse B. Chabot, ménagère, épouse dudit Fernand Chabot, tous trois de 74, Dussault, Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Le Centre Campo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722805

**Le centre du pneu Québécois inc.
Québec Tire Centre Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pierre Chapleau, négociant, Francine Duguay, secrétaire, épouse dudit Pierre Chapleau, tous deux de 415, boulevard des Mille Îles, et Roger Duguay, administrateur, 8005, boulevard des Laurentides, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de pneus, automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Le centre du pneu Québécois inc.— Québec Tire Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 415, boulevard des Mille Îles, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

720157

Centre François-Michelle

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Desrochers, 835, Berwick, Mont-Royal, Philippe Montel, 1014, Marie-Victorin, Contrecoeur, et Marc-E. Leduc, 4010, Northcliffe, app. 311, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Venir en aide aux déficients mentaux et enfants inadaptés et déficients, sous le nom de « Centre François-Michelle ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Chabot, Fernand Chabot, both industrialists, and Thérèse B. Chabot, housewife, wife of the said Fernand Chabot, all three of 74 Dussault, St. Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating appliances or systems, under the name of "Le Centre Campo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Romuald-d'Etchemin, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722805

**Le centre du pneu Québécois inc.
Québec Tire Centre Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Chapleau, merchant, Francine Duguay, secretary, wife of the said Pierre Chapleau, both of 415 des Mille Îles Boulevard, and Roger Duguay, administrator, 8005 des Laurentides Boulevard, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in tires, automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Le centre du pneu Québécois inc.— Québec Tire Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 415 des Mille Îles Boulevard, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

720157

Centre François-Michelle

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Serge Desrochers, 835 Berwick, Mount Royal, Philippe Montel, 1014 Marie-Victorin, Contrecoeur, and Marc-E. Leduc, 4010 Northcliffe, Apt. 311, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To help the mentally-deficient and maladjusted and deficient children, under the name of "Centre François-Michelle".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

47105-o

2973-1971

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

47105

2973-1971

**Chibougamau Drive Yourself Inc.
Location d'autos de Chibougamau inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Léonce Lévesque, notaire, 47, Marcoux, Claudette Arsenault, 753, St-Joseph, et Noëlla Meunier, route rurale 1, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Faire la location de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Chibougamau Drive Yourself Inc.—Location d'autos de Chibougamau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721857

**Chibougamau Drive Yourself Inc.
Location d'autos de Chibougamau inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonce Lévesque, notary, 47 Marcoux, Claudette Arsenault, 753 St. Joseph, and Noëlla Meunier, Rural Route 1, the latter two secretaries, spinsters, all three of Roberval, for the following purposes:

To rent motor vehicles of all kinds, under the name of "Chibougamau Drive Yourself Inc.—Location d'autos de Chibougamau inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721857

**Chomedey Equipment Ltd.
Équipement Chomedey Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Simon Brossard, 315, Lansdowne, Saint-Bruno-de-Montarville, Marc Bernard, 1061, Maple, et Guy Girard, 435, Leblanc ouest, ces deux derniers de Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de camions, tracteurs, automobiles, et véhicules de toutes sortes, de locomotives, engins et moteurs de toutes sortes, sous le nom de « Chomedey Equipment Ltd.—Équipement Chomedey Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721039

**Chomedey Equipment Ltd.
Équipement Chomedey Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Brossard, 315 Lansdowne, St. Bruno-de-Montarville, Marc Bernard, 1061 Maple, and Guy Girard, 435 Leblanc, West, the latter two of Longueuil, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in trucks, tractors, automobiles and vehicles of all kinds, locomotives, engines and motors of all kinds, under the name of "Chomedey Equipment Ltd.—Équipement Chomedey Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St. Laurent, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721039

La cidrerie Deux-Montagnes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 149, St-Eustache, Françoise Théoret, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-

La cidrerie Deux-Montagnes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 149 St. Eustache, Françoise Théoret, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332

Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de cidres, sous le nom de « La cidrerie Deux-Montagnes inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-du-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-o

722686

Cidrerie du St-Laurent inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean Desautels, gérant de personnel, 11867, St-Germain, Montréal, Pierre Phillion, agronome, Hemmingford, Jacques-R. Rolland, scientifique, 246, Calixa Lavallée, Boucherville, et Ronald-E. Simard, professeur, 883, Place Beloeil, app. 3, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de cidres et de vins, sous le nom de « Cidrerie du St-Laurent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-o

722321

La Cie Ladev inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jean Benoit, 1685, Louise, Gilles Lemay, 1729, Boisvert, et Guy Salvail, 1623, Bizet, tous trois gérants, de Laval, pour les objets suivants:

Posséder, acquérir, construire, réparer, acheter, louer, donner à bail, exploiter, administrer, donner en garantie et mettre en valeur des biens meubles et immeubles, sous le nom de « La Cie Ladev inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 50 actions classe « A » de \$100 chacune, 850 actions classe « B » de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-o

721819

Club de baseball junior St-Jérôme inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

Renaud, the latter two secretaries, all three of St-Eustache, for the following purposes:

To manufacture and deal in cider, under the name of "La cidrerie Deux-Montagnes inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$10 each, 5,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and 5,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at St. Joseph-du-Lac, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722686

Cidrerie du St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Desautels, personnel manager, 11867 St-Germain, Montreal, Pierre Phillion, agronomist, Hemmingford, Jacques-R. Rolland, scientist, 246 Calixa Lavallée, Boucherville, and Ronald-E. Simard, teacher, 883 Place Beloeil, Apt. 3, Ste. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in cider and wine, under the name of "Cidrerie du St-Laurent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722321

La Cie Ladev inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Benoit, 1685 Louise, Gilles Lemay, 1729 Boisvert, and Guy Salvail, 1623 Bizet, all three managers, of Laval, for the following purposes:

To own, acquire, build, repair, purchase, rent, lease, operate, manage, to give as guarantee and increase the value of securities and real estate, under the name of "La Cie Ladev inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 50 class "A" shares of \$100 each, 850 class "B" shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721819

Club de baseball junior St-Jérôme inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Yves Tremblay, gérant, 577, Wilfrid, Ghislain Levert, administrateur, 610, Petit, Clément Beauchamp, 520, Filion, Jean Désormeaux, 326, du Domaine, tous quatre de Saint-Jérôme, et Fernand Richer, 1003, Fournier, Lafontaine, ces trois derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique en général et en particulier le sport du baseball, sous le nom de « Club de baseball junior St-Jérôme inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-0

721652

Club de l'aéronef expérimental de Sherbrooke inc.

Experimental Aircraft Club of Sherbrooke inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Beaulieu, mécanicien d'avions, 650, Galt ouest, Raymond-G. Roy, vérificateur, 1600, Chagnon, et Henri Brulotte, analyste, 483, Bowen sud, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Grouper les personnes s'intéressant comme passe-temps, à la construction, reconstruction, réparation, expérimentation et au pilotage d'avions, planeurs et autres appareils de vol, sous le nom de « Club de l'aéronef expérimental de Sherbrooke inc.— Experimental Aircraft Club of Sherbrooke Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 650, Galt ouest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-0

722796

Le club de l'Âge d'Or d'Acton-Vale

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Poulin, journaliste, Gabrielle Doyon, épouse dudit Armand Poulin, tous deux de 1278, Dubois, Simonne Lécuyer, épouse de Yvanhoé Fortier, 1066, McDonald, toutes deux ménagères, et Donaldia Viau, secrétaire, fille majeure, 880, Leclerc, tous d'Acton Vale, pour les objets suivants:

1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Yves Tremblay, manager, 577 Wilfrid, Ghislain Levert, administrator, 610 Petit, Clément Beauchamp, 520 Filion, Jean Désormeaux, 326 du Domaine, all four of St. Jérôme, and Fernand Richer, 1003 Fournier, Lafontaine, the latter three businessmen, for the following purposes:

To promote sports and physical training in general and the sport of baseball in particular, under the name of "Club de baseball junior St-Jérôme inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Jérôme, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721652

Club de l'aéronef expérimental de Sherbrooke inc.

Experimental Aircraft Club of Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucien Beaulieu, airplane mechanic, 650 Galt West, Raymond-G. Roy, auditor, 1660 Chagnon, and Henri Brulotte, analyst, 483 Bowen South, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To group those interested in the building, rebuilding, repairing, experimenting and piloting of airplanes, gliders and other flying apparatus as a hobby, under the name of "Club de l'aéronef expérimental de Sherbrooke inc.— Experimental Aircraft Club of Sherbrooke Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is 650 Galt West, Sherbrooke, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722796

Le club de l'Âge d'Or d'Acton-Vale

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Armand Poulin, labourer, Gabrielle Doyon, wife of the said Armand Poulin, both of 1278 Dubois, Simonne Lécuyer, wife of Yvanhoé Fortier, 1066 McDonald, both housewives, and Donaldia Viau, secretary, spinster, 880 Leclerc, all of Acton Vale, for the following purposes:

Établir et exploiter un local afin de pouvoir distraire, amuser et divertir toutes les personnes seules et âgées, sous le nom de « Le Club de l'Âge d'Or d'Acton-Vale ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721379

Club de moto-neige de Audet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Henri-Paul Langlois, camionneur, Jacques Bilodeau, opérateur de machines, Patrick Boucher, menuisier, Renald Grenier, mécanicien, Michel Lacasse, André Couture, Roland Nadeau, tous trois journaliers, Claude Grondin, cultivateur, et Julien Orichefqui, bûcheron, tous de Audet, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige de Audet inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Audet, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721935

Club de motos-neige de Chapais inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Valère Marceau, machiniste, 36, 1^{re} avenue, Léon Lavoie, contremaître, 49, 9^e rue, et Jacques Ouellet, dessinateur, 32, 3^e rue, tous trois de Chapais, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de motos-neige de Chapais inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Chapais, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721433

Club de motos-neige Radisson Les Hauteurs inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

To establish and operate a building to provide for the recreation, amusement and entertainment of aged persons living alone, under the name of "Le club de l'Âge d'Or d'Acton-Vale".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Acton Vale, judicial District of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721379

Club de moto-neige de Audet inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri-Paul Langlois, trucker, Jacques Bilodeau, machine operator, Patrick Boucher, carpenter, Renald Grenier, mechanic, Michel Lacasse, André Couture, Roland Nadeau, all three labourers, Claude Grondin, farmer, and Julien Orichefqui, lumberjack, all of Audet, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club de moto-neige de Audet inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Audet, judicial District of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721935

Club de motos-neige de Chapais inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Valère Marceau, machinist, 36, 1st Avenue, Léon Lavoie, foreman, 49, 9th Street, and Jacques Ouellet, draftsman, 32, 3rd Street, all three of Chapais, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club de motos-neige de Chapais inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Chapais, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721433

Club de motos-neige Radisson Les Hauteurs inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: André Corbin, mécanicien, Ludger Corbin, Lorenzo Ross, tous deux camionneurs, Hector Claveau, Gaétan Corbin, tous deux cultivateurs, Léonard Richard, commis, Alphonse Côté, plombier, Raynald Cloutier, professeurs, Clément Lechasseur, bûcheron, et Françoise Michaud, ménagère, épouse dudit Clément Lechasseur, tous de Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, pour les objets suivants:

Diriger un centre de motos-neige communautaire ainsi que des activités suivant les saisons, sous le nom de « Club de motos-neige Radisson Les Hauteurs inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-0

722002

Club de nudisme Paradis Terrestre Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Marcel Lépine, Louise Gosselin, fille majeure, tous deux de 5847, Brunetière, Saint-Léonard, et Paul Lépine, 2529, Jeanne d'Arc, Montréal, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de loisirs et de récréation où la pratique du nudisme serait acceptée conformément aux normes reconnues internationalement et conformément à toutes les lois civiles, pénales et criminelles, sous le nom de « Club de nudisme Paradis Terrestre Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 40,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 40,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chertsey, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-0

422447

Le club de sécurité du transport écolier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Larouche, 5860, Bouleau, Shipshaw, René Bergeron, route rurale numéro 3, et Jean Côté, 350, Notre-Dame, ces deux derniers de Jonquière, tous trois chauffeurs, pour les objets suivants:

Promouvoir la sécurité dans le public en général et auprès des jeunes en particulier, notamment dans le milieu du transport scolaire, sous le nom de « Le club de sécurité du transport écolier inc. ».

1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Corbin, mechanic, Ludger Corbin, Lorenzo Ross, both truckers, Hector Claveau, Gaétan Corbin, both farmers, Léonard Richard, clerk, Alphonse Côté, plumber, Raynald Cloutier, teacher, Clément Lechasseur, lumberjack, and Françoise Michaud, housewife, wife of the said Clément Lechasseur, all of St. François-Xavier-des-Hauteurs, for the following purposes:

To manage a community snowmobile centre and direct activities according to seasons, under the name of "Club de motos-neige Radisson Les Hauteurs inc."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at St. François-Xavier-des-Hauteurs, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722002

Club de nudisme Paradis Terrestre Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Lépine, Louise Gosselin, spinster, both of 5847 Brunetière, St. Léonard, and Paul Lépine, 2529 Jeanne d'Arc, Montreal, all three merchants, for the following purposes:

To operate a relaxation and recreational centre where the practice of nudism would be accepted in conformity with the internationally recognized standards and pursuant to all civil, penal and criminal laws, under the name of "Club de nudisme Paradis Terrestre Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 40,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and 40,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Chertsey judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722447

Le club de sécurité du transport écolier inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Albert Larouche, 5860 Bouleau, Shipshaw, René Bergeron, Rural Route number 3, and Jean Côté, 350 Notre-Dame, the latter two of Jonquière, all three chauffeurs, for the following purposes:

To promote security for the public in general and for youth in particular, particularly in the school transportation sector, under the name of "Le club de sécurité du transport écolier inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est 313, rue St-Léon, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722265

**Club de ski et de plein-air de Montréal
Montreal Ski and Outing Club**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Mirek Wisniewski, gérant, 6995, de l'Épée, Owen Wolnwood, ingénieur en électronique, 5337, Reine-Marie, tous deux de Montréal, et Charles Srkal, vérificateur, 84, Je Me Souviens, Laval, pour les objets suivants:

Favoriser, encourager et organiser la pratique du ski, ski de fond, ski de randonnées, courses, sauts, raquettes, l'orientation, les excursions à pied, le camping, l'équitation, les sorties d'étude de la nature et l'observation des oiseaux, sous le nom de « Club de ski et de plein-air de Montréal — Montreal Ski and Outing Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$400,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721247

Club de yacht au Bord de l'Eau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean Frappier, Jean Charbonneau et Gaston Gauthier, tous trois avocats, de 70, du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, bateaux embarcations de toutes sortes, instruments de navigation, appareils et accessoires, sous le nom de « Club de yacht au Bord de l'Eau inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721373

**Club moto-neige de la Vallée Mascouche inc.
Mascouche Valley Snowmobile Club Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at 313 St. Léon Street, Jonquière, judicial District of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722265

**Club de ski et de plein-air de Montréal
Montreal Ski and Outing Club**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Mirek Wisniewski, manager, 6995 de l'Épée, Owen Wolnwood, electronics engineer, 5337 Queen Mary, both of Montreal, and Charles Srkal, auditor, 84 Je Me Souviens, Laval, for the following purposes:

To promote, encourage and organize such skiing activities as cross country skiing, races, jumping, snowshoeing, orientation, hiking, camping, horseback riding, nature study and bird-watching hikes, under the name of "Club de ski et de plein-air de Montréal — Montreal Ski and Outing Club".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$400,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721247

Club de yacht au Bord de l'Eau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Frappier, Jean Charbonneau and Gaston Gauthier, all three lawyers, of 70 du Roi, Sorel, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, boats of all kinds, sailing instruments, appliances and accessories, under the name of "Club de yacht au Bord de l'Eau inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721373

**Club moto-neige de la Vallée Mascouche inc.
Mascouche Valley Snowmobile Club Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Germain Venne, chauffeur, 3290, boulevard St-Charles, Saint-Charles-de-Lachenaie, André Deslongchamps, marchand, Charles-Émile Bisson, chauffeur d'autobus, 1986, Côte Georges, Maurice Labrie, garagiste, tous trois de Saint-Henri-de-Mascouche, et Alban Gagnon, cultivateur, Saint-Roch-de-l'Achigan, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige de la Vallée Mascouche inc.—Mascouche Valley Snowmobile Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est chemin Pincourt, Saint-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722170

Club moto-neige de St-Bernard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Côté, Henri Breton, tous deux cultivateurs, et Gonzague Lacasse, aviculteur, sous trois de Saint-Bernard, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige de St-Bernard inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Bernard, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722583

Club motos-neige Les Copains (St-Rémi) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Wolfe, garagiste, Jeannette Boulrice, ménagère, épouse dudit Maurice Wolfe, Léo Boire, journalier, Jean-Guy Lavoie, briqueteur, Gérard Riendeau, jardinier, Pierre Beaulieu, boucher, Fernand Tremblay, contremaître, tous sept de Saint-Rémi, Lionel Aubin, entrepreneur, Saint-Constant, et Clovis Raymond, nettoyeur, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club motos-neige Les Copains (St-Rémi) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$40,000.

1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Germain Venne, driver, 3290 St. Charles Boulevard, St. Charles-de-Lachenaie, André Deslongchamps, merchant, Charles-Émile Bisson, bus driver, 1986 Côte Georges, Maurice Labrie, garage operator, all three of St. Henri-de-Mascouche, and Alban Gagnon, farmer, St. Roch-de-l'Achigan, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club moto-neige de la Vallée Mascouche inc.—Mascouche Valley Snowmobile Club Inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the company is at Pincourt Road, St. Henri-de-Mascouche, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722170

Club moto-neige de St-Bernard inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réal Côté, Henri Breton, both farmers, and Gonzague Lacasse, poultry-farmer, all three of St. Bernard, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club moto-neige de St. Bernard inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at St. Bernard, judicial District of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722583

Club motos-neige Les Copains (St-Rémi) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Wolfe, garage operator, Jeannette Boulrice, housewife, wife of the said Maurice Wolfe, Léo Boire, labourer, Jean-Guy Lavoie, bricklayer, Gérard Riendeau, gardener, Pierre Beaulieu, butcher, Fernand Tremblay, foreman, all seven of St. Rémi, Lionel Aubin, contractor, St. Constant, and Clovis Raymond, cleaner, St. Michel, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club motos-neige Les Copains (St-Rémi) inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

723131

The head office of the corporation is at St. Rémi, judicial District of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

723131

**Club optimiste Chambly (Québec) inc.
Chambly Optimist Club (Québec) Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Girard, constable, 877, Tracy, Fernand Rondeau, agent d'assurances, 881, Carleton, tous deux de Chambly, et Adélarde Brunelle, industriel, 188, Toulouse, Longueuil, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club optimiste Chambly (Québec) inc.—Chambly Optimist Club (Québec) Inc.».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721280

Club optimiste de Princeville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Camirand, directeur d'école, Roland Houle, gérant des ventes, et Gilles Boisclair, marchand, tous trois de Princeville, pour les objets suivants:

Venir en aide aux enfants de Princeville, sous le nom de « Club optimiste de Princeville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721482

Club Sérénité Victoriaville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: William N. Pothitos, restaurateur, 31, Gagnon, Georges-H. Goulet, administrateur, 34, Gagnon, tous deux d'Arthabaska, et Claude Bernier, marchand, 31, Ste-Croix, Victoriaville, pour les objets suivants:

Venir en aide aux alcooliques de la région de Victoriaville, sous le nom de « Club Sérénité Victoriaville inc. ».

**Club optimiste Chambly (Québec) inc.
Chambly Optimist Club (Québec) Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Girard, police officer, 877 Tracy, Fernand Rondeau, insurance agent, 881 Carleton, both of Chambly, and Adélarde Brunelle, industrialist, 188 Toulouse, Longueuil, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club optimiste Chambly (Québec) inc.—Chambly Optimist Club (Québec) Inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at Chambly, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721280

Club optimiste de Princeville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Camirand, school principal, Roland Houle, sales manager, and Gilles Boisclair, merchant, all three of Princeville, for the following purposes:

To help the children of Princeville, under the name of "Club optimiste de Princeville inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Princeville, judicial District of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721482

Club Sérénité Victoriaville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: William N. Pothitos, restaurateur, 31 Gagnon, Georges-H. Goulet, administrator, 34 Gagnon, both of Arthabaska, and Claude Bernier, merchant, 31 Ste. Croix, Victoriaville, for the following purposes:

To help the alcoholics of the Victoriaville Region, under the name of "Club Sérénité Victoriaville inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 721708

Comité de développement forestier de La Tuque inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gilbert Ménard, 521, St-Maurice, Marc Michaud, 468, St-Joseph, tous deux ingénieurs forestiers, et René L'Heureux, professeur, 418, Paquin, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Revaloriser les superficies forestières des propriétés privées de moins de deux mille acres de la région de La Tuque, par des travaux sylvicoles appropriés, sous le nom de « Comité de développement forestier de La Tuque inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 721673

La Compagnie de transport Pauline Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1^{er} jour de mai 1972, constituant en corporation: Armand Trottier, industriel, Pauline Gendron, ménagère, épouse dudit Armand Trottier, Hélène Trottier, tous trois de 112, Ménard, et Ghislaine Trottier, 31, des Oblats, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « La Compagnie de transport Pauline Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722329

La Compagnie Mathepha inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Victoriaville, judicial District of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 721708

Comité de développement forestier de La Tuque inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporation without share capital: Gilbert Ménard, 521 St. Maurice, Marc Michaud, 468 St. Joseph, both forestry engineers, and René L'Heureux, teacher, 418 Paquin, all three of La Tuque, for the following purposes:

To develop the wooded areas of private properties of less than two thousand acres in the La Tuque Region, by appropriate forestry works, under the name of "Comité de développement forestier de La Tuque inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at La Tuque, judicial District of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 721673

La Compagnie de transport Pauline Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Trottier, industrialist, Pauline Gendron, housewife, wife of the said Armand Trottier, Hélène Trottier, all three of 112 Ménard, and Ghislaine Trottier, 31 des Oblats, the latter two secretaries, spinsters, all four of Mont-Joli, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "La Compagnie de transport Pauline Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Joli, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722329

La Compagnie Mathepha inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation: Ernest Duhamel, représentant, 5505, Place Chénier, Fernand Lévesque, avocat, 3535, Papineau, tous deux de Montréal, et Jacques Rajotte, comptable, 10626, Francis, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'accessoires en plastique, bois ou métal pour usage domestique et commercial, sous le nom de « La Compagnie Mathepha inc. », avec un capital total de \$4,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

720574

Conphybix inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Hugh Grenier, professeur, Camélia Comeau, ménagère, épouse dudit Hugh Grenier, tous deux de 809, Bloomfield, app. 102, Outremont, et Anita Comeau, presseuse, fille majeure, 1920, Villeneuve, app. 6, Longueuil, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un centre d'évaluation physique générale des individus afin de les conseiller quant à un entraînement physique personnel, sous le nom de « Conphybix inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 809, Bloomfield, appartement 102, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722562

Construction C.B.P. Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1972, constituant en corporation: Marius Cellard, entrepreneur, Saint-Alphonse, Léonide Poirier, comptable, et Théo Bujold, contremaître, ces deux derniers de Caplan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et de routes et construction de toutes sortes, sous le nom de « Construction C.B.P. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Caplan, district judiciaire de New Richmond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722631

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Duhamel, agent, 5505 Place Chénier, Fernand Lévesque, lawyer, 3535 Papineau, both of Montreal, and Jacques Rajotte, accountant, 10626 Francis, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic, wood or metal accessories for domestic or commercial use, under the name of "La Compagnie Mathepha inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

720574

Conphybix inc.

Notice s given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hugh Grenier, teacher, Camélia Comeau, housewife, wife of the said Hugh Grenier, both of 809 Bloomfield, Apt. 102, Outremont, and Anita Comeau, presser, spinster, 1920 Villeneuve, Apt. 6, Longueuil, for the following purposes:

To establish and maintain a general physical evaluation centre for individuals in order to counsel them on a personal physical training program, under the name of "Conphybix inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 809 Bloomfield, Apt. 102, Outremont, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722562

Construction C.B.P. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marius Cellard, contractor, St. Alphonse, Léonide Poirier, accountant, and Théo Bujold, foreman, the latter two of Caplan, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving works, roads and buildings of all kinds, under the name of "Construction C.B.P. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Caplan, judicial District of New Richmond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722631

Les constructions Carré-Marchand inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean-Marc Carré, entrepreneur, Elizabeth Leblond, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Carré, tous deux de Saint-Siméon, et Monique Lévesque, secrétaire, fille majeure, La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les constructions Carré-Marchand inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Siméon, district judiciaire de Saguenay.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-0

722854

Converdis Products Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Chevette, gérant de production, Carmen Ducharme, ménagère, épouse dudit Jacques Chevette, tous deux de 705, Monique, Saint-Thomas, et Robert Forget fils, professeur, 11561, des Violettes, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du papier, des produits du papier de toutes sortes, des produits du bois et de la pulpe, carton, carton-pâte et papier de toutes sortes, sous le nom de « Converdis Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-0

722633

Côté & Côté inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gaston Côté, représentant, 24, de l'Église, Gilles Côté, manufacturier, 377, Bretagne, tous deux de Montmagny, et Jean-Louis Côté, voyageur de commerce, 1607, Place du Bosquet, Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Côté & Côté inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Les constructions Carré-Marchand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Carré, contractor, Elizabeth Leblond, housewife, wife of the said Jean-Marc Carré, both of St. Siméon, and Monique Lévesque, secretary, spinster, La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les constructions Carré-Marchand inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Siméon, judicial District of Saguenay.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722854

Converdis Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Chevette, production manager, Carmen Ducharme, housewife, wife of the said Jacques Chevette, both of 705 Monique, St. Thomas, and Robert Forget Jr., teacher, 11561 des Violettes, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, paper products of all kinds, wood and pulp products, cardboard, cardboard paste and paper of all kinds, under the name of "Converdis Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722633

Côté & Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Côté, agent, 24 de l'Église, Gilles Côté, manufacturer, 377 Bretagne, both of Montmagny, and Jean-Louis Côté, travelling salesman, 1607 Place du Bosquet, Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furniture and novelties, under the name of "Côté & Côté inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 8,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722225

La couture Marco-Nico inc.
Marco-Nico Sewing Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, et Jacques Laurent, 573, Berwick, tous trois avocats, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce et toutes les opérations se rapportant à la couture et aux textiles, sous le nom de « La couture Marco-Nico inc. — Marco-Nico Sewing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722822

Coyne Canadian Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, et Sheila Raymond, secrétaire, fille majeure, 89, Roxton Crescent, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits, marchandises et articles de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Coyne Canadian Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47003 721927

Croisière Marjolaine inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1972, constituant en corporation: Jean-Pierre Roy, avocat, 1598, Stanley, Louis Côté, 2016, Louis Jetté, tous deux de Sainte-Foy, et Michel St-Pierre, 790, d'Youville, app. 7, Québec, ces deux derniers stagiaires, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montmagny, judicial District of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722225

La couture Marco-Nico inc.
Marco-Nico Sewing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, and Jacques Laurent, 573 Berwick, all three lawyers, of Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all operations pertaining to sewing and textiles, under the name of "La couture Marco-Nico inc. — Marco-Nico Sewing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Rolland, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722822

Coyne Canadian Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, and Sheila Raymond, secretary, spinster, 89 Roxton Crescent, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, goods, wares and merchandise of every kind, under the name of "Coyne Canadian Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47003-o 721927

Croisière Marjolaine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Roy, lawyer, 1598 Stanley, Louis Côté, 2016 Louis Jetté, both of Ste. Foy, and Michel St-Pierre, 790 d'Youville, Apt. 7, Québec, the latter two trainees, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Croisière Marjolaine inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 126, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

723075

D.R.P. & Associates Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Frank Cuk, commis, 4867, avenue du Parc, Michael Rusko, 3117, Le Boulevard, tous deux de Montréal, et David Gregory, 218, avenue Morrison, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseillers ou agents de toute entreprise commerciale, organisation industrielle, ou toute corporation privée ou publique à l'égard des problèmes touchant le personnel, sous le nom de « D.R.P. & Associates Ltd. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3215, chemin Côte-Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

722409

D'Alesio Contracting Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Maxwell Shenker, 1545, McGregor, Montréal, Max M. Teitelbaum, 2365, Stevens, Saint-Laurent, et Rhea Cohen, 2, Alexis Nihon Plaza, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « D'Alesio Contracting Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6701 ouest, rue Sherbrooke, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

722349

Delart Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de juin 1972, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, Montréal, Horace Friedman, 7497, chemin Briar, et Barry A. Cappel, 5891, avenue Centennial, ces deux derniers de Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

To carry on business as a transport company, under the name of "Croisière Marjolaine inc.", with a capital stock divided into 4,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at 126 St. Pierre Street, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

723075

D.R.P. & Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frank Cuk, clerk, 4867 Park Avenue, Michael Rusko, 3117 The Boulevard, both of Montreal, and David Gregory, 218 Morrison Avenue, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To act as consultants or agents for any commercial enterprise, industrial organization, or any private or public body with respect to problems concerning personnel, under the name of "D.R.P. & Associates Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 39,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 3215 Côte St. Catherine Road, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

722409

D'Alesio Contracting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maxwell Shenker, 1545 McGregor, Montreal, Max M. Teitelbaum, 2365 Stevens, Saint-Laurent, and Rhea Cohen, 2 Alexis Nihon Plaza, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "D'Alesio Contracting Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6701 Sherbrooke West, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

722349

Delart Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Montreal, Horace Friedman, 7497 Briar Road, and Barry A. Cappel, 5891 Centennial Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Delart Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

723104

Dendrek inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Louis-Jean Lussier, 1308, Nelles, Sainte-Foy, Robert-C. Darveau, 2210, de Lino, Sillery, tous deux ingénieurs forestiers, et Claude Fontaine, administrateur, 1559, Père Lelièvre, Québec, pour les objets suivants:

Photographier, tracer, dessiner, imprimer, réduire, agrandir et distribuer tous genres de cartes, plans et graphiques se rapportant à la pratique du génie, et aux besoins de l'industrie, sous le nom de « Dendrek inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722544

Distributions Alibec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Micheline Bégin, fille majeure, 31, Wood, Sherbrooke, et Ginette Talbot, épouse de Denis Lambert, route rurale 1, Saint-Denis-de-Brompton, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes et de tous genres de biens meubles et immeubles, sous le nom de « Distributions Alibec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 45, rue Radisson, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

723013

**Drogue-secours de Granby
Granby Drug Help**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, consti-

To carry on the business of an investment company, under the name of "Delart Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

723104

Dendrek inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Jean Lussier, 1308 Nelles, Ste. Foy, Robert-C. Darveau, 2210 de Lino, Sillery, both forestry engineers, and Claude Fontaine, administrator, 1559 Père Lelièvre, Québec, for the following purposes:

To photograph, set out, draw, print, reduce, enlarge and distribute all kinds of cards, plans and graphics related to engineering, and industrial, under the name of "Dendrek inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722544

Distributions Alibec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route 1, Lennoxville, Micheline Bégin, spinster, 31 Wood, Sherbrooke, and Ginette Talbot, wife of Denis Lambert, Rural Route 1, St. Denis-de-Brompton, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products of all kinds and all types of commodities and real estate, under the name of "Distributions Alibec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 45 Radisson Street, Sherbrooke, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Services.

47105

723013

**Drogue-secours de Granby
Granby Drug Help**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to

tuant en corporation sans capital-actions: André Asselin, médecin, 175, Belcour, George-E. Waugh, chimiste, 485, Léger, et Peter Jones, étudiant, 3, Principale, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Fournir aide, assistance et conseil aux personnes aux prises avec les problèmes de drogue, sous le nom de « Drogue-secours de Granby — Granby Drug Help ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 3, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

720396

Guy Drouin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1972, constituant en corporation: Marcel Dionne, 16, des Buissons, Saint-Romuald-d'Étchemin, Claude Fortin, 8, Châteaubriand, Lévis, et Gilles Gaumont, 142, Ste-Anne, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Guy Drouin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 20, rue Paquet, Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721805

Les éditions du son C.D. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Claude Dubois, auteur-compositeur, 2440, Gamache, Camille Dubois, mécanicien, 9, St-Étienne, tous deux de Longueuil, et René Malo, relationniste, 301, des Prairies, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs, éditeurs, distributeurs et réalisateurs de films, images photographiques, disques, bandes sonores, enregistrements mécaniques, électriques, magnétiques et cinématographiques, textes, essais, livres, pamphlets, manuscrits, romans et pièces de théâtre, sous le nom de « Les éditions du son C.D. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 440, Place Jacques-Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722730

incorporate a corporation without share capital: André Asselin, physician, 175 Belcour, George-E. Waugh, chemist, 485 Léger, and Peter Jones, student, 3 Principale, all three of Granby, for the following purposes:

To provide help, assistance and advice for persons experiencing drug problems, under the name of "Drogue-secours de Granby — Granby Drug Help".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 3 Principale Street, judicial District of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

720396

Guy Drouin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dionne, 16 des Buissons, St. Romuald-d'Étchemin, Claude Fortin, 8 Châteaubriand, Lévis, and Gilles Gaumont, 142 Ste. Anne, Québec, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Guy Drouin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 20 Paquet Street, Lauzon, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721805

Les éditions du son C.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Dubois, author-composer, 2440 Gamache, Camille Dubois, mechanic, 9 St. Étienne, both of Longueuil, and René Malo, public relations officer, 301 des Prairies, Laval, for the following purposes:

To carry on business as producers, editors and distributors of films, photographs, records, tapes, mechanical, electrical, magnetic and cinematographic recordings, texts, essays, books, pamphlets, manuscrits, novels and plays, under the name of "Les éditions du son C.D. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 440 Place Jacques-Cartier, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722730

**Les entreprises C.L.P.F. inc.
C.L.P.F. Entreprises Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Denise Paquin, épouse de Paul Moreau, 7462, Vitel, tous deux de Saint-Léonard, et Louis Beaudry, fille majeure, 184, Tailhandier, Boucherville, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Les entreprises C.L.P.F. inc.—C.L.P.F. Entreprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 395, rue Principale, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722578

Les entreprises Claude Pitre Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1972, constituant en corporation: Claude Pitre, Guy Lemaire, tous deux garagistes, de 178, Michel-Messier, Varennes, et Claude Forget, comptable, 7881, boulevard Décarie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les entreprises Claude Pitre Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

723191

Les entreprises du Vieux Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Tremblay, stagiaire, 463, 114e rue, Montmorency, Denyse Cloutier, 120, Fraser, et Renelle Guimont, 38, Ste-Angèle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels et restaurants, salles à repos, salles à manger, bars, discothèques et cabarets, sous le nom de « Les entreprises du Vieux Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

**Les entreprises C.L.P.F. inc.
C.L.P.F. Entreprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, Denise Paquin, wife of Paul Moreau, 7462 Vitel, both of St. Léonard, and Louis Beaudry, spinster, 184 Tailhandier, Boucherville, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed-growers, under the name of "Les entreprises C.L.P.F. inc.—C.L.P.F. Entreprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 395 Principale Street, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722578

Les entreprises Claude Pitre Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Pitre, Guy Lemaire, both garage operators, of 178 Michel-Messier, Varennes, and Claude Forget, accountant, 7881 Décarie Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Les entreprises Claude Pitre Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

723191

Les entreprises du Vieux Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Tremblay, trainee, 463 - 114th Street, Montmorency, Denyse Cloutier, 120 Fraser, and Renelle Guimont, 38 Ste. Angèle, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To operate hotels and restaurants, lunch rooms, dining rooms, bars, discothèques and cabarets, under the name of "Les entreprises du Vieux Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722567

Les entreprises Mérignac inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: André Levesque, 2533, des Hospitalières, Sillery, Jean-G. Bergeron, 3136, Hochelaga, Sainte-Foy, tous deux avocats, et Réjeanne Roy, secrétaire, fille majeure, 22, Côte du Passage, Lévis, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles ou marchandises de toutes sortes contenant du béton, du bois ou du fer, sous le nom de «Les entreprises Mérignac inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 87, rue Avignon, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722724

Les fabricants de tuyaux de béton Trans-Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: René Mercier, 98, boulevard Jutras est, Jude Trotter, 18, route 5, tous deux industriels, de Victoriaville, et René Bergeron, comptable, 2, Kirouac, Arthabaska, pour les objets suivants:

Favoriser l'étude et la sauvegarde des intérêts de ses membres, tout en cherchant à promouvoir leur compétence et leur honnêteté professionnelle, sous le nom de «Les fabricants de tuyaux de béton Trans-Québec inc.».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 125, rue Cartier, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721248

Fédération Québécoise de la compétition-motoneige Québec Snowmobile Racing Federation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722567

Les entreprises Mérignac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Levesque, 2533 des Hospitalières, Sillery, Jean-G. Bergeron, 3136 Hochelaga, Ste. Foy, both lawyers, and Réjeanne Roy, secretary, spinster, 22 Côte du Passage, Lévis, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles or merchandise of all kinds containing concrete, wood or iron, under the name of "Les entreprises Mérignac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 87 Avignon Street, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722724

Les fabricants de tuyaux de béton Trans-Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Mercier, 98 Jutras Boulevard East, Jude Trotter, 18 Route 5, both industrialists, of Victoriaville, and René Bergeron, accountant, 2 Kirouac, Arthabaska, for the following purposes:

To encourage the study and safeguard of the interests of its members, while seeking to promote their competence and professional integrity, under the name of "Les fabricants de tuyaux de béton Trans-Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 125 Cartier Street, Victoriaville, judicial District of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

721248

Fédération Québécoise de la compétition-motoneige Québec Snowmobile Racing Federation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: André-M. Chouinard, courtier d'assurances, 20, Albert, Paul Gélinas, avocat, 37, Albert, et Adélard Ratelle, administrateur, 38, St-Vincent, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un ou des clubs sportifs et sociaux pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres, sous le nom de « Fédération Québécoise de la compétition-motoneige — Québec Snowmobile Racing Federation ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 38, rue St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

47105-o 722602

Fleuriste Raymond inc.
Raymond Florist Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: Raymond Lapierre, fleuriste, Hermance Roy, vendeuse, épouse dudit Raymond Lapierre, tous deux de 9011, Daillon, Saint-Léonard, et Roland Lapierre, chauffeur d'autobus, 1005, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Fleuriste Raymond inc.—Raymond Florist Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3017, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

47105-o 721533

Fondation Ludger Duvernay

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: François-Albert Angers, économiste, 882, Victoria, Saint-Lambert, Dollard Mathieu, 5422, Place Grove Hill, Montréal, Yvan Sénécal, 347, Croissant Tait, tous deux industriels, et André Paquette, avocat, 3425, Toupin, ces deux derniers de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Favoriser par tous moyens appropriés et par toutes techniques de diffusion l'éducation nationale, patriotique et civique du peuple québécois dans tous les domaines tant culturel que social, économique et politique, sous le nom de « Fondation Ludger Duvernay ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André-M. Chouinard, insurance broker, 20 Albert, Paul Gélinas, lawyer, 37 Albert, and Adélard Ratelle, administrator, 38 St. Vincent, all three of Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To establish and operate one or several sports and social clubs for the mental and physical recreation and relaxation of the members, under the name of "Fédération Québécoise de la compétition-motoneige — Québec Snowmobile Racing Federation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 38 St. Vincent Street, Ste. Agathe-des-Monts, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722602

Fleuriste Raymond inc.
Raymond Florist Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lapierre, florist, Hermance Roy, sales-lady, wife of the said Raymond Lapierre, both of 9011 Daillon, St. Léonard, and Roland Lapierre, bus driver, 1005 Bossuet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed-growers, under the name of "Fleuriste Raymond inc.—Raymond Florist Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company is at 3017 Masson Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 721533

Fondation Ludger Duvernay

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François-Albert Angers, economist, 882 Victoria, St. Lambert, Dollard Mathieu, 5422 Grove Hill Place, Montreal, Yvan Sénécal, 347 Croissant Tait, both industrialists, and André Paquette, lawyer, 3425 Toupin, the latter two of St. Laurent, for the following purposes:

To promote, by all appropriate means and by all techniques of diffusion the national, patriotic and civic education of the people of Québec in all fields, that is, cultural as well as social, economic and political, under the name of "Fondation Ludger Duvernay".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-0

720869

**Fondation mondiale des professionnels
Worldwide Foundation for Professionals**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Yolande Viger, administrateur, épouse de Édouard Blouin, 65, Terrasse Ballantyne, Dorval, Maurice Campbell, médecin, 384, Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Recueillir des fonds pour des fins charitables et éducationnelles, sous le nom de « Fondation mondiale des professionnels — Worldwide Foundation for Professionals ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-0

722910

Les foulards Patricia Dumont inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation: Henri Beaudry, 159, Principale, Saint-Romuald-d'Étchemin, Gabrielle Vallée, fille majeure, 1060, Raymond Casgrain, Québec, et Paul Mercure, 1351, Maguire, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de foulards et de bonneterie, sous le nom de « Les foulards Patricia Dumont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-0

722932

Gagnon & Leduc Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Henri-C. Leduc, industriel, 1825, Boulevard Valcartier, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Pierre Gagnon, courtier en machinerie, 270, du Parc, Loretteville, et Robert Leduc, comptable, 1113, boulevard Couture, app. 3, Neufchatel, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

720869

**Fondation mondiale des professionnels
Worldwide Foundation for Professionals**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yolande Viger, administrator, wife of Édouard Blouin, 65 Terrasse Ballantyne, Dorval, Maurice Campbell, physician, 384 Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, and Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To collect funds for charitable and educational purposes, under the name of "Fondation mondiale des professionnels — Worldwide Foundation for Professionals".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722910

Les foulards Patricia Dumont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Beaudry, 159 Principale, St. Romuald-d'Étchemin, Gabrielle Vallée, spinster, 1060 Raymond Casgrain, Québec, and Paul Mercure, 1351 Maguire, Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

To operate stores dealing in scarves and hosiery, under the name of "Les foulards Patricia Dumont inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722932

Gagnon & Leduc Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-C. Leduc, industrialist, 1825 Valcartier Boulevard, St. Gabriel-de-Valcartier, Pierre Gagnon, machinery broker, 270 du Parc, Loretteville, and Robert Leduc, accountant, 1113 Couture Boulevard, Apt. 3, Neufchatel, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules automobiles ou motorisés, sous le nom de « Gagnon & Leduc ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, boulevard Lapierre, Saint-Émile, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722847

J.R. Gauthier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1972, constituant en corporation: Jean-Rhéal Gauthier, entrepreneur décorateur, Céline D'Auray, secrétaire, épouse dudit Jean-Rhéal Gauthier, tous deux de 480, Mercier, Gatineau, et Rhéal Gauthier, fonctionnaire, 56, Montpetit, Hull, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tuiles, tapis, céramique, prélat et autres produits semblables, sous le nom de « J.R. Gauthier inc. », avec un capital total de \$8,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 480, rue Mercier, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

723136

Paul Généreux Assurances Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: Paul Généreux, courtier d'assurances, Lise Laporte, commis, épouse dudit Paul Généreux, tous deux de 4460, Principale, et Laurianne Tellier, rentière, veuve de J.-Hermas Laporte, 4470, Principale, tous trois de Saint-Félix-de-Valois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtage d'assurances, sous le nom de « Paul Généreux Assurances Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4460, Principale, Saint-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721595

Guérin Godbout ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation: André Godbout, représentant, Thérèse Germain, ménagère, épouse dudit André Godbout, tous deux de 8729, Barbeau, Saint-Léonard, Pierre

To carry on business as garage operators and deal in motor or motorized vehicles, under the name of "Gagnon & Leduc ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4 Lapierre Boulevard, St. Émile, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722847

J.R. Gauthier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Rhéal Gauthier, decorating contractor, Céline D'Auray, secretary, wife of the said Jean-Rhéal Gauthier, both of 480 Mercier, Gatineau, and Rhéal Gauthier, civil servant, 56 Montpetit, Hull, for the following purposes:

To manufacture and deal in tiles, carpets, ceramics, linoleum and other like goods, under the name of "J.R. Gauthier inc.", with a total capital stock of \$8,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 480 Mercier Street, Gatineau, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

723136

Paul Généreux Assurances Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Généreux, insurance broker, Lise Laporte, clerk, wife of the said Paul Généreux, both of 4460 Principale, and Laurianne Tellier, annuitant, widow of J.-Hermas Laporte, 4470 Principale, all three of St. Félix-de-Valois, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Paul Généreux Assurances Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4460 Principale, St. Félix-de-Valois, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721595

Guérin Godbout ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Godbout, agent, Thérèse Germain, housewife, wife of the said André Godbout, both of 8729 Barbeau, St. Léonard, Pierre Guérin, agent, and

Guérin, représentant, et Francine Godbout, ménagère, épouse dudit Pierre Guérin, ces deux derniers de 737, Allard, Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter des sites d'activités ou événements sportifs ou récréatifs, sous le nom de « Guérin Godbout Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8729, rue Barbeau, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722856

L.P. Guay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Léo-Paul Guay, camionneur, Raymond Gagnon, ménagère, épouse dudit Léo-Paul Guay, tous deux de 4, Gosselin, et Louis Guay, homme d'affaires, tous trois de Saint-Henri-de-Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « L. P. Guay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, rue Gosselin, Saint-Henri, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-o

723029

Les Hôtels Fournière Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Benoit Boulanger, notaire, 447, Richard, Rouyn, Francine L'Heureux, 69, St-François, et Nicole Bédard, 8, 9^e rue, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Noranda, pour les objets suivants:

Construire et exploiter des hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements et clubs, sous le nom de « Les Hôtels Fournière Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721723

Les immeubles de la Côte de la Montagne inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Paul Vézina, avocat, 220, Grande-

Francine Godbout, housewife, wife of the said Pierre Guérin, the latter two of 737 Allard, Verdun, for the following purposes:

To operate sites for sports or recreational activities or events, under the name of "Guérin Godbout Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 100 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 8729 Barbeau Street, St. Léonard, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722856

L.P. Guay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo-Paul Guay, trucker, Raymonde Gagnon, housewife, wife of the said Léo-Paul Guay, both of 4 Gosselin, and Louis Guay, businessman, all three of St. Henri-de-Lévis, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "L.P. Guay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4 Gosselin Street, St. Henri, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

723029

Les Hôtels Fournière Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Boulanger, notary, 447 Richard, Rouyn, Francine L'Heureux, 69 St. François, and Nicole Bédard, 8 - 9th Street, the latter two secretaries, spinsters, of Noranda, for the following purposes:

To build and operate hotels, restaurants, cafés, beverage rooms and clubs, under the name of "Les Hôtels Fournière Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Malartic, judicial District of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721723

Les immeubles de la Côte de la Montagne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Vézina, lawyer, 220 Grande-Allée East,

Allée est, Francine Brochu, 2405, 2e avenue, et Lucille Demers, 180, de Bernières, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire tout commerce concernant l'hôtellerie et la restauration, sous le nom de « Les immeubles de la Côte de la Montagne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722098

**Immeubles Serdan inc.
Serdan Realities Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Lise Deneault, ménagère, épouse de Denis Gagnon, 10565, Verville, Fernande Perreault, secrétaire, épouse de Paul-André Paquin, 5841, Chabot, toutes deux de Montréal, et Gaston Tessier, comptable 131, Bienville, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Serdan inc.—Serdan Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10565, rue Verville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722299

Industrial X-Ray Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Micheline Bégin, fille majeure, 31, Wood, Sherbrooke, et Ginette Talbot, épouse de Denis Lambert, route rurale 1, Saint-Denis-de-Brompton, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de contrôle de la qualité de tous produits, par toutes méthodes, sous le nom de « Industrial X-Ray Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 144-B, rue St-Georges, Windsor, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o 723015

J.S. Iron & Ornamental Works Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Francine Brochu, 2405-2nd Avenue, and Lucille Demers, 180 de Bernières, the latter two secretaries, spinsters, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on all operations related to the hotel and restaurant trades, under the name of "Les immeubles de la Côte de la Montagne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105 722098

**Immeubles Serdan inc.
Serdan Realities Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Deneault, housewife, wife of Denis Gagnon, 10565 Verville, Fernande Perreault, secretary, wife of Paul-André Paquin, 5841 Chabot, both of Montreal, and Gaston Tessier, accountant, 131 Bienville, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Serdan inc.—Serdan Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at 10565 Verville Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105 722299

Industrial X-Ray Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route 1, Lennoxville, Micheline Bégin, spinster, 31 Wood, Sherbrooke, and Ginette Talbot, wife of Denis Lambert, Rural Route 1, St. Denis-de-Brompton, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business in the control of the quality of all products, by all methods, under the name of "Industrial X-Ray Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 144-B St. Georges Street, Windsor, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105 723015

J.S. Iron & Ornamental Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Joseph Surowaniec, soudeur, Janina Ganszor, ménagère, épouse dudit Joseph Surowaniec, tous deux du 175, Cabana, et Andrzej Cisek, chimiste, 173, Cabana, tous trois de Lasalle, pour les objets suivants:

Traiter tous genres de fer et autres produits métalliques, en faire le commerce, sous le nom de « J.S. Iron & Ornamental Works Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2065, rue Lapierre, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105

722347

Jacodet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Guitard, représentant, Odette R. Forest, ménagère, épouse dudit Jacques Guitard, tous deux de 12340, Langelier, app. 2, Montréal-Nord, et Armand Guitard, chauffeur, 8213, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Jacodet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12340, Langelier, app. 2, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-o

722296

Jennifer inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Luc Parent, 560, Carlyle, Mont-Royal, Pierre Laforest, 4858, Côte des Neiges, app. 601, tous deux avocats, et Marie-France Picard, secrétaire, fille majeure, 6834, des Érables, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Jennifer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2349, rue Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-o

722293

1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Surowaniec, welder, Janina Ganszor, housewife, wife of the said Joseph Surowaniec, both of 175 Cabana, and Andrzej Cisek, chemist, 173 Cabana, all three of Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of iron and other metal products, under the name of "J.S. Iron & Ornamental Works Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 2065 Lapierre Street, Lasalle, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

722347

Jacodet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Guitard, agent, Odette R. Forest, housewife, wife of the said Jacques Guitard, both of 12340 Langelier, Apt. 2, Montreal North, and Armand Guitard, chauffeur, 8213 St. Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Jacodet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$100 each and 100 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 12340 Langelier, Apt. 2, Montreal North, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722296

Jennifer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luc Parent, 560 Carlyle, Mount Royal, Pierre Laforest, 4858 Côte des Neiges, Apt. 601, both lawyers, and Marie-France Picard, secretary, spinster, 6834 des Érables, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Jennifer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 2349 Bélanger Street East, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722293

K. A. G. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Andreas Chionis, restaurateur, Georgios Chionis, tous deux de 550, Chambly, Douville, et Kostas Spetieris, 795, Desmarais, Saint-Hyacinthe, ces deux derniers cuisiniers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de portefeuille (holding), sous le nom de « K. A. G. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722093

L. & M. Oil Burners Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Marcel Henri, électricien, Eva Riva, ménagère, épouse dudit Marcel Henri, tous deux de 3267, Desautels, et Jacques Henri, administrateurs, 110, Place Crémazie, suite 731, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage et de climatisation, sous le nom de « L. & M. Oil Burners Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3267, Desautels, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722083

Laboratoire le Taureau (El-Toro) ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jean Sansoucy, entrepreneur, Yolande Sarazin, ménagère, épouse dudit Jean Sansoucy, tous deux de 6501, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, et Jean-Marc Levesque, commis de bureau, 6240, 36e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits de beauté, produits sanitaires, parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Laboratoire le Taureau (El-Toro) ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

K. A. G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Andreas Chionis, restaurateur, Georgios Chionis, both of 550 Chambly, Douville, and Kostas Spetieris, 795 Desmarais, St. Hyacinthe, the latter two cooks, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and holding company, under the name of "K.A.G. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722093

L. & M. Oil Burners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Henri, electrician, Eva Riva, housewife, wife of the said Marcel Henri, both of 3267 Desautels, and Jacques Henri, administrator, 110 Place Crémazie, Suite 731, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating and air conditioning systems or appliances, under the name of "L. & M. Oil Burners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3267 Desautels, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722083

Laboratoire le Taureau (El-Toro) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Sansoucy, contractor, Yolande Sarazin, housewife, wife of the said Jean Sansoucy, both of 6501 Gouin Boulevard East, Montreal North, and Jean-Marc Levesque, office clerk, 6240, 36th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in beauty products, sanitary products, perfumes, cosmetics, lotions and other like products, under the name of "Laboratoire le Taureau (El-Toro) ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721939

Lafer inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mai 1972, constituant, en corporation: Fernand Lamontagne, publicitaire, 156 Place Courcelles, Cécile Gagné, ménagère, épouse de Paul Lemieux, 141, Osias Leduc, tous deux de Mont-Saint-Hilaire, et Raymond Dequoy, agronome, 490, Iberville, Beloeil, pour les objets suivants:

Agir comme publicitaire-conseil, sous le nom de « Lafer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,970 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 130, rue Brunelle, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722894

Lumec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Élie Duchesneau, 871, Moreau, Sainte-Foy, Jean-Guy Dupuis, 1785, boulevard Cartier, app. B-403, Laval, et Gérald Lamontagne, 638, boulevard de la Chapelle, Pointe-Calumet, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits divers incluant des lampadaires et systèmes d'éclairage de tous genres de même que des accessoires et appareils électriques de toute nature, sous le nom de « Lumec inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 191, rue Prince-Édouard, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722636

Maguire Parking Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jack Taub, 7925, avenue Kingsley, app. 804, Côte-Saint-Luc, Joseph Wiesel, 1330, Ridgewood Drive, Laval, tous deux garagistes, Benjamin Cohen, contrôleur, 2060, côte Vertu, Saint-Laurent, et Miklos Katz, gérant d'immeubles, 2322, rue Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

721939

Lafer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lamontagne, publicity agent, 156 Place Courcelles, Cécile Gagné, housewife, wife of Paul Lemieux, 141 Osias-Leduc, both of Mont St. Hilaire, and Raymond Dequoy, agronomist, 490 Iberville, Beloeil, for the following purposes:

To act as advertising consultants, under the name of "Lafer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,970 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 130 Brunelle Street, Beloeil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722894

Lumec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Élie Duchesneau, 871 Moreau, Ste. Foy, Jean-Guy Dupuis, 1785 Cartier Boulevard, Apt. B-403, Laval, and Gérald Lamontagne, 638 de la Chapelle Boulevard, Pointe-Calumet, all three businessmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in various products including lamp posts and lighting systems of all kinds, together with electrical appliances and accessories of all types, under the name of "Lumec inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 191 Prince-Édouard Street, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

722636

Maguire Parking Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Taub, 7925 Kingsley Avenue, Apt. 804, Côte Saint-Luc, Joseph Wiesel, 1330 Ridgewood Drive, Laval, both garage owners, Benjamin Cohen, controller, 2060 Côte Vertu, Saint-Laurent, and Miklos Katz, realty manager, 2322 Goyer Street, Montreal, for the following purposes:

Exploiter un commerce de terrains pour stationnement, garages, postes d'essence et aménagements à des fins de remisage, réparation, entretien et garde de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Maguire Parking Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105 722550

Manufacture de vêtements de St-Jovite inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Marie Dubois, industriel, Gaston Marier, comptable, et Marcel Nadeau, tailleur, tous trois de Saint-Jovite, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Manufacture de vêtements de St-Jovite inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 721031

Marina de Saurel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Yves Mongeau, notaire, 103, Georges, Réjean Champagne, 38, Denoue, Réal Guilbert, 35, Tétreau, Michel Gauvin, 35, Lafrenière, tous trois professeurs, Guy Dodge, chauffeur, 53, Place des Trembles, Bernard Perreault, chirurgien, 1010, chemin St-Roch, tous six de Sorel, Gilles Forest, 5061, Terrasse Duvernay, Maurice Delagrave, 709, Montcalm, tous deux marchands, Paul-Émile Lange, 3343, Laverendrye, Jean-Charles Lanteigne, 3323, Monseigneur Taché, tous deux opérateurs, Donald K. Wilson, gérant, 4, chemin du Sous-Bois, tous cinq de Tracy, Jos Cournoyer, surintendant, Claude Lemoine, courtier d'assurances, tous deux de Saint-Ours, Romulus Paul, conseiller, 5, Paul, et Camille Lavallée, marchand, 293, de la Rive, ces deux derniers de Sainte-Anne-de-Sorel, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club nautique, sous le nom de « Marina de Saurel inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

To operate parking concessions, garages, parking lots, service stations and facilities for the storage, repair, caring for and keeping of vehicles of every kind, under the name of "Maguire Parking Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105-o 722550

Manufacture de vêtements de St-Jovite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marie Dubois, industrialist, Gaston Marier, accountant, and Marcel Nadeau, tailor, all three of St. Jovite, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories of all kinds, under the name of "Manufacture de vêtements de St-Jovite inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at St. Jovite, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 721031

Marina de Saurel inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yves Mongeau, notary, 103 Georges, Réjean Champagne, 38 Denoue, Réal Guilbert, 35 Tétreau, Michel Gauvin, 35 Lafrenière, all three teachers, Guy Dodge, chauffeur, 53 Place des Trembles, Bernard Perreault, surgeon, 1010 St. Roch Road, all six of Sorel, Gilles Forest, 5061 Terrasse Duvernay, Maurice Delagrave, 709 Montcalm, both merchants, Paul-Émile Lange, 3343 Laverendrye, Jean-Charles Lanteigne, 3323 Monseigneur Taché, both operators, Donald K. Wilson, manager, 4 Sous-Bois Road, all five of Tracy, Jos Cournoyer, superintendent, Claude Lemoine, insurance broker, both of St. Ours, Romulus Paul, consultant, 5 Paul, and Camille Lavallée, merchant, 293 de la Rive, the latter two of Ste. Anne-de-Sorel, for the following purposes:

To form and operate a marina, under the name of "Marina de Saurel inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721797

Marlia Men's Wear Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Marvin Riback, avocat, 5621, avenue Palmer, Sarah Plotnik, épouse de John Applebaum, 5608, avenue Wolseley, tous deux de Côte-Saint-Luc, et Muriel Fishman, fille majeure, 3330, Ridgewood, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Confectionner des pantalons, habits et toutes sortes d'accessoires pour hommes et garçons, en faire le commerce, sous le nom de « Marlia Men's Wear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6464, boulevard Monk, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

723009

Mégantic Auto (1972) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Guy Théberge, gérant, Rénauld Théberge, fonctionnaire, tous deux de 6853, Salaberry, et Sylvain Tardif, vendeur, tous trois de Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Mégantic Auto (1972) Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6435, rue Salaberry, Lac-Mégantic, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47103-o

722951

**Mobile Radio Telephone Industry Inc.
Industrie de radio téléphone mobile inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Laroche, 32, Georges Vanier, Denis Tremblay, 1791, Sun Valley, tous deux hommes d'affaires, de Laval, Maria Girard, ménagère, veuve de Édouard Tremblay, 2280, 2^e avenue, Montréal, et Christine Jean, infirmière, fille majeure, 4035, Edna, apt. 205, Verdun, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at Sorel, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721797

Marlia Men's Wear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marvin Riback, advocate, 5621 Palmer Avenue, Sarah Plotnik, wife of John Applebaum, 5608 Wolseley Avenue, both of Côte Saint-Luc, and Muriel Fishman, spinster, 3330 Ridgewood, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's and boys' pants, suits and accessories of all types, under the name of "Marlia Men's Wear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6464 Monk Boulevard, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

723009

Mégantic Auto (1972) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Théberge, manager, Rénauld Théberge, civil servant, both of 6853 Salaberry, and Sylvain Tardif, salesman, all three of Lac Mégantic, for the following purposes:

To carry on business as garage operators, under the name of "Mégantic Auto (1972) Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 60,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 6435 Salaberry Street, Lac Mégantic, judicial District of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47103

722951

**Mobile Radio Telephone Industry Inc.
Industrie de radio téléphone mobile inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Laroche, 32 Georges Vanier, Denis Tremblay, 1791 Sun Valley, both businessmen, of Laval, Maria Girard, housewife, widow of Édouard Tremblay, 2280 - 2nd Avenue, Montreal, and Christine Jean, nurse, spinster, 4035 Edna, Apt. 205, Verdun, for the following purposes:

Fabriquer, réparer et faire le commerce de produits manufacturés en communication, sous le nom de « Mobile Radio Telephone Industry Inc. — Industrie de radio téléphone mobile inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1247, Bellechasse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47103-o 720637

Molnar Industrial Machines Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Joseph Molnar, mécanicien, Eva Adorjan, ménagère, épouse dudit Joseph Molnar, et Ronald Molnar, ingénieur, tous trois de 755, rue Lapointe, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres et toutes sortes de machines à coudre industrielles et de leurs accessoires, sous le nom de « Molnar Industrial Machines Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 755, rue Lapointe, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105 721851

Mountain Sight Service Station Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1972, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Hampstead, Jeffrey Brull, 6505, côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Sheila Raymond, secrétaire, fille majeure, 89, Roxton Crescent, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et faire le commerce de Véhicules de transport et voitures, de leurs pièces et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Mountain Sight Service Station Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105 722976

**New-Carlisle Construction Ltd.
Construction New-Carlisle Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture, repair and deal in manufactured communication materials, under the name of "Mobile Radio Telephone Industry Inc. — Industrie de radio téléphone mobile inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1247 Bellechasse, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47103 720637

Molnar Industrial Machines Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Molnar, mechanic, Eva Adorjan, housewife, wife of the said Joseph Molnar, and Ronald Molnar, engineer, all three of 755 Lapointe Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds and types of industrial sewing machines and sewing machine accessories, under the name of "Molnar Industrial Machines Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 755 Lapointe Street, Saint-Laurent, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105-o 721851

Mountain Sight Service Station Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Hampstead, Jeffrey Brull, 6505 Côte St. Luc, both advocates, and Sheila Raymond, secretary, spinster, 89 Roxton Crescent, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in conveyances and vehicles and the accessories and parts thereof of every kind, under the name of "Mountain Sight Service Station Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105-o 722976

**New-Carlisle Construction Ltd.
Construction New-Carlisle Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 12^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Lucien Boulet, auditeur public, 1660, Hélène Boulé, Michel Pouliot, et Guy Bélanger, ces deux derniers comptables, de 2406, chemin des Quatre-Bourgeois, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Manufacturer, préparer pour le marché et faire le commerce de la pierre, du ciment, du sable, des minerais et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « New-Carlisle Construction Ltd.—Construction New-Carlisle ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à New-Carlisle, district judiciaire de Bonaventure.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722590

Notre Dame Holding Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de février 1972, constituant en corporation: Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, Stephen Marcovitch, 5724, avenue Eldridge, tous deux avocats, et Donna Sommer, secrétaire, fille majeure, 5720, avenue Mapleridge, ces deux derniers de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Notre Dame Holding Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

720855

Les pétroles Perreault inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Rémi Perreault, commerçant, Lauraine Roussel, ménagère, épouse dudit Rémi Perreault, et Robert Lamoureux, comptable, 46, Villeneuve, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, gaz, pétroles et tous leurs sous-produits, sous le nom de « Les pétroles Perreault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722947

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Boulet, public auditor, 1660 Hélène Boulé, Michel Pouliot, and Guy Bélanger, the latter two accountants, of 2406 des Quatre-Bourgeois Road, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To manufacture, prepare for the market and deal in stone, cement, sand, minerals and building materials of all kinds, under the name of "New-Carlisle Construction Ltd.—Construction New-Carlisle ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at New-Carlisle, judicial District of Bonaventure.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722590

Notre Dame Holding Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, Stephen Marcovitch, 5724 Eldridge Avenue, both advocates, and Donna Sommer, secretary, spinster, 5750 Mapleridge Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Notre Dame Holding Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

720855

Les pétroles Perreault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rémi Perreault, merchant, Lauraine Roussel, housewife, wife of the said Rémi Perreault, and Robert Lamoureux, accountant, 46 Villeneuve, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To deal in oil, gas, petroleum and all their by-products, under the name of "Les pétroles Perreault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sept-Îles, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722947

Les placements C.J.C. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Coulombe, biochimiste, Claire Lamoureux, ménagère, épouse dudit Jacques Coulombe, tous deux de 1583, O'Reilly, et Gilles Fontaine, avocat, 384, Newton, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements C.J.C. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-0

721892

Placements Loryves inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1972, constituant en corporation: Jacques Soucy, notaire, 1995, 1ère Avenue, Claudette Gosselin, fille majeure, 21, Boisclerc, et Gisèle Miller, épouse de Sarto Poulin, 129, des Lilas ouest, app. 3, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Placements Loryves inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 9,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-0

723224

Plexart Design Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1972, constituant en corporation: Denis Michaud, designer, 1220, de la Rivière, Jean-Claude Thériault, 1267, de la Poterie, tous deux de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Jacques Fournier, 727, Chanoine Scott, tous deux courtiers en assurance, et Marc Turgeon, agent de développement industriel, 3375, Beauvais, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Plexart Design Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Les placements C.J.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Coulombe, biochemist, Claire Lamoureux, housewife, wife of the said Jacques Coulombe, both of 1583 O'Reilly, and Gilles Fontaine, lawyer, 384 Newton, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements C.J.C. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

721892

Placements Loryves inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Soucy, notary, 1995 - 1st Avenue, Claudette Gosselin, spinster, 21 Boisclerc, and Gisèle Miller, wife of Sarto Poulin, 129 des Lilas West, Apt. 3, the latter two secretaries, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Placements Loryves inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 9,500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

723224

Plexart Design Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Michaud, designer, 1220 de la Rivière, Jean-Claude Thériault, 1267 de la Poterie, both of St. Félix-du-Cap-Rouge, Jacques Fournier, 727 Chanoine Scott, both insurance brokers, and Marc Turgeon, industrial development agent, 3375 Beauvais, the latter two of Ste. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Plexart Design Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 1220, de la Rivière, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

723218

Plomberie Cartier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Romain Leblanc, plombier, 51, des Sorbiers, Port-Cartier, David Giasson, notaire, et Jocelyne St-Pierre, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 3, Place Lasalle, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Entreprendre et exécuter tous travaux relatifs à l'installation, la transformation ou la réparation de plomberie, couverture, chauffage et ventilation, sous le nom de « Plomberie Cartier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721750

Les productions Jean Nichol inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Louis Simoneau (alias Jean Nichol), artiste, André Normand, et Roméo Pérusse, ces deux derniers hommes d'affaires, tous trois de 1500, de Maisonneuve est, app. 401, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs, éditeurs, enregistrements phonographiques et bandes sonores, sous le nom de « Les productions Jean Nichol inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, boulevard Maisonneuve est, suite 401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721546

R. Pronovost Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Roméo Pronovost, entrepreneur, Jeanne Blais, ménagère, épouse dudit Roméo Pronovost, tous deux de 105, 20^e rue, et Paul Boily, comptable, 36, Richelieu, tous trois de Noranda, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1220 de la Rivière, St. Félix-du-Cap-Rouge, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

723218

Plomberie Cartier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Romain Leblanc, plumber, 51 des Sorbiers, Port-Cartier, David Giasson, notary, and Jocelyne St-Pierre, secretary, spinster, the latter two of 3 Place Lasalle, Baie-Comeau, for the following purposes:

To contract for and perform all types of work pertaining to the installation, alteration of repair of plumbing, roofing, heating or ventilation, under the name of "Plomberie Cartier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Port-Cartier, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

721750

Les productions Jean Nichol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Simoneau (alias Jean Nichol), artist, André Normand, and Roméo Pérusse, the latter two businessmen, all three of 1500 de Maisonneuve East, Apt. 401, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of producers, publishers, producers of phonograph and tape recordings, under the name of "Les productions Jean Nichol inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1500 Maisonneuve Boulevard East, Suite 401, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105

721546

R. Pronovost Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roméo Pronovost, contractor, Jeanne Blais, housewife, wife of the said Roméo Pronovost, both of 105 - 20th Street, and Paul Boily, accountant, 36 Richelieu, all three of Noranda, for the following purposes:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « R. Pronovost Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 105, 20e rue, Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.
722024

47105-o

Gabrielle Provencher inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Micheline Bégin, fille majeure, 31, Wood, Sherbrooke, et Ginette Talbot, épouse de Denis Lambert, route rurale numéro 1, Saint-Denis-de-Brompton, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Gabrielle Provencher inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 752, rue Malouin, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.
723014

47105-o

Ray Purdy Enterprise Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation: Ray Purdy, Norman Purdy, tous deux vendeurs, de 97, Maisonneuve, et Irene Torrence, secrétaire, fille majeure, 100, Maisonneuve, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériel médical, hospitalier et chirurgical, sous le nom de « Ray Purdy Enterprise Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.
722695

47105-o

Québec Interhôtel Corporation limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Bélanger, 19, boulevard Castonguay, Neufchatel, Camille Gagné, 71, St-Pierre, tous deux hommes d'affaires, Annie Dubois, secrétaire, fille majeure, 132, Aberdeen, tous deux de Québec, et

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "R. Pronovost Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 105-20th Street, Noranda, judicial District of Rouyn-Noranda.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722024

Gabrielle Provencher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route 1, Lennoxville, Micheline Bégin, spinster, 31 Wood, Sherbrooke, and Ginette Talbot, wife of Denis Lambert, Rural Route number 1, St. Denis-de-Brompton, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Gabrielle Provencher inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 752 Malouin Street, Sherbrooke, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

723014

Ray Purdy Enterprise Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ray Purdy, Norman Purdy, both salesmen, of 97 Maisonneuve, and Irene Torrence, secretary, spinster, 100 Maisonneuve, all three of Châteauguay, for the following purposes:

To deal in medical, hospital and surgical equipment, under the name of "Ray Purdy Enterprise Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial District of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722695

Québec Interhôtel Corporation limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Bélanger, 19 Castonguay Boulevard, Neufchatel, Camille Gagné, 71 St. Pierre, both businessmen, Annie Dubois, secretary, spinster, 132 Aberdeen, both of Québec, and Gatién Roy, lawyer, 6895-4th

Gatien Roy, avocat, 6895, 4e Avenue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Québec Interhôtel Corporation limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 862, Place de Bourgogne, appartement 1, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722433

René Quenneville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Henry Steinberg, 656, Murray Hill, Westmount, Pierre Delorme, 575, Tait, Saint-Laurent, et Howard Dermer, 5861, Clanranald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « René Quenneville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722372

Radio Centre-Ville Saint-Louis

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Hyman Glustein, journaliste, Phyllis Aronoff, tous deux de 5262, Hutchison, Mario Resende, 4290, St-Hubert, tous deux administrateurs, Nelson Becker, technicien, 3956A, St-Laurent, Fernand Leclaire, conseiller technique, 3209, St-Antoine, tous cinq de Montréal, et Marc Zannis, sociologue, 877, Dollard, Outremont, pour les objets suivants:

Établir un poste de radio communautaire, sous le nom de « Radio Centre-Ville Saint-Louis ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 3955, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

721556

Les reproductions artisanales Nouvelle France inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Avenue East, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Québec Interhôtel Corporation limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 862 Place de Bourgogne, Apt. 1, Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722433

René Quenneville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Steinberg, 656 Murray Hill, Westmount, Pierre Delorme, 575 Tait, St. Laurent, and Howard Dermer, 5861 Clanranald, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "René Quenneville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Laurent, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722372

Radio Centre-Ville Saint-Louis

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hyman Glustein, journalist, Phyllis Aronoff, both of 5262 Hutchison, Mario Resende, 4290 St. Hubert, both administrators, Nelson Becker, technician, 3956A St. Laurent, Fernand Leclaire, technical adviser, 3209 St. Antoine, all five of Montreal, and Marc Zannis, sociologist, 877 Dollard, Outremont, for the following purposes:

To establish a community radio station, under the name of "Radio Centre-Ville Saint-Louis".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at 3955 St. Laurent, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

721556

Les reproductions artisanales Nouvelle France inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gilles Éthier, administrateur, 1770, chemin Gomin, Sillery, Denis Marier, potier, 350, St-Olivier, Québec, et Roger Asselin, tisserand, 1440, Tewkesbury, Stoneham, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Les reproductions artisanales Nouvelle France inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1770, chemin Gomin, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 721830

Restaurant Charles Baillargeon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1972, constituant en corporation: Charles Baillargeon, restaurateur, 2281, St-Vincent-Ferrier, Québec, H.-Paul Martin, 720, Pie XII, et Yves Demers, 3043, de la Retraite, ces deux derniers notaires, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Charles Baillargeon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2030, boulevard Père-Lelièvre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 723035

Restaurant La Comtesse (1972) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, et Gilles Poulin, 12135, place Hocquart, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, barbecue, maison du bifteck, salle à manger, salon et bar, sous le nom de « Restaurant La Comtesse (1972) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105 722456

1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Éthier, administrator, 1770 Gomin Road, Sillery, Denis Marier, potter, 350 St. Olivier, Québec, and Roger Asselin, weaver, 1440, Tewkesbury, Stoneham, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass and all its products and by-products, under the name of "Les reproductions artisanales Nouvelle France inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 1,500 class "A" preferred shares of \$10 each and 1,500 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1770 Gomin Road, Sillery, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 721830

Restaurant Charles Baillargeon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Baillargeon, restaurateur, 2281 St. Vincent-Ferrier, Québec, H.-Paul Martin, 720 Pie XII, and Yves Demers, 3043 de la Retraite, the latter two notaries, of Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Charles Baillargeon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 2030 Père-Lelièvre Boulevard, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 723035

Restaurant La Comtesse (1972) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, and Gilles Poulin, 12135 Place Hocquart, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To operate a restaurant, barbecue, steak house, dining-room, lounge and bar, under the name of "Restaurant La Comtesse (1972) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105-o 722456

Rou-Vec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Yvon Thompson, gérant des ventes, Jeannette L. Thompson, ménagère, épouse dudit Yvon Thompson, tous deux de 2088, St-Cyrille ouest, et Jacques Lesage, professeur, 1, de la Fabrique, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Rou-Vec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$5 chacune et en 395 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2088, St-Cyrille ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-0

722811

Omer Roy & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Omer Roy, 398, Lafortune, Lucien Roy, 110, Eugène-Poirier, tous deux de Bois-des-Filion, et André Roy, 803, Principale, Saint-Donat, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Omer Roy & fils inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 25,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Donat, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

47105-0

722538

**Sainte-Agathe Lake Side Homes Inc.
Maisons Sainte-Agathe Tour du Lac inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: George Fisher, courtier en immeubles, Elsie Lapkovsky, épouse dudit George Fisher, tous deux de 367, rue Fraser, Saint-Laurent, Pauline Martin, épouse de Robert Morin, 9616, 1^{ère} rue, toutes deux ménagères, et Jacques Dupuis, vendeur, 9515, 2^e rue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Sainte-Agathe Lake Side Homes Inc.—Maisons Sainte-Agathe Tour du Lac inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Rou-Vec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Thompson, sales manager, Jeannette L. Thompson, housewife, wife of the said Yvon Thompson, both of 2088 St. Cyrille West, and Jacques Lesage, teacher, 1 de la Fabrique, all three of Québec, for the following purposes:

To deal in all products, goods and merchandise, under the name of "Rou-Vec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$5 each and 395 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2088 St. Cyrille West, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722811

Omer Roy & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Omer Roy, 398 Lafortune, Lucien Roy, 110 Eugène-Poirier, both of Bois-des-Filion, and André Roy, 803 Principale, St. Donat, all three industrialists, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Omer Roy & fils inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 25,000 common shares of \$10 each and 25,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Donat, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722538

**Sainte-Agathe Lake Side Homes Inc.
Maisons Sainte-Agathe Tour du Lac inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Fisher, real estate broker, Elsie Lapkovsky, wife of the said George Fisher, both of 367 Fraser Street, Saint-Laurent, Pauline Martin, wife of Robert Morin, 9616-1st Street, both housewives, and Jacques Dupuis, salesman, 9515-2nd Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Sainte-Agathe Lake Side Homes Inc.—Maisons Sainte-Agathe Tour du Lac inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 1272, route 11, Sainte-Agathe-Sud, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105 722217

**Salaison B & M inc.
B & M Packers Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Benoit Boulanger, notaire, 447, Richard, Rouyn, Francine L'Heureux, 69, St-François, et Nicole Bédard, 8, 9e rue, ces deux dernières secrétaires, filles Majeures, de Noranda, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Salaison B & M inc.— B & M Packers Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 45,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 721770

**Salon du Père Noël inc.
Santa Claus Show Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1972, constituant en corporation: J.-Roland Legault, administrateur, 355, de la Concorde, Laval, Fouad Sayegh, comptable, 1460, de Salaberry, et Jean-M. Des Rosiers, avocat, 4190, Girouard, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous appareils, articles, machines, outillages, dispositifs, accessoires employés dans la réception ou la transmission par les airs d'images et sons de toutes sortes, sous le nom de « Salon du Père Noël inc.— Santa Claus Show Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 723141

Sauvé Bar B.Q. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1972, constituant en corporation: Costas Apostolakos, restaurateur, 5354, boulevard Saint-Michel, Diana Kleban, 7327, rue Fabre, et Lise Romanelli, 7653, 17e Avenue, ces deux

The head office of the company is at 1272 Highway 11, Sainte-Agathe-Sud, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105-o 722217

**Salaison B & M inc.
B & M Packers Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Boulanger, notary, 447 Richard, Rouyn, Francine L'Heureux, 69 St. François, and Nicole Bédard, 8, 9th Street, the latter two secretaries, spinsters, of Noranda, for the following purposes:

To deal in food products, groceries, meats, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Salaison B & M inc.— B & M Packers Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 45,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Noranda, judicial District of Rouyn-Noranda.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 721770

**Salon du Père Noël inc.
Santa Claus Show Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Roland Legault, administrator, 355 de la Concorde, Laval, Fouad Sayegh, accountant, 1460 de Salaberry, and Jean-M. Des Rosiers, lawyer, 4190 Girouard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Manufacture and deal in all appliances, goods, machines, equipment, devices and accessories used in the reception or transmission of pictures and sounds of all kinds by waves, under the name of "Salon du Père Noël inc.— Santa Claus Show Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 723141

Sauvé Bar B.Q. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Costas Apostolakos, restaurateur, 5354 St. Michel Boulevard, Diana Kleban, 7327 Fabre Street, and Lise Romanelli, 7653 - 17th Avenue, the latter two secre-

dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Sauvé Bar B.Q. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4023 est, rue Beaubien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105

722980

**Service de placements B & L Itée
B & L Investment Services Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Lambert, 4320, de Lorimier, Montréal, Michel Bourbonnais, 20, Willowdale, Outremont, tous deux courtiers, et Gaétan Morin, administrateur, 377, Darveau, Longueuil, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller financier, sous le nom de « Service de placements B & L Itée — B & L Investment Services Ltd. », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722782

Société opération Dignité III inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Marius Anetil, Yvon Verreault, tous deux marchands, et Joseph-Louis Gaudreau, pêcheur, tous trois de Les Méchins, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent d'aménagement du territoire forestier, des pêcheries et de création de marchés, sous le nom de « Société opération Dignité III inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Les Méchins, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722757

Station de service, René F. Lebel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mai 1972, constituant

tarries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Sauvé Bar B.Q. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of the par value of \$1 each and 2,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4023 Beaubien Street East, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105-o

722980

**Service de placements B & L Itée
B & L Investment Services Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Lambert, 4320 de Lorimier, Montreal, Michel Bourbonnais, 20 Willowdale, Outremont, both brokers, and Gaétan Morin, administrator, 377 Darveau, Longueuil, for the following purposes:

To act as financial adviser, under the name of "Service de placements B & L Itée — B & L Investment Services Ltd.", with a capital stock divided into 100,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722782

Société opération Dignité III inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marius Anetil, Yvon Verreault, both merchants, and Joseph-Louis Gaudreau, fisherman, all three of Les Méchins, for the following purposes:

To group together persons concerned with forest and fishery management and in the creation of markets, under the name of "Société opération Dignité III inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$10,000.

The head office of the corporation is at Les Méchins, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722757

Station de service, René F. Lebel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Michel Durocher, notaire, 529, des Mille Îles, Céline Duquette, 36, Leclair, tous deux de Sainte-Thérèse, et Yvette Fortin, 120, Équerre, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Station de service, René F. Lebel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, boulevard Desjardins ouest, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722280

Toprani, Bolduc & McBrearty inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Yves Rouleau, avocat, 955, Plymouth, Mont-Royal, Raymonde Boivin, 7762, Lajeunesse, et Lucille Audet, 11982, boulevard Taylor, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Toprani, Bolduc & McBrearty inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8929, Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 721371

Le tour cycliste de la Nouvelle-France (1972) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1972, constituant en corporation: Claude Mouton, journaliste, 6325, 41e avenue, Guy Morin, mécanicien-dentiste, 6773, Chateaubriand, tous deux de Montréal, et Aimé Gagné, comptable, 4350, René-Goupil, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir et réaliser des tours cyclistes professionnels, sous le nom de « Le tour cycliste de la Nouvelle-France (1972) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 721709

ing: Michel Durocher, notary, 529 des Mille Îles, Céline Duquette, 36 Leclair, both of Ste. Thérèse, and Yvette Fortin, 120 Équerre, Laval, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Station de service, René F. Lebel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1 Desjardins Boulevard West, Ste. Thérèse, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722280

Toprani, Bolduc & McBrearty inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Rouleau, lawyer, 955 Plymouth, Mount Royal, Raymonde Boivin, 7762 Lajeunesse, and Lucille Audet, 11982 Taylor Boulevard, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To provide the public with entertainment, under the name of "Toprani, Bolduc & McBrearty inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8929 Pie IX, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 721371

Le tour cycliste de la Nouvelle-France (1972) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Mouton, journalist, 6325, 41st Avenue, Guy Morin, dental technician, 6773 Chateaubriand, both of Montreal, and Aimé Gagné, accountant, 4350 René-Goupil, St. Léonard, for the following purposes:

To organize, promote and sponsor professional cycling tours, under the name of "Le tour cycliste de la Nouvelle-France (1972) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 721709

L'Union des Cavaliers du Lac inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: André Renaud, gérant, 17, Taché, Olivier Potvin, journalier, 1128, St-Jude, Lucien Bouchard, commis, 14, Tachereau, Roger Girard, livreur, 224, Simon, Roger Gauthier, avocat, 132, Collard, tous cinq d'Alma, Guy Caron, agent d'assurances, 691, St-Joseph, Roberval, Marcel Côté, Delisle, Gilbert Mailloux, Normandin, Robert Auclair, Saint-Prime, tous trois commerçants, Fernando Bouchard, mécanicien, rang 5, Saint-Coeur-de-Marie, et Clément Gagnon, vendeur, rang 3, Saint-Nazaire, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres, sous le nom de « L'Union des Cavaliers du Lac inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation est 1128, boulevard St-Jude, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722102

Vacair inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mai 1972, constituant en corporation: Pierre Plante, 10, Place Capri, Laval, Michel Plante, 10685, Hamel, app. 4, tous deux administrateurs, et Gabriel Lapointe, avocat, 1260, McGregor, app. 1007, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de golf miniature et toutes sortes d'activités sportives, sous le nom de « Vacair inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47105-o

722406

Vision 2000 inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Farib A. Cheftechi, 135, Place Côte Vertu, app. 303, John Hamilton junior, 5820, de Louisbourg, app. 26, Ruby A. Oxner, fille majeure, 3555, Côte des Neiges, app. 401, tous trois de Montréal, et Thomas H. Buck, 571, Patricia, Greenfield Park, tous quatre commis en loi, pour les objets suivants:

L'Union des Cavaliers du Lac inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Renaud, manager, 17 Taché, Olivier Potvin, laborer, 1128 St. Jude, Lucien Bouchard, clerk, 14 Tachereau, Roger Girard, deliveryman, 224 Simon, Roger Gauthier, lawyer, 132 Collard, all five of Alma, Guy Caron, insurance agent, 691 St. Joseph, Roberval, Marcel Côté, Delisle, Gilbert Mailloux, Normandin, Robert Auclair, St. Prime, all three merchants, Fernando Bouchard, mechanic, Range 5, St. Coeur-de-Marie, and Clément Gagnon, salesman, Range 3, St. Nazaire, for the following purposes:

To establish and operate a social club providing for the mental and physical recreation and relaxation of its members, under the name of "L'Union des Cavaliers du Lac inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation is at 1128 St. Jude Boulevard, Alma, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722102

Vacair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Plante, 10 Place Capri, Laval, Michel Plante, 10685 Hamel, Apt. 4, both administrators, and Gabriel Lapointe, lawyer, 1260 McGregor, Apt. 1007, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate miniature golf courses and all kinds of sports activities, under the name of "Vacair inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 400 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

722406

Vision 2000 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farib A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton Jr., 5820 de Louisbourg, Apt. 26, Ruby A. Oxner, spinster, 3555 Côte des Neiges, Apt. 401, all three of Montreal, and Thomas H. Buck, 571 Patricia, Greenfield Park, all four law clerks, for the following purposes:

Exercer toutes les activités reliées à la conception, la réalisation et la diffusion dans tous les domaines sonores, visuels et audio-visuels, sous le nom de « Vision 2000 inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722067

Vitrierie Maurice inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Joseph-Louis Flesch, Roland Bégnoche, tous deux de 356, Foch, et Ronald Flesch, 57, St-Antoine nord, tous trois vitriers, de Granby, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du verre et de tous ses produits, sous le nom de « Vitrierie Maurice inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 473, rue Ste-Marie, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722833

West Park Construction Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Raoul Normandeau, 5524, 8e avenue, Montréal, Gérard Bédard, tous deux hommes d'affaires, et Lise Gendron, ménagère, épouse dudit Gérard Bédard, ces deux derniers de 239, boulevard Deguire, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « West Park Construction Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 239, boulevard Deguire, appartement 607, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o 722752

Zilbec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1972, constituant en corporation: Juliette Marchand, ménagère, veuve de J.-A. Rousseau, 10770, Sacré-Coeur, Paul Charbonneau, et Lise Martel, épouse dudit Paul Charbonneau,

To carry on all activities related to designing, producing and broadcasting in the sound, visual and audio visual fields, under the name of "Vision 2000 inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722067

Vitrierie Maurice inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Louis Flesch, Roland Bégnoche, both of 356 Foch, and Ronald Flesch, 57 St. Antoine North, all three glaziers, of Granby, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass and all its products, under the name of "Vitrierie Maurice inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 473 Ste. Marie Street, Granby, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722833

West Park Construction Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raoul Normandeau, 5524, 8th Avenue, Montreal, Gérard Bédard, both businessmen, and Lise Gendron, housewife, wife of the said Gérard Bédard, the latter two of 239 Deguire Boulevard, St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "West Park Construction Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 239 Deguire Boulevard, Apartment 607, St. Laurent, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47105 722752

Zilbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Juliette Marchand, housewife, widow of J.-A. Rousseau, 10770 Sacré-Coeur, Paul Charbonneau, and Lise Martel, wife of the said Paul Charbonneau, the

ces deux derniers étudiants, de 4200, Édouard Montpetit, #7, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de biens meubles, sous le nom de « Zilbec inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$3 chacune et en 4,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47105-o

723593

latter two students, of 4200 Édouard Montpetit, Apt. 7, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in commodities, under the name of "Zilbec inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$3 each and 4,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
723593

47105

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Department of Lands and Forests Cadastre

Canton de Babel

Cadastre officiel du canton de Babel, municipalité de la ville de Port-Cartier, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que le lot 261 du bloc A que le lot 446 du bloc G sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juillet 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Township of Babel

Official cadastre of township of Babel, municipality of the town of Port-Cartier, registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lot 261 of block A and that lot 446 of block G are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 26, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Canton d'Orford

Cadastre officiel du canton d'Orford, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 150-2 et 150-3 et qu'une partie du lot 102-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juillet 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Township of Orford

Official cadastre of township of Orford, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 150-2 and 150-3 and that a part of lot 102-1 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 13, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Paroisse de Lachine

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine, municipalité de la cité de Dorval, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 1087 est ajouté et qu'une partie du lot 827 et que le lot 828 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juillet 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Parish of Lachine

Official cadastre of the parish of Lachine, municipality of the city of Dorval, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 1087 is added and that a part of lot 827 and that lot 828 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 19, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Paroisse de Notre-Dame de la Victoire

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, municipalité de la ville de Lévis, division d'enregistrement de Lévis.

Parish of Notre-Dame de la Victoire

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire, municipality of the town of Lévis, registration division of Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 50-39 à 50-47, 70-26 à 70-29, 70-31 à 70-46 et qu'une partie du lot 70-25 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 juin 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Notice is hereby given that lots 50-39 to 50-47, 70-26 to 70-29, 70-31 to 70-46 and a part of lot 70-25 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 20, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Paroisse de Sainte-Catherine

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, municipalité du village de Fossambault sur le Lac, division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que les lots 461-25 à 461-102, 461-104 à 461-214 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 juillet 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
LAVAL PINEAULT, A.-G.

Parish of Sainte-Catherine

Official cadastre of the parish of Sainte-Catherine, municipality of village of Fossambault sur le Lac, registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that lots 461-25 to 461-102, 461-104 to 461-214 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 5, 1972.

47149-o

LAVAL PINEAULT, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Paroisse de Saint-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, municipalité de la ville de Saint-Lambert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 360 est ajouté et qu'une partie des lots 274-252 à 274-259, 274-570, 274 et 275 et que les lots 274-565, 274-567 et que la partie restante du lot 274-339 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 juillet 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Parish of Saint-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, municipality of the town of Saint-Lambert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lot 360 is added and that a part of lots 274-252 to 274-259, 274-570, 274 and 275 and that lots 274-565, 274-567 and that the remaining part of lot 274-339 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 24, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Paroisse de Sainte-Croix

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix, municipalité du village de Sainte-Croix, division d'enregistrement de Lotbinière.

Avis est par la présente donné que les lots 133-5 à 133-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juillet 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Parish of Sainte-Croix

Official cadastre of the parish of Sainte-Croix, municipality of village of Sainte-Croix, registration division of Lotbinière.

Notice is hereby given that lots 133-5 to 133-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 27, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, municipalité de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 88-21 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 juillet 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Parish of Saint-Dunstan du Lac Beauport

Official cadastre of the parish of Saint-Dunstan du Lac Beauport, municipality of the parish of Saint-Dunstan du Lac Beauport, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a part of lot 88-21 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 24, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Paroisse de Sainte-Famille de Boucherville

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville, municipalité de la ville de Boucherville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 136-2 et qu'une partie du lot 137-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juillet 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur, municipalité de la cité de Saint-Hyacinthe, division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Avis est par la présente donné que les lots 192-12, 192-149, 192-150, 192-152, 194-63-1, 194-64-1, 194-68-1, 194-61 et que la partie restante des lots 192-151, 194-63-2, 194-64-2, 194-68-2, 192-11, 194-62 à 194-69 sont annulés en vertu de l'article 2174 A du Code civil.

Québec, le 26 mai 1972.

47149-o

Pour le sous-ministre,
LAVAL PINEAULT, A.-G.

Paroisse de Saint-Hilaire

Cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Hilaire, municipalité de la Ville de Mont Saint-Hilaire, division d'enregistrement de Rouville.

Avis est par la présente donné que le lot 219-1 est annulé en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juillet 1972.

47149-o

Le sous-ministre,
LAVAL PINEAULT, A.G.

Paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin

Cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, municipalité de la Cité de Saint-Romuald d'Etchemin, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que cinq (5) parties du lot 572-1 et que les lots 572-1-2 à 572-1-5, 572-1-7, 572-1-8, 572-1-10 à 572-1-18, 572-1-20 à 572-1-22 sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juillet 1972.

47149-o

Le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.G.

Paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin

Cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, Municipalité de la Cité de Saint-Romuald d'Etchemin, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 105-1-29 à 105-1-31 et qu'une partie du lot 105-1-28 sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 juillet 1972.

47149-o

Le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.G.

Parish of Sainte-Famille de Boucherville

Official cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville, municipality of the town of Boucherville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lot 136-2 and that a part of lot 137-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 27, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Parish of Saint-Hyacinthe le Confesseur

Official cadastre of the parish of St-Hyacinthe le Confesseur, municipality of the city of Saint-Hyacinthe, registration division of Saint-Hyacinthe.

Notice is hereby given that lots 192-12, 192-149, 192-150, 192-152, 194-63-1, 194-64-1, 194-68-1, 194-61 and that the remaining part of lots 192-151, 194-63-2, 194-64-2, 194-68-2, 192-11, 194-62 to 194-69 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 26, 1972.

47149-o

LAVAL PINEAULT, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Parish of Saint-Hilaire

Official cadastre of the Parish of Saint-Hilaire, municipality of the Town of Mont Saint-Hilaire, Registration Division of Rouville.

Notice is hereby given that lot 219-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 21, 1972.

47149-o

LAVAL PINEAULT, A.G.,
Deputy Minister.

Parish of Saint-Romuald d'Etchemin

Official cadastre of the Parish of Saint-Romuald d'Etchemin, municipality of the City of Saint-Romuald d'Etchemin, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that five (5) parts of lot 572-1 and that lots 572-1-2 to 572-1-5, 572-1-7, 572-1-8, 572-1-10 to 572-1-18, 572-1-20 to 572-1-22 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 18, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
Deputy Minister.

Parish of Saint-Romuald d'Etchemin

Official cadastre of the Parish of Saint-Romuald d'Etchemin, Municipality of the City of Saint-Romuald d'Etchemin, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 105-1-29 to 105-1-31 and that a part of lot 105-1-28 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 24, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
Deputy Minister.

Paroisse de Saint-Romuald de Farnham

Cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Romuald de Farnham, Municipalité de la Cité de Farnham, division d'enregistrement de Missisquoi.

Avis est par la présente donné que les lots 217-11 à 217-16 sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 juillet 1972.

47149-o

Le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.G.

Parish of Saint-Romuald de Farnham

Official cadastre of the Parish of Saint-Romuald de Farnham, Municipality of the City of Farnham, registration division of Missisquoi.

Notice is hereby given that lots 217-11 to 217-16 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 24, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
Deputy Minister.

Village de Bassin de Chambly

Cadastre officiel du Village de Bassin de Chambly, Municipalité de la Cité de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 69-79 à 69-88, 69-99, 69-114 et que la partie restante des lots 69-64, 69-89 à 69-95, 69-115 et qu'une partie des lots 69-78, 69-96 à 69-98, 69-100 et 69-113 sont annulés en vertu de l'Article 2174A du code civil.

Québec, le 19 juillet 1972.

47149-o

Le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.G.

Village of Bassin de Chambly

Official cadastre of Village of Bassin de Chambly, Municipality of the City of Chambly, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 69-79 to 69-88, 69-99, 69-114 and the remaining part of lots 69-64, 69-89 to 69-95, 69-115 and a part of lots 69-78, 69-96 to 69-98, 69-100 and 69-113 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 19, 1972.

47149-o

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
Deputy Minister.

**Chartes —
demandes d'abandon de**

Accessoires d'automobile A.H. de Québec limitée

Prenez avis que la compagnie « Accessoires d'automobile A.H. de Québec Limitée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

47157-o

Le procureur de la compagnie,
Me JEAN MERCIER, C.R.

**Charters —
Applications for Surrender of**

Accessoires d'automobile A.H. de Québec limitée

Notice is given that "Accessoires d'automobile A.H. de Québec limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

47157

Me JEAN MERCIER, Q.C.,
Attorney for the company.

Alimentation Giffard inc.

Avis est donné que la compagnie « Alimentation Giffard inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

47158-o

Le procureur de la compagnie,
Me FRANÇOIS RAINVILLE, notaire.

Alimentation Giffard inc.

Notice is given that "Alimentation Giffard inc." will apply to Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

47158-o

Me FRANÇOIS RAINVILLE, Notary,
Attorney for the company.

Ampex inc.

Avis est donné que « Ampex inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Laval, district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juillet 1972.

47159-o

Le procureur de la requérante,
JUDAH L. WOLOFSKY

Ampex inc.

Notice is hereby given that "Ampex inc.", a corporation incorporated under Part I of the Québec Companies Act, and having its head office in the City of Laval, District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of July, 1972.

47159-o

JUDAH L. WOLOFSKY,
Attorney for the petitioner.

**L'Association des concessionnaires Datsun
du Québec Inc.
Québec Datsun Dealers Association Inc.**

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Association des concessionnaires Datsun du Québec Inc.— Québec Datsun Dealers Association Inc. » incorporé en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies du Québec, et ayant son siège social à Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 19^e jour du mois de juillet 1972.

Les procureurs de la corporation,
ROUSSY, BLANCHARD, BABIN
& BERNATCHEZ.

47160-0

**L'Association des concessionnaires Datsun
du Québec Inc.
Québec Datsun Dealers Association Inc.**

Notice is hereby given that "L'Association des concessionnaires Datsun du Québec Inc.— Québec Datsun Dealers Association Inc." incorporated under Part III of the Companies Act of Québec, and having its head office in Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Québec, this 19th day of the month of July, 1972.

ROUSSY, BLANCHARD, BABIN
& BERNATCHEZ,
Attorneys for the corporation.

47160

Atlantic Woollens Ltd.

La compagnie « Atlantic Woollens Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 26^e jour de juillet 1972.

Les procureurs de la compagnie,
YELIN & KIRSHENBLATT.

1010 ouest, rue Ste-Catherine,
Chambre 940, Montréal, 110, Qué.

47161-0

Atlantic Woollens Ltd.

Notice is hereby given that "Atlantic Woollens Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of July, 1972.

YELIN & KIRSHENBLATT,
Attorneys for the company.

1010 St. Catherine St., West,
Suite 940, Montreal 110, P.Q.

47161-0

Canadian Vanguard Trading Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Canadian Vanguard Trading Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, P.Q., s'adressera au ministre des Institutions financières des compagnies et des coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P.Q., le 26^e jour de juillet 1972.

Le secrétaire,
CHARLES NEHME.

47164-0

Canadian Vanguard Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Canadian Vanguard Trading Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 26 day of July, 1972.

CHARLES NEHME,
Secretary.

47164-0

**CFCF Limited
CFCF limitée**

Avis est par les présentes donné que « CFCF Limited — CFCF limitée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies.

Date ce 20^e jour de juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
A. A. FORBES.

47166-0

**CFCF Limited
CFCF limitée**

Notice is hereby given that "CFCF Limited — CFCF limitée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated this 20th day of June, 1972.

A. A. FORBES,
Secretary-Treasurer.

47166-0

Brookside Furs Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Brookside Furs Ltd. », autrefois « Town Fur Company Ltd. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 30 mai, 1972,

Les procureurs,

GARONCE, GARONCE & COSTIN.

1435, rue St. Alexandre, Montréal. 47162-0

Brookside Furs Ltd.

Notice is hereby given that "Brookside Furs Ltd.", formerly "Town Fur Company Ltd.", will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its Charter, with the Companies' Act.

Montreal, May 30, 1972,

GARONCE, GARONCE & COSTIN,
Attorneys.

1435, St. Alexander, Montreal. 47162-0

E.J.L. Budd Incorporated

La compagnie « E.J.L. Budd Incorporated » donne avis qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de la province de Québec, elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 26 juillet 1972.

Les procureurs de la compagnie,

FRUMKIN & FELDMAN.

47163

E.J.L. Budd Incorporated

Notice is hereby given under the provisions of the Companies Act of the Province of Québec that "E.J.L. Budd Incorporated" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, July 26, 1972.

FRUMKIN & FELDMAN,
Attorneys for the Company.

47163-0

Caro Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Caro Investments Limited » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 21 juillet 1972.

Les procureurs de la compagnie,

PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON & LEDUC.

47165-0

Caro Investments Limited

Notice is given that "Caro Investments Limited" will petition the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to surrender its charter.

Montreal, July 21, 1972.

PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON & LEDUC,
Attorneys for the Company.

47165-0

Le Centre domiciliaire Chapman inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies, la compagnie « Le Centre domiciliaire Chapman inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, l'abandon de sa charte.

Ville St-Georges, le 14 juin 1972.

Le notaire,

ROBERT LESSARD.

47167-0

Le Centre domiciliaire Chapman inc.

Notice is given that, pursuant to Part I of the Companies Act, "Le Centre domiciliaire Chapman inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Town of St. Georges, June 14, 1972.

ROBERT LESSARD,
Notary.

47167

Chambord Development Co.

« Chambord Development Co. », s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 4 juillet 1972.

Le secrétaire,

J. FLAMER.

47168-0

Chambord Development Co.

"Chambord Development Co.", will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, July 4, 1972.

J. FLAMER,
Secretary.

47168-0

Cloutier & Bourassa Construction inc.

Avis est donné que la compagnie « Cloutier & Bourassa Construction inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
Me ARTHUR DÉSILETS, *Notaire.*

47171-0

Cloutier & Bourassa Construction inc.

Notice is given that "Cloutier & Bourassa Construction inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me ARTHUR DÉSILETS, *Notary,*
Attorney for the Company.

47171

Chippewa Lumber Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la loi des compagnies que « Chippewa Lumber Co. Ltd. », s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et co-opératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Weir, le 27 juin 1972.

47169-o

Le secrétaire-trésorier,
ADHEMAR G. MUNICH, JR.

Chippewa Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given according to Part I of the Companies Act that "Chippewa Lumber Co. Ltd.", intends to make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Weir, June 27 1972.

47169-o

ADHEMAR G. MUNICH, JR.,
Secretary-Treasurer.

**Dery Lumber and Construction Company Ltd.
La Cie de Bois et Construction Déry Itée**

Avis est donné par les présentes que la Compagnie « Dery Lumber and Construction Company Ltd.—La Cie de Bois et Construction Déry Itée », incorporation constituée en vertu de la « Loi des Compagnies du Québec », et ayant son siège social à Val d'Or, dans le district d'Abitibi, province de Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des compagnies.

Daté à Val d'Or, ce 13e jour de juillet 1972.

Le secrétaire,
M. HENRY DERY.

Me Joseph Morin, Notaire suite 101,
782, 3e Avenue, Val d'Or, P.Q.

47170-o

**Dery Lumber and Construction Company Ltd.
La Cie de Bois et Construction Déry Itée**

Notice is hereby given that "Dery Lumber and Construction Company Ltd.—La Cie de Bois et Construction Déry Itée", incorporated under the Companies Act, and having its head office in Val d'Or, in the District of Abitibi, Province of Québec, will apply to the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, under the Companies Act.

Dated at Val d'Or, this 13th day of July, 1972.

MR. HENRY DERY,
Secretary.

Me Joseph Morin, Notaire, Suite 101,
782, 3e Avenue, Val d'Or, P.Q.

47170-o

Cogediec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cogediec Inc. », corporation dûment constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la Ville de Laval, dans la Province de Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour du mois de juillet 1972.

47172-o

Le notaire,
Me DANIEL MANSEAU.

Cogediec Inc.

Notice is given that "Cogediec Inc.", a corporation duly incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Laval, Province of Québec, will apply to the Minister of the Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of the month of July, 1972.

47172-o

Me DANIEL MANSEAU,
Notary.

Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 25 juillet 1972.

Les procureurs de la compagnie,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
47173-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion inc.

Notice is hereby given that the company "Le Comité des Loisirs de la Ville de Dorion inc." shall apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, July 25, 1972.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
47173-o MAILLOUX & BEAUREGARD,
Attorneys for the Company.

T de Gruchy limitée

Avis est donné que la compagnie « T De Gruchy limitée » ayant sa place d'affaires au 609 rue Saint-Georges, Laprairie, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

47176-o

Le procureur de la compagnie,
MAURICE BÉRIault.

T de Gruchy limitée

Notice is given that "T De Gruchy limitée", having its place of business at 609 St. Georges Street, Laprairie, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

47176

MAURICE BÉRIault,
Attorney for the Company.

Construction Fasteners Ltd.

La compagnie « Construction Fasteners Ltd. » ayant son siège social dans Ville Mont-Royal, P.Q. donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

21 avril 1972.

Le procureur de la requérante,
LIONEL A. SPERBER, C.R.

47174

Construction Fasteners Ltd.

Notice is given that "Construction Fasteners Ltd.", having its head office in the Town of Mount Royal, P.Q., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter.

April 21, 1972.

LIONEL A. SPERBER, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

47174-o

D.G.L. Super Market Inc.

La compagnie « D.G.L. Super Market Inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 2e jour d'août 1972.

Les procureurs de la compagnie,
DRUKER & FREED.

47175

D.G.L. Super Market Inc.

Notice is hereby given that "D.G.L. Super Market Inc." a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of August, 1972.

DRUKER & FREED,
Attorneys for the Company.

47175-o

**Divers
Compagnies**

**Miscellaneous
Companies**

**L'Association des Maîtres-Imprimeurs
de Montréal, incorporée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Maîtres-Imprimeurs de Montreal, incorporée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
2826-36

47110-o

**L'Association des Maîtres-Imprimeurs
de Montréal, incorporée**

Notice is given that, on July 4, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "L'Association des Maîtres-Imprimeurs de Montréal, incorporée", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
2826-36

47110

**L'Atelier d'Expression du
Cap-de-la-Madeleine inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « L'Atelier d'Expression du Cap-de-la-Madeleine inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
2703-71

47111-o

**L'Atelier d'Expression du
Cap-de-la-Madeleine inc.**

Notice is given that, on July 7, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "L'Atelier d'Expression du Cap-de-la-Madeleine inc.", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
2703-71

47111

Audio Holdings Inc.

La compagnie « Audio Holdings Inc. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le président,
W. E. LAYTON.
1472-71

47113

Audio Holdings Inc.

Notice is given that "Audio Holdings Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

W. E. LAYTON,
President.
1472-71

47113-o

**L'Atelier de Réadaptation au Travail
de Beauce inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 30 juin 1972, le règlement numéro 1 (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 9) de la corporation « L'Atelier de Réadaptation au Travail de Beauce inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47112-o

715533

Auto-Confort R. inc.

La compagnie « Auto-Confort R. inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,

JACQUES PÉPIN.

47114-o

2765-70

Automotive Parts Distributors Inc.

La compagnie « Automotive Parts Distributors Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,

LOUIS-PAUL NOLET.

47115-o

13647-60

**Bobois Itée
Bobois Ltd.**

La compagnie « Bobois Itée — Bobois Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,

JACQUES BROUSSEAU.

47116-o

2035-71

Breuvages Courville inc.

La compagnie « Breuvages Courville inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,

MARC REGNIER.

47117-o

13819-56

Brown's Shoe Shop Company

La compagnie « Brown's Shoe Shop Company » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire-trésorier,

IRWING BROWNSTEIN.

47118-o

2858-40

C.A. Sales (Québec) Corporation

La compagnie « C.A. Sales (Québec) Corporation » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,

ANNE ESSLINGER.

47119

11674-61

**L'Atelier de Réadaptation au Travail
de Beauce inc.**

Notice is given that, on June 30, 1972, subject to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 (including an article increasing the number of directors from 3 to 9) of "L'Atelier de Réadaptation au Travail de Beauce inc.", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47112

715533

Auto-Confort R. inc.

Notice is given that "Auto-Confort R. inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

JACQUES PÉPIN,

Secretary.

47114

2765-70

Automotive Parts Distributors Inc.

Notice is given that "Automotive Parts Distributors Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

LOUIS-PAUL NOLET,

Secretary.

47115

13647-60

**Bobois Itée
Bobois Ltd.**

Notice is given that "Bobois Itée — Bobois Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JACQUES BROUSSEAU,

Secretary.

47116

2035-71

Breuvages Courville inc.

Notice is given that "Breuvages Courville inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

MARC REGNIER,

Secretary.

47117

13819-56

Brown's Shoe Shop Company

Notice is given that "Brown's Shoe Shop Company" has changed the number of its directors from 4 to 5.

IRWING BROWNSTEIN,

Secretary-Treasurer.

47118-o

2858-40

C.A. Sales (Québec) Corporation

Notice is given that "C.A. Sales (Québec) Corporation" has changed the number of its directors from 4 to 3.

ANNE ESSLINGER,

Secretary.

47119-o

11674-61

**Carling Construction of Montreal Ltd.
Construction de Carlingue de Montréal Itée**

La compagnie « Carling Construction of Montreal Ltd.—Construction de Carlingue de Montréal Itée » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
FRANÇOIS FELTIN.
47120 1419-70

Charcuterie Bellerive inc.

La compagnie « Charcuterie Bellerive inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
JACQUES LEMAY.
47121-o 3510-71

La Clinique Pédagogique de Montréal inc.

La corporation « La Clinique Pédagogique de Montréal inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
PIERRE MESSIER.
47122-o 717367

Club de Golf du Lac St-Joseph inc.

La compagnie « Club de Golf du Lac St-Joseph inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 11.

Le secrétaire,
PAUL-H. CAZEAU.
47123-o 41248-53

Club Moto-Neige Hiboux de Kamouraska inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 mars 1972, il a approuvé les règlements numéros 1, 2, 3, 4 et 5 de la corporation « Club Moto-Neige Hiboux de Kamouraska inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
47124-o 716160

Club Nautique de Matane inc.

La corporation du « Club Nautique de Matane inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
JACQUES A. DESCHÊNES.
47125-o 1955-71

La Compagnie des Ciments du St-Laurent

« La Compagnie des Ciments du St-Laurent » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 13 à 10.

Le secrétaire,
GEORGES LACHANCE, C.A.
47130-o 3480-51

**Carling Construction of Montreal Ltd.
Construction de Carlingue de Montréal Itée**

Notice is given that "Carling Construction of Montreal Ltd.—Construction de Carlingue de Montréal Itée" has changed the number of its directors from 4 to 3.

FRANÇOIS FELTIN,
Secretary.
47120-o 1419-70

Charcuterie Bellerive inc.

Notice is given that "Charcuterie Bellerive inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

JACQUES LEMAY,
President.
47121 3510-71

La Clinique Pédagogique de Montréal inc.

Notice is given that "La Clinique Pédagogique de Montréal inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

PIERRE MESSIER,
Secretary.
47122 717367

Club de Golf du Lac St-Joseph inc.

Notice is given that the "Club de Golf du Lac St-Joseph inc." has increased the number of its directors from 9 to 11.

PAUL-H. CAZEAU,
Secretary.
47123 41248-53

Club Moto-Neige Hiboux de Kamouraska inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 8, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws 1, 2, 3, 4 and 5 of "Club Moto-Neige Hiboux de Kamouraska inc."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
47124 716160

Club Nautique de Matane inc.

Notice is given that the "Club Nautique de Matane inc." has increased the number of its directors from 5 to 7.

JACQUES A. DESCHÊNES,
Secretary.
47125 1955-71

La Compagnie des Ciments du St-Laurent

Notice is given that "La Compagnie des Ciments du St-Laurent" has decreased the number of its directors from 13 to 10.

GEORGES LACHANCE, C.A.,
Secretary.
47130 3480-51

Club Social de Ham-Nord inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 juin 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Social de Ham-Nord inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47126-o 13330-62

Le Comité Paroissial de Cloutier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 juin 1972, il a approuvé les règlements généraux (numéro 1) de la corporation « Le Comité Paroissial de Cloutier inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47127-o 720560

Community Legal Services Inc.**Les Services Juridiques Communautaires inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 juin 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Community Legal Services Inc.— Les Services Juridiques Communautaires inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47128-o 156-70

**La Compagnie de Transport H. Smith limitée
H. Smith Transport Company Limited**

« La Compagnie de Transport H. Smith limitée — H. Smith Transport Company Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
VICTOR J. THOMPSON.

47129 717324

**Confédération des Sports du Québec inc.
Québec Sports Confederation Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 juin 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Confédération des Sports du Québec inc.— Québec Sports Confederation Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47131-o 1890-69

L. R. Transport inc.

La compagnie « L.R. Transport inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ BOUCHARD.

47156-o 3007-71

Club Social de Ham-Nord inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 20, 1972, he approved the general by-laws of the corporation "Club Social de Ham-Nord inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47126 13330-62

Le Comité Paroissial de Cloutier inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on June 20, 1972, the general by-laws (number 1) of the corporation "Le Comité Paroissial de Cloutier inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47127 720560

Community Legal Services Inc.**Les Services Juridiques Communautaires inc.**

Notice is given that, on June 28, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Community Legal Services Inc.— Les Services Juridiques Communautaires inc.", the foregoing, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47128 156-70

**La Compagnie de Transport H. Smith limitée
H. Smith Transport Company Limited**

Notice is given that "La Compagnie de Transport H. Smith limitée — H. Smith Transport Company Limited" has changed the number of its directors from 7 to 5.

VICTOR J. THOMPSON,
Secretary.

47129-o 717324

**Confédération des Sports du Québec inc.
Québec Sports Confederation Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on June 19, 1972, the general by-laws of the corporation "Confédération des Sports du Québec inc.— Québec Sports Confederation Inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47131 1890-69

L. R. Transport inc.

Notice is given that "L.R. Transport inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ BOUCHARD,
Secretary.

47156 3007-71

Conseil de la Famille Richelieu-Yamaska

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la corporation « Le Conseil de la Famille du Diocèse de Saint-Hyacinthe », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de janvier 1971, changeant son nom en celui de « Conseil de la Famille Richelieu-Yamaska ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47132-o 5736-70

Lavoie-Mercury (Ventes & Service) Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « B » de la compagnie « Lavoie Datsun inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de juin 1970, changeant son nom en celui de « Lavoie-Mercury (Ventes & Service) Itée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47155-o 2625-70

**Centre d'Achats St-François inc.
St-François Shopping Center Inc.**

La compagnie « Centre d'Achats St-François inc. — St-François Shopping Center Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
GILLES RIVARD.

47220-o 5246-66

**Corporation d'Épargne et de Placement Nationale
National Savings and Investment Corporation**

La « Corporation d'Épargne et de Placement Nationale — National Savings and Investment Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,
Mme THÉRÈSE GUÈVREMONT.

47221-o 3697-48

Cowansville Country Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 mars 1972, il a approuvé le règlement modifiant l'article 4C des règlements généraux de la corporation « Cowansville Country Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47223-o 1739-63

Deckelbaum Bros. (Canada) Ltd.

La compagnie « Deckelbaum Bros. (Canada) Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
SAM KAPLAN.

47224 3020-64

Conseil de la Famille Richelieu-Yamaska

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the corporation "Le Conseil de la Famille du Diocèse de Saint-Hyacinthe", incorporated by letters patent dated the 4th day of January, 1971, changing its name into that of "Conseil de la Famille Richelieu-Yamaska".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47132-o 5736-70

Lavoie-Mercury (Ventes & Service) Itée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "B", of the company "Lavoie Datsun inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1970, changing its name into that of "Lavoie-Mercury (Ventes & Service) Itée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47155-o 2625-70

**Centre d'Achats St-François inc.
St-François Shopping Center Inc.**

Notice is given that "Centre d'Achats St-François inc. — St-François Shopping Center Inc." has decreased the number of its directors from 4 to 3.

GILLES RIVARD,
Secretary.

47220 5246-66

**Corporation d'Épargne et de Placement Nationale
National Savings and Investment Corporation**

Notice is given that "Corporation d'Épargne et de Placement Nationale — National Savings and Investment Corporation" has decreased the number of its directors from 6 to 5.

Mrs. THÉRÈSE GUÈVREMONT,
Secretary.

47221 3697-48

Cowansville Country Club Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 6, 1972, he approved the by-law amending section 4C of the general by-laws of "Cowansville Country Club Inc.", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47223 1739-63

Deckelbaum Bros. (Canada) Ltd.

Notice is given that "Deckelbaum Bros. (Canada) Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

SAM KAPLAN,
Secretary.

47224-o 3020-64

**La Corporation du Centre Local de Services
Communautaires de St-Marc des Carrières**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 7 juin 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 7 à 15) de « La Corporation du Centre Local de Service Communautaires de St-Marc des Carrières », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47222-o

3945-71

Desmond - Hall Limited

La compagnie « Desmond - Hall Limited » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,

LUCIEN VIGNEAULT.

47225

12131-57

Dionne Spinning Inc.

La compagnie « Dionne Spinning Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,

DONAT HÉBERT.

47226-o

4007-63

Dorchester Tower Corporation Inc.

La compagnie « Dorchester Tower Corporation Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,

ANDRÉ LAPOINTE.

47227

10817-54

Dupuis, Viens inc.

La compagnie « Dupuis, Viens inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,

NORMAND VIENS.

47228-o

716932

The Family Service Association of Montreal

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 28 juin 1972, les règlements généraux (incluant un article diminuant le nombre des administrateurs de 24 à 21) de la corporation « The Family Service Association of Montreal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47229-o

12396-59

**La Corporation du Centre Local de Services
Communautaires de St-Marc des Carrières**

Notice is given that, subject to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on June 7, 1972, the general by-laws (including a section increasing the number of directors from 7 to 15) of "La Corporation du Centre Local de Services Communautaires de St-Marc des Carrières", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47222

3945-71

Desmond - Hall Limited

Notice is given that "Desmond - Hall Limited" has changed the number of its directors from 4 to 3.

LULIEN VIGNEAULT,

Secretary.

47225-o

12131-57

Dionne Spinning Inc.

Notice is given that "Dionne Spinning Inc." has increased the number of its directors from 4 to 5.

DONAT HÉBERT,

Secretary.

47226

4007-63

Dorchester Tower Corporation Inc.

Notice is given that "Dorchester Tower Corporation Inc." has changed the number of its directors from 3 to 6.

ANDRÉ LAPOINTE,

Secretary.

47227-o

10817-54

Dupuis, Viens inc.

Notice is given that "Dupuis, Viens inc." has decreased the number of its directors from 4 to 3.

NORMAND VIENS,

Secretary.

47228

716932

The Family Service Association of Montreal

Notice is given that, on June 28, 1972, and pursuant to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the general by-laws (including an article reducing the number of its directors from 24 to 21) of "The Family Service Association of Montreal", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47229

12396-59

**La Fédération des Services Sociaux
à la Famille du Québec
Québec Federation of Social Services
to the Family**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 juin 1972, il a approuvé l'amendement aux règlements généraux de « La Fédération des Services Sociaux à la Famille du Québec — Québec Federation of Social Services to the Family », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47230-o 3887-64

Fédération Sportive de Salaberry inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Fédération Sportive de Salaberry inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47231-o 715380

**Le Fond de Recherches Forestières
de l'Université Laval
Laval University Forest Research Foundation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 juin 1972, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Le Fond de Recherches Forestières de l'Université Laval — Laval University Forest Research Foundation », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47232-o 13204-54

A. Gold and Sons Limited

La compagnie « A. Gold and Sons Limited » donne avis qu'elle a augmenté le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le secrétaire,
RALPH GOLD.

47233 21-33

Group of Six Inc.

La compagnie « Group of Six Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le secrétaire,
LOUIS SHOORE.

47234 5584-68

Huzzar Holdings Limited

La compagnie « Huzzar Holdings Limited » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ LAPOINTE.

47238 5239-69

**La Fédération des Services Sociaux
à la Famille du Québec
Québec Federation of Social Services
to the Family**

Notice is given that on June 14, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendment to the general by-laws of "La Fédération des Services Sociaux à la Famille du Québec — Québec Federation of Social Services to the Family", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47230 3887-64

Fédération Sportive de Salaberry inc.

Notice is given that, on July 6, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Fédération Sportive de Salaberry inc.", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47231 715380

**Le Fond de Recherches Forestières
de l'Université Laval
Laval University Forest Research Foundation**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 5, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Le Fond de Recherches Forestières de l'Université Laval — Laval University Forest Research Foundation".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47232 13204-54

A. Gold and Sons Limited

Notice is given that "A. Gold and Sons Limited" has changed the number of its directors from 4 to 6.

RALPH GOLD,
Secretary.

47233-o 21-33

Group of Six Inc.

Notice is given that "Group of Six Inc." has changed the number of its directors from 6 to 3.

LOUIS SHOORE,
Secretary.

47234-o 5584-68

Huzzar Holdings Limited

Notice is given that "Huzzar Holdings Limited" has changed the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

47238-o 5239-69

Groupe d'Achat d'Épicerie de Montréal inc.
Montreal Grocery Buying Group Inc.

La compagnie « Groupe d'Achat d'Épicerie de Montréal inc. — Montreal Grocery Buying Group Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 10.

Le secrétaire-exécutif,

H. HURTEAU.

47235-o

1602-63

Groupe d'Achat d'Épicerie de Montréal inc.
Montreal Grocery Buying Group Inc.

Notice is given that the "Groupe d'Achat d'Épicerie de Montréal inc. — Montreal Grocery Buying Group Inc." has increased the number of its directors from 8 to 10.

H. HURTEAU,

Executive Secretary.

47235

1602-63

Hambro Corporation of Canada Limited

La compagnie « Hambro Corporation of Canada Limited » donne avis qu'elle a diminué de 12 à 10 le nombre de ses administrateurs.

Le vice-président administratif,

J.B.L. THOMAS.

47236

625-29

Hambro Corporation of Canada Limited

Notice is given that "Hambro Corporation of Canada Limited" has changed the number of its directors from 12 to 10.

J.B.L. THOMAS,

Executive Vice-President.

47236-o

625-29

Hopkins Specialties Manufacturing Co. Ltd.

La compagnie « Hopkins Specialties Manufacturing Co. Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,

SARA HOPKINS.

47237

1312-45

Hopkins Specialties Manufacturing Co. Ltd.

Notice is given that "Hopkins Specialties Manufacturing Co. Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

SARA HOPKINS,

Secretary.

47237-o

1312-45

Les Industries Ventilair inc.
Ventilair Industries Inc.

La compagnie « Les Industries Ventilair inc. — Ventilair Industries Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,

GERMAIN COURNOYER.

47239-o

688-71

Les Industries Ventilair inc.
Ventilair Industries Inc.

Notice is given that "Les Industries Ventilair inc. — Ventilair Industries Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

GERMAIN COURNOYER,

Secretary.

47239

688-71

**L'Institut de Promotion des Intérêts
du Consommateur**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 juin 1972, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 et le règlement d'emprunt numéro 2 de la corporation « L'Institut de Promotion des Intérêts du Consommateur », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47240-o

3846-71

**L'Institut de Promotion des Intérêts
du Consommateur**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on June 15, 1972, general by-laws number 1 and loan by-law number 2 of the corporation « L'Institut de Promotion des Intérêts du Consommateur », pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47240

3846-71

Les Loisirs Le Grillon

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 26 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Loisirs Le Grillon », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47242-o

12257-56

Les Loisirs Le Grillon

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 26, 1972, he approved the general by-laws of "Les Loisirs Le Grillon", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47242

12257-56

Joliette Pants Limited

La compagnie « Joliette Pants Limited » donne avis qu'elle a augmenté le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
PHILIP LENETSKY.
3872-44

47241

Joliette Pants Limited

Notice is given that "Joliette Pants Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

PHILIP LENETSKY,
Secretary.
3872-44

47241-o

Monarch Glass Co. Ltd.

La compagnie « Monarch Glass Co. Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
G. RICHARD.
13617-57

47243

Monarch Glass Co. Ltd.

Notice is given that "Monarch Glass Co. Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

G. RICHARD,
Secretary.
13617-57

47243-o

Parc l'Ormière inc.

La compagnie « Parc l'Ormière inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
CLAUDE ROYER.
6078-69

47244-o

Parc l'Ormière inc.

Notice is given that "Parc l'Ormière inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

CLAUDE ROYER,
Secretary.
6078-69

47244

Sièges sociaux

Head Offices

L.R. Transport inc.

La compagnie « L.R. Transport inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1837, rue Laval, Longueuil, au numéro 2085, rue Baldwin, Montréal.

Le secrétaire,
ANDRÉ BOUCHARD.
3007-71

47156-o

L.R. Transport inc.

Notice is given that "L.R. Transport inc." has transferred its head office from 1837 Laval Street, Longueuil, to 2085 Baldwin Street, Montreal.

ANDRÉ BOUCHARD,
Secretary.
3007-71

47156

Achille De La Chevrotière limitée

Avis est par la présente donné que le siège social de la compagnie « Achille De La Chevrotière limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 juin 1939, est transporté du numéro 33 de la rue McQuaig à Rouyn où il était auparavant au numéro 60 de la rue Bernatchez à Rouyn.

Rouyn, le 18 mai 1972.
(Sceau)

Le secrétaire,
R. CAQUEZ.
2815-39

47177-o

Achille De La Chevrotière limitée

Notice is hereby given that the company "Achille De La Chevrotière limitée", incorporated by letters patent granted June 8, 1939, has moved its head office from 33 McQuaig Street in the City of Rouyn to 60 Bernatchez Street in the City of Rouyn.

Rouyn, May 18, 1972.
(Seal)

R. CAQUEZ,
Secretary.
2815-39

47177-o

Artisanat Renel inc.

La compagnie « Artisanat Renel inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 8711, 8e Avenue, Montréal, au numéro 3995, boulevard Lite, Laval.

Le secrétaire,
Dame JACQUES BELDENT.
5274-66

47178-o

Artisanat Renel inc.

Notice is given that "Artisanat Renel inc." has transferred its head office from number 8711-8th Avenue, Montreal to number 3995 Lite Boulevard, Laval.

Mrs. JACQUES BELDENT,
Secretary.
5274-66

47178

Beaupré, Boucher & Associés inc.

La compagnie « Beaupré, Boucher & Associés inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 100, d'Youville, Québec, au numéro 3181, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy.

Le secrétaire,
J. M. BOUCHER.

47179-o 5995-69

Beaupré, Boucher & Associés inc.

Notice is given that "Beaupré, Boucher & Associés inc." has transferred its head office from 100 d'Youville, Québec, to 3181 Ste. Foy Road, Ste. Foy.

J. M. BOUCHER,
Secretary.

47179 5995-69

Botany Woollens & Worsteds Ltd.

La compagnie « Botany Woollens & Worsteds Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1946, donne avis qu'elle a transporté son siège social du 400 ouest, boulevard de Maisonneuve, dans la ville de Montréal, au 25, Arundel, mail « A », Place Bonaventure, dans la ville de Montréal.

Montréal, le 5 avril 1972.
(Sceau)

Le secrétaire,
ARNOLD SCHAFFER.
1642-46

47180

Botany Woollens & Worsteds Ltd.

Notice is hereby given that "Botany Woollens & Worsteds Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent, dated the 23rd of January, 1946, has moved its head office from 400 de Maisonneuve Boulevard West, in the City of Montreal, to 25 Arundel, Mart "A", Place Bonaventure, in the City of Montreal.

Montreal, April 5, 1972.
(Seal)

ARNOLD SCHAFFER,
Secretary.

47180-o 1642-46

**Cantol Limited
Cantol limitée**

La compagnie « Cantol Limited — Cantol limitée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Dorval.

Le secrétaire,
JERRY SONE.
2329-35

47181-o

**Cantol Limited
Cantol limitée**

Notice is given that "Cantol Limited — Cantol limitée" has transferred its head office from Montreal to Dorval.

JERRY SONE,
Secretary.
2329-35

47181-o

Carey Diab Ltd.

La compagnie « Carey Diab Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 8400, boulevard St-Laurent, Montréal, à 150, rue Frontenac, Saint-Jean.

Le secrétaire,
TERRY GREENFIELD.
2793-66

47182

Carey Diab Ltd.

Notice is given that "Carey Diab Ltd." has transferred its head office from 8400 St. Lawrence Boulevard, Montreal, to 150 Frontenac Street, Saint-Jean.

TERRY GREENFIELD,
Secretary.
2793-66

47182-o

Centre Valleyfield Itée

La compagnie « Centre Valleyfield Itée » constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le 5e jour de novembre 1971, et ayant son siège social en la ville de Montréal, où son bureau était situé au 360 ouest, rue Saint-Jacques, donne avis qu'elle a transporté son siège social au 11940, avenue Grenet, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Montréal, ce 8e jour de mai 1972.

Le secrétaire,
I. ADELSON.
71-5951

47183 71-5951

Centre Valleyfield Itée

Notice is hereby given that "Centre Valleyfield Itée", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act on the 5th day of November, 1971, and having its head office in the City of Montreal, where its office was situated up to this day at 360 St. James Street West, has moved its head office to 11940 Grenet Avenue, Montreal, Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the City of Montreal, this 8th day of May, 1972.

I. ADELSON,
Secretary.
71-5951

47183-o

Cogad Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cogad Inc. », constituée en corporation suivant la première partie de la Loi des compagnies en date du 9 mars 1972, ayant son siège social principal dans Montréal, a établi son bureau au numéro civique 3875, rue St-Urbain.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social principal.

Donné à Montréal, le 9 mars 1972.

Le secrétaire,
GILLES COSSETTE.
47186-o 72-1350

Cogad Inc.

Notice is given that "Cogad Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on March 9, 1972, having its head office in Montreal, has established its office at civic number 3875 St. Urbain Street.

From the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, March 9, 1972.

GILLES COSSETTE,
Secretary.
72-1350

**La Compagnie de Téléphone de la Vallée de la Lièvre
Lievre Valley Telephone Company**

Avis est donné que « La Compagnie de Téléphone de la Vallée de la Lièvre — Lievre Valley Telephone Company », constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur du Québec, émises le 2 mars 1950 sous l'autorité de la Loi des Compagnies de Téléphone, 1964, R.S.Q. chap. 286, et ayant son siège social à 1150, Chemin St-Louis, Sillery, P.Q., où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui (1150, Chemin St-Louis, Sillery, P.Q.), l'a transporté à 1122, Chemin St-Louis, Sillery, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30 mai 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
ANDRÉ LABONTÉ.
47187-o 2347-50

**La Compagnie de Téléphone de la Vallée de la Lièvre
Lievre Valley Telephone Company**

Notice is given that "La Compagnie de Téléphone de la Vallée de la Lièvre — Lievre Valley Telephone Company", incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor of Québec, issued on March 2, 1950 under the Telephone Companies Act, 1964, R.S.Q., Chapter 286, and having its head office at 1150 St. Louis Road, Sillery, P.Q., where its office was located until today at (1150 St. Louis Road, Sillery, P.Q.), has transferred it to 1122 St. Louis Road, Sillery, P.Q.

From the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated in Montreal, May 30, 1972.

(Seal) ANDRÉ LABONTÉ,
Secretary.
2347-50

**La Compagnie C.D.G.M. inc.
C.D.G.M. Company Inc.**

Avis est donné que « La Compagnie C.D.G.M. inc.— C.D.G.M. Company Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 décembre 1971 et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au numéro 8618, rue de l'Épée.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 10e jour de janvier 1972.

Le secrétaire,
GÉRARD PELLERIN.
47189-o 71-6817

**La Compagnie C.D.G.M. inc.
C.D.G.M. Company Inc.**

Notice is hereby given that "La Compagnie C.D.-G.M. inc.— C.D.G.M. Company Inc.", incorporated by letters patent on the 15th day of December 1971, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 8618 de l'Épée Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of January, 1972.

GÉRARD PELLERIN,
Secretary.
71-6817

**Courtiers Interprovinciaux Itée
Interprovincial Brokers Ltd.**

La compagnie « Courtiers Interprovinciaux Itée — Interprovincial Brokers Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 4, Briarwood, Dollard-des-Ormeaux, au numéro 279, avenue Victoria, Longueuil.

Le secrétaire,
JOHN McCLURE.
47191-o 553-69

**Courtiers Interprovinciaux Itée
Interprovincial Brokers Ltd.**

Notice is given that "Courtiers Interprovinciaux Itée — Interprovincial Brokers Ltd." has transferred its head office from 4 Briarwood, Dollard-des-Ormeaux to 279 Victoria Avenue, Longueuil.

JOHN McCLURE,
Secretary.
553-69

Champigny Auto Parts Inc.

Avis est donné que la compagnie « Champigny Auto Parts Inc. », constituée en corporation suivant la première partie de la Loi des compagnies en date du 27^e jour de mars 1972, et ayant son siège social dans la Cité de Ste-Foy a établi son bureau au numéro 2252, Route Nationale No 2.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ste-Foy, ce 10^e jour d'avril 1972.

JEAN-GUY BLONDEAU.

47184-o

72-1647

C.I.F. inc.

La compagnie « C.I.F. inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 7791, rue Drolet, Montréal, au numéro 845, rue Lippmann, Laval.

Le secrétaire,
PIERRE BEETZ.

47185-o

448-69

La Compagnie J.L. Mathieu, limitée

« La Compagnie J.L. Mathieu, limitée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Sherbrooke, au numéro 506, rue Ste-Catherine est, Montréal.

Le secrétaire,
BERNARD LANCTOT.

47188-o

4716-47

Piscines Convertibles (Montréal) Itée

Avis est donné que la compagnie « Piscines Convertibles (Montréal) Itée », constituée par lettres patentes datées du 4 mai 1972 et ayant son siège social à St-Laurent, P.Q., a établi son bureau principal au 635, rue Stinson.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 5^e jour de mai 1972.

Le président,
RAYMOND CREVIER.

47190-o

72-2407

Deljean inc.

Avis est donné que la compagnie « Deljean inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 13^e jour de décembre 1972, et ayant son siège social dans la ville de Sainte-Foy où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 2549, des Plaines, l'a transporté au numéro 2696, de la rue Aurigny.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sainte-Foy, ce 28^e jour de juin 1972.

Le secrétaire,
LÉOPOLD FOURNIER.

47193-o

71-6900

Champigny Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that "Champigny Auto Parts Inc." company incorporated by letters patent, under the Companies Act, on the 27th day of March 1972, and having its head office in Ste-Foy, has established its office at 2252, Highway No. 2.

From and after the date of this notice, the said office is considered as being its head office.

Given at Ste-Foy, this 10th day of April, 1972.

JEAN-GUY BLONDEAU.

47184-o

72-1647

C.I.F. inc.

Notice is given that "C.I.F. inc." has moved its head office from number 7791 Drolet Street, Montreal, to number 845 Lippmann Street, Laval.

PIERRE BEETZ,
Secretary.

47185

448-69

La Compagnie J.L. Mathieu, limitée

Notice is given that "La Compagnie J.L. Mathieu, limitée" has transferred its head office from Sherbrooke, to 506 Ste. Catherine Street East, Montreal.

BERNARD LANCTOT,
Secretary.

47188-o

4716-47

Convertible Pools (Montreal) Ltd.

Notice is hereby given that "Convertible Pools (Montreal) Ltd.", incorporated by Letters Patent dated May 4, 1972, and having its head office in St. Laurent, P.Q., has established its head office at 635 Stinson Road.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 5th day of May, 1972.

RAYMOND CREVIER,
President.

47190-o

72-2407

Deljean inc.

Notice is given that "Deljean inc." incorporated by letters patent dated December 13th 1972, and having its head office in the City of Ste. Foy, where its office was situated up to this date at 2549 des Plaines, has transferred it to 2696 Aurigny Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as its head office.

Given in Ste-Foy, this 28th day of June, 1972.

LÉOPOLD FOURNIER,
Secretary.

47193

71-6900

Delco Entreprises inc.

La compagnie « Delco Entreprises inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 100, d'Youville, Québec, au numéro 3181, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy.

Le secrétaire,
J.-P. BEAUPRÉ.
10764-57

47192-o

Entreprises Duromar ltée

La compagnie « Entreprises Duromar ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Hyacinthe, à Saint-Léonard d'Aston.

Le secrétaire,
ROBERT MESSIER.
720060

47194-o

**Entreprises Guy Sauvé inc.
Guy Sauvé Enterprises Inc.**

La compagnie « Entreprises Guy Sauvé inc.— Guy Sauvé Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1158, Montée de Liesse, Saint-Laurent, au numéro 15, rue Legros, Coteau du Lac.

Le secrétaire,
CLAUDE BEAUDRY.
5699-70

47195-o

**Fairhall Realities Ltd.
Les Immeubles Fairhall ltée**

La compagnie « Fairhall Realities Ltd.— Les Immeubles Fairhall ltée » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, au 555, rue Deslauriers, Saint-Laurent.

Le secrétaire-trésorier,
RALPH SCHWARTZ.
5620-70

47196

Paul Filiatreault inc.

La compagnie « Paul Filiatreault inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal-Nord, au numéro 1384, rue Valleyfield, Laval.

Le secrétaire,
ANDRÉ DUBORD.
5214-69

47197-o

Giovanni Management Ltd.

La compagnie « Giovanni Management Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1970, et ayant son siège social à Côte Saint-Luc, où son bureau était situé au 5501, rue Adalbert, l'a transporté au 5719, avenue Sunrise, cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Montréal, ce 26e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
MICHELANGELO MASTROMONACO.
1464-70

47201

Delco Entreprises inc.

Notice is given that "Delco Entreprises inc." has transferred its head office from number 100 d'Youville, Québec, to number 3181 Ste. Foy Road, Ste. Foy.

J.-P. BEAUPRÉ,
Secretary.
10764-57

47192

Entreprises Duromar ltée

Notice is given that "Entreprises Duromar ltée" has transferred its head office from St. Hyacinthe to St. Léonard d'Aston.

ROBERT MESSIER,
Secretary.
720060

47194

**Entreprises Guy Sauvé inc.
Guy Sauvé Enterprises Inc.**

Notice is given that "Entreprises Guy Sauvé inc.— Guy Sauvé Enterprises Inc." has transferred its head office from 1158 Montée de Liesse, Saint-Laurent, to 15 Legros Street, Coteau du Lac.

CLAUDE BEAUDRY,
Secretary.
5699-70

47195-o

**Fairhall Realities Ltd.
Les Immeubles Fairhall ltée**

Notice is given that "Fairhall Realities Ltd.— Les Immeubles Fairhall ltée" has transferred its head office from 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, to 555 Deslauriers Street, St. Laurent.

RALPH SCHWARTZ,
Secretary-Treasurer.
5620-70

47196-o

Paul Filiatreault inc.

Notice is given that "Paul Filiatreault inc." has transferred its head office from Montreal North, to number 1384 Valleyfield Street, Laval.

ANDRÉ DUBORD,
Secretary.
5214-69

47197

Giovanni Management Ltd.

Notice is hereby given that "Giovanni Management Ltd.", incorporated by letters patent on the 6th day of April, 1970, and having its head office in Côte St. Luc, where its office was situated at 5501 Adalbert Street, has moved it to 5719 Sunrise Avenue, City of Côte St. Luc, District of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 26th day of April, 1972.

MICHELANGELO MASTROMONACO,
Secretary-Treasurer.
1464-70

47201-o

Future Electronics Corp.

La compagnie « Future Electronics Corp. » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 6655, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, au 8170, chemin Devonshire, Mont-Royal.

Le secrétaire,
ROBERT MILLER.
5523-68

47198

**Les Placements GB Itée
GB Investments Ltd.**

La compagnie « Les Placements GB Itée — GB Investments Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2, rue Waterman, Saint-Lambert, au numéro 1115, rue Sherbrooke ouest, suite 2402, Montréal.

Le secrétaire,
PAUL E. NORMANDEAU.
4395-68

47199-o

**Meubles Gigi Itée
Gigi Furniture Ltd.**

La compagnie « Meubles Gigi Itée — Gigi Furniture Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 3, rue Leblanc, l'Épiphanie, au numéro 2905, rue Losch, Saint-Hubert.

Le secrétaire,
PACELLI GAUTHIER.
2098-63

47200-o

Griffon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Griffon Inc. », constituée en corporation par lettres patentes suivant la première partie de la Loi des compagnies en date du 26 novembre 1962 et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau à la suite 2260 de l'édifice Banque Canadienne Nationale au 500 Place d'Armes; Donné à Montréal, ce 21e jour de juin 1972.

JEAN DUCHESNE.
Le secrétaire,
14652-62

(Sceau)
47202-o

Future Electronics Corp.

Notice is given that "Future Electronics Corp." has transferred its head office from 6655 Côte des Neiges Road, Montreal, to 8170 Devonshire Road, Mount Royal.

ROBERT MILLER,
Secretary.
5523-68

47198-o

**Les Placements GB Itée
GB Investments Ltd.**

Notice is given that "Les Placements GB Itée — GB Investments Ltd." has moved its head office from number 2 Waterman Street, St. Lambert, to number 1115 Sherbrooke Street West, Suite 2402, Montreal.

PAUL E. NORMANDEAU,
Secretary.
4395-68

47199

**Meubles Gigi Itée
Gigi Furniture Ltd.**

Notice is given that "Meubles Gigi Itée — Gigi Furniture Ltd." has moved its head office from number 3, Leblanc Street, l'Épiphanie, to number 2905 Losch Street, Saint-Hubert.

PACELLI GAUTHIER.
Secretary.
2098-63

47200

Griffon Inc.

Notice is given that "Griffon inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act on November 26, 1962 and having its head office in Montreal, has established its office in Suite 2260 of the Bank Canadian National Building, 500 Place d'Armes.

Given in Montreal, this 21st day of June, 1972.

JEAN DUCHESNE,
Secretary.
14652-62

47202

Avis divers**Succession Maurice Samson**

Avis est donné que Nancy Samson, fille mineure de feu Maurice Samson et de son épouse née Andrée St-Onge, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de son père, ledit Maurice Samson en son vivant résidant au 177, rue Court, appartement numéro 3 à Granby, P.Q., le tout suivant acte d'acceptation reçu devant Me Jacques E. Robert, notaire au 135, rue Principale, suite 31 Granby, P.Q., le 23 juin 1972 et dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Shefford, à Waterloo, le 5 juillet 1972 sous le numéro 205146.

47136-o ROBERT & SAURETTE, notaires.

Miscellaneous Notices**Estate of Maurice Samson**

Notice is given that Nancy Samson, minor, daughter of the late Maurice Samson and his wife née Andrée St-Onge, accepted under benefit of inventory, her father's estate, the said Maurice Samson in his lifetime residing at 177 Court Street, Apartment number 3, in Granby, P.Q., the whole under a deed of acceptance received before Me Jacques E. Robert, notary, 135 Principale Street, suite 31, Granby, P.Q., on June 23, 1972, and a copy of which was registered at the Shefford Registration Division Office, in Waterloo, on July 5, 1972, under number 205146.

47136 ROBERT & SAURETTE, notaries,
Attorneys.

Ville de Bromont et Village d'Adamsville

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la municipalité de la Ville de Bromont et le Conseil de la municipalité du Village d'Adamsville ont adopté à la majorité absolue de leurs membres, des règlements, soit le règlement No 124 de la municipalité de la Ville de Bromont et le règlement No 92, amendé par le règlement No 94 de la municipalité du Village d'Adamsville, autorisant ces municipalités à présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, pour fusionner les municipalités de Ville de Bromont et Village d'Adamsville, et créer, une nouvelle municipalité tel que mentionné ci-dessous:

Requête

Au Lieutenant-Gouverneur en Conseil

La ville de Bromont, corporation municipale ayant son siège social à Bromont, district de Bedford

et

La municipalité du village d'Adamsville, corporation municipale ayant son siège social à Adamsville, district de Bedford,

Exposent respectueusement:

1. ATTENDU QUE la Loi 13-14 Elizabeth II, chap. 56 prévoit que les municipalités qui désirent se fusionner peuvent adopter, à la majorité absolue des membres de chacun de leur Conseil un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité;

2. ATTENDU QUE le Conseil de chacune de vos requérantes a adopté un tel règlement;

EN CONSÉQUENCE, vos requérantes vous prient d'octroyer des lettres patentes fusionnant les municipalités de Ville de Bromont et du Village d'Adamsville selon les modalités suivantes:

1° Le nom de la nouvelle municipalité est: Ville de Bromont.

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique et la carte sur toile préparées par M. Guy Migue, A.G., en date du 26 juillet 1971 en annexe « A », de la présente pour en faire partie comme si elle était au long reproduite. (Plan No 3844)

3° La nouvelle municipalité est régie par la Loi des Cités et Villes.

4° Tout l'actif et tout le passif des deux municipalités fusionnées feront parties de l'actif et du passif de la nouvelle Ville.

5° Les emprunts à long terme des municipalités fusionnées contractés en vertu de règlements déjà promulgués, sont payables suivant les règlements existants, par les propriétaires assujettis au paiement de ces dettes.

6° Les fonctionnaires et employés réguliers des deux Villes fusionnées demeurent au service de la nouvelle Ville dans les fonctions qui leur seront attribuées par le nouveau Conseil sans diminution de traitement ou de salaire.

Town of Bromont and Village of Adamsville

Notice is hereby given that the municipal Council of Bromont and the Council of the Municipality of Adamsville village have adopted, by an absolute majority vote a number of By-laws, namely By-law No. 124 of the Municipality of Town of Bromont and By-law No. 92 amended by the By-law No. 94 of the Municipality of Adamsville village, authorizing these municipalities to address a petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking that the Municipalities of Town of Bromont and Adamsville village be amalgamated and that a new municipality be created as per described hereunder:

Request

To the Lieutenant-Governor in Council

The Town of Bromont municipal Corporation having his office at Bromont, district of Bedford

and

The Municipality of the Village of Adamsville, municipal Corporation having his office at Adamsville, District of Bedford,

Respectfully exposed:

1. WHEREAS the Law 13-14 Elizabeth II, chap. 56 authorizes the municipalities who desire to amalgamate may adopt to the absolute majority of its members a by-law authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying him to issue letters patent amalgamating those municipalities and creating a new municipality.

2. WHEREAS that the Council of your petitioners has adopted such a by-law.

THEREFORE, your petitioners pray you to issue letters patent amalgamating the Municipalities of Village d'Adamsville and the Town of Bromont as per the following terms and conditions:

1. The name of the new municipality shall be Town of Bromont.

2. The territory of the new municipality shall be established in the technical description dated July 26th, 1971, No. 3844, prepared by Mr. Guy Migue, L.S., and appended to the presents to form part of it, as if it were reproduced in full here.

3. The new municipality shall take the status of Town and shall be governed by the Cities and Town Act.

4. All the assets and liabilities of the two amalgamated municipalities shall be part of asset and liabilities of the new municipality.

5. The long term loan of the amalgamated municipalities contracted under By-law already approved, are payable following the existing By-Law, by property owners affected for the payment of the said debts.

6. The officers and permanent employees of the two amalgamated municipalities shall remain in the employ of the new municipality in the duties assigned to them by the new Council, without decrease of pay or salary.

7° La première séance du Conseil provisoire sera tenue le deuxième mardi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu en la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville de Bromont, à 20.00 heures du soir et sans convocation.

7a Le Greffier de la nouvelle Ville pour agir jusqu'à la fin de la première séance du Conseil est Monsieur Martial A. Lalande, secrétaire-trésorier de la Ville de Bromont.

8° Les listes électorales seront préparées et rédigées en temps utile pour la première élection générale et en conformité des dispositions de la Loi des Cités et Villes.

9° La première élection générale aura lieu le 1^{er} dimanche de novembre 1974 et les autres élections suivantes, tous les quatre ans, le 1^{er} dimanche de novembre 1974 et les autres élections suivantes, tous les quatre ans, le 1^{er} dimanche de novembre selon les prescriptions de l'article 173 de la Loi des Cités et Villes.

10° Le Conseil provisoire sera composé des Membres du Conseil de la Ville de Bromont et de deux représentants de la municipalité du Village d'Adamsville jusqu'à la première élection générale.

11° À compter de la première élection générale, le Conseil municipal est composé du Maire et de six (6) Conseillers élus conformément aux dispositions de la Loi des Cités et Villes.

12° Le territoire de la nouvelle Ville de Bromont n'aura pas de quartiers, mais six (6) sièges numérotés sans tenir compte du lieu de résidence des candidats.

13° Tous les règlements, procès-verbaux, résolutions, contrats, rôles, actes et autres documents de même nature, demeureront en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été adoptés, approuvés ou passés et ce jusqu'à ce qu'ils aient été amendés ou abrogés par le Conseil de la nouvelle Ville.

14° Les rôles d'évaluation des deux municipalités fusionnées, en vigueur lors de l'octroi des lettres patentes le demeureront, et les taxes seront reçues des contribuables des deux municipalités fusionnées en conformité de leur rôle respectif jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par le nouveau Conseil.

15° La Ville de Bromont accorde aux résidents du Village d'Adamsville une garantie que tant qu'une propriété demeure enregistrée au même contribuable aucun changement ne sera apporté par la Ville de Bromont pour les dix (10) ans à venir, au coût de la taxation de cette propriété. Que s'il y a amélioration, elle sera taxée au prorata de la taxe existante toujours si elle demeure au même contribuable.

16° Les fonds industriels combinés des deux Villes fusionnées constituent le fonds industriel de la nouvelle Ville.

17° Le surplus budgétaire possédé par la municipalité fusionnée (Adamsville) sera affecté à la construction d'égouts et aqueduc dans le secteur d'Adamsville.

18° La Ville de Bromont s'engage à faire construire des conduites d'égouts et d'aqueduc et les installations pertinentes suivant les estimés des Ingénieurs Lemieux, Carignan, Royer et Associés, datées du 9 juillet 1971, au montant de trois cent quatre-vingt-dix mille dollars

7. The first meeting of the provisionnal Council shall be held on the second tuesday following upon the coming into force of the letters patents. It shall take place at the City Hall of Bromont, at 8.00 o'clock p.m. and without further notice.

7a. The clerk of the new Town to act until the end of the first Council meeting is Mr. Martial A. Lalande, secretary-treasurer of the Town of Bromont.

8. The electoral lists shall be prepared and composed in due time for the first general election in conformity with the provisions of the Cities and Town Act.

9. The first general election shall be held the first Sunday of November 1974, and the subsequent general election, shall be held every four (4) years, on the first Sunday of November in conformity of Article No. 173 of the Cities and Towns Act.

10. The provisional Council shall be composed of the Members of the Council of the Town of Bromont and two (2) Members of the Municipality of Adamsville village.

11. Following the first general election, the municipal Council shall be composed of a Mayor and six (6) Councillors elected in conformity with the provisions of the Cities and Town Act.

12. The territory of the new municipality of Town of Bromont shall not be divided into wards, but six (6) council seats designated by a number without any bearing on the candidate's place of residence.

13. All By-Laws, resolutions, minutes, valuation rolls, contracts, acts and other records shall remain in force in the territory for which they were prepared until they are amended, annulled or repealed by the Council of the new Municipality.

14. The valuation rolls of the two amalgamated municipality, in effect upon the coming in force of the letters patent, and the taxes shall be received from tax payers of the two amalgamated municipalities in respect of their perception roll until any other decision shall be given by the new Council.

15. The Town of Bromont accords to the residents of Adamsville village a guarantee that as long as a property registered to the same tax payer no change will be made by the Town of Bromont to the basic Tax levies on the said property for a period of ten (10) years to come. That if an amelioration to the property is made, it will be taxed at the prorata of the actual basic tax, always if it remain to the same owner.

16. The combined industrial funds of the two amalgamated municipalities compose the industrial funds of the new municipality.

17. The owned budget surplus of the amalgamated municipality (Adamsville) shall be applied to the construction of water and sewers services in Adamsville village.

18. The Town of Bromont promise to construct watermain and sewers services and the pertinent installations proportionally to the estimate given by Lemieux, Carignan, Royer & Ass., dated July 9th, 1971, in the amount of three hundred and ninety

(\$390,000), en y appliquant l'octroi consenti par le Ministère des Affaires municipales au montant de cent quatre-vingt-sept mille deux cent cinquante dollars (\$187,250), d'une part, d'autre part la Ville de Bromont taxera les propriétaires riverains au prix de soixante-cinq cents (\$0.65) le pied linéaire frontal pour le coût de financement durant le terme de l'emprunt.

19° Dès que la fusion sera acceptée, la Ville de Bromont s'engage à prendre les procédures légales en vue de l'adoption d'un règlement d'emprunt pour l'installation des services d'égouts et d'aqueduc dans le Village d'Adamsville dans les plus brefs délais possible.

20° Toutes ententes par résolutions des Conseils ou contrats passés par l'une quelconque des municipalités fusionnées et non expirés au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, intervenus avec les municipalités fusionnées, sont respectés par la nouvelle Ville jusqu'à la date d'expiration de l'entente ou du contrat.

21° La nouvelle Ville deviendra effective dès la publication de ses lettres patentes dans la *Gazette officielle du Québec*.

Tout propriétaire ou tout locataire des municipalités concernées peut s'opposer au principe de la fusion ou aux modalités de la requête conjointe dans les trente jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent avis et peut faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale du Québec, Hôtel du Gouvernement à Québec.

Tout propriétaire ou tout locataire des municipalités concernées qui le désirent, peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête conjointe et de l'Avis public de la *Gazette officielle du Québec*, aux secrétariats des municipalités de Ville de Bromont à l'Hôtel de Ville, 200 boul. Bromont, Bromont et Village d'Adamsville à la résidence de M. Claude Racine, secrétaire-trésorier, Adamsville.

Donné à Bromont, ce 4e jour du mois d'août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
MARTIAL A. LALANDE.

47219-0

Communauté Urbaine de Québec

Avis public est par les présentes donné que le règlement numéro 37 de la « Communauté Urbaine de Québec » décrétant un plan établissant l'intégration des services d'estimation et de promotion touristique des municipalités du territoire de la Communauté, adopté par le Conseil le 15 mars 1972, a été approuvé par arrêté du lieutenant-gouverneur en Conseil le 26 juillet 1972.

Il peut être pris communication de ce règlement au bureau du soussigné, Édifice Bois-Fontaine, 880, Chemin Ste-Foy, Québec 6.

Ce règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Québec, le 12 août 1972.

Le secrétaire de la CUQ,
YVAN DALLAIRE, avocat.

47245-0

thousand dollars (\$390,000) and appropriate the grant consent by the municipal Affairs in the amount of one hundred eighty-seven thousand and two hundred fifty dollars (\$187,250), from one part, to the other part the Town of Bromont will tax the riverain owners at the rate of sixty-five cents (\$0.65) per linear feet frontage for the financial cost during the loan term.

19. Soon as the amalgamation will be approved, the Town of Bromont promise to take legal procedures to pass a borrowing By-Law for the installation of the water and sewers services in Adamsville village, in the shortest delay possible.

20. All agreements by resolutions of the Councils, or contracts passed by one or the other of the amalgamated municipalities, still unexpired at the time of the come to effect of the letters patent, agreed with other municipalities, are respected by the new Town until the agreement or contract will expired.

21. The new Town shall become effective since the publication of this letters patent in the *Québec Official Gazette*.

Any proprietor or tenant of the municipalities concerned may oppose the principle of the amalgamation or the conditions of the joint petition within the thirty days following upon the date of the final publication of the present notice in a newspaper. He may inform the Municipal Commission, Hôtel du Gouvernement, Québec City, in writing of the reasons for his opposition.

Any proprietor or tenant of the municipalities concerned may be consulted and a copy thereof may be obtained, of the text of the joint petition and the *Québec Official Gazette's* Public notice, at the secretariats of the Municipalities of the Town of Bromont at the City Hall, 200 Bromont Blvd, Bromont and Adamsville village, at the residence of M. Claude Racine, secretary-treasurer, Adamsville.

Given at Bromont, this 4th day of August, 1972.

MARTIAL A. LALANDE,
Secretary-Treasurer.

47219-0

Québec Urban Community

Public notice is hereby given that by-law number 37 of the "Québec Urban Community" stipulating that a plan be established for the integration of the tourist estimation and promotion services of the Community's municipalities, adopted by the Council on March 15, 1972, has been approved by order of the Lieutenant-Governor in Council on July 26, 1972.

The said by-law may be looked into at the office of the undersigned, at Bois-Fontaine Building, 880 Ste. Foy Road, Québec 6.

This by-law will become effective according to law.

Québec, August 12, 1972.

YVAN DALLAIRE, lawyer,
Secretary of the QUC.

47245

Compagnies étrangères Permis

Canadian Park & Tilford Distilleries Ltd.

Avis est donné que le 13^e jour de juin 1972, le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « Canadian Park & Tilford Ltd. », l'autorisant à exercer son commerce dans la province sous son nouveau nom de « Canadian Park & Tilford Distilleries Ltd. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Raymond Eric Parsons, avocat et conseil en Loi de la Reine, suite 2260, 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à suite 315, 630 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

47105

1-61

Crown Zellerbach Stores Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Crown Zellerbach Stores Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. John G. Kirkpatrick, c.n., de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 750, 1, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

47105

54-72

Extra-Provincial Companies Licenses

Canadian Park & Tilford Distilleries Ltd.

Notice is given that, on 13th day of June, 1972, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Canadian Park & Tilford Ltd.", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Canadian Park & Tilford Distilleries Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Raymond Eric Parsons, advocate and Queen's Counsel, Suite 2260, 630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Room 315, 630 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial District of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47105-0

1-61

Crown Zellerbach Stores Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Crown Zellerbach Stores Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. John G. Kirkpatrick, q.c., of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 750, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial District of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47105-0

54-72

Sociétés coopératives agricoles

Société coopérative agricole de Matane

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que la « Société Coopérative Agricole de Matane », dont le siège social étant situé à Matane, dans le district électoral de Matane, a été dissoute le 31 juillet 1972, et ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et à la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.*

47152-0

Cooperative Agricultural Associations

Société coopérative agricole de Matane

(Cooperative Agricultural Associations)

Notice is given that the "Société Coopérative Agricole de Matane", whose head office was located in Matane, in the electoral District of Matane, was dissolved on July 31, 1972, the foregoing, in conformity with the Cooperative Agricultural Associations Act and with the Winding-Up Act.

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47152

Société Coopérative Agricole des Producteurs de miel de Québec

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que la « Société Coopérative Agricole des Producteurs de Miel de Québec », dont le siège social était situé à Ville St-Rémi, dans le district électoral de Napierville-Laprairie, a été dissoute le 31 juillet 1972, et ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et à la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47153-0

Société Coopérative Agricole des Producteurs de miel de Québec

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that the "Société Coopérative Agricole des Producteurs de Miel de Québec", whose head office was located in the Town of St. Rémi, in the electoral District of Napierville-Laprairie, was dissolved on July 31, 1972, the foregoing, in conformity with the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47153

Ministère de l'Éducation

**Laurenvale
Laval**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire Laurenvale le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer pour les protestants seulement à la municipalité scolaire de Laval:

Ce territoire comprend les lots 50 à 94 inclusivement et 160 à 235 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée et, dans la municipalité des Îles-Laval les lots 236 à 239 inclusivement ainsi qu'un certain nombre de petites îles non cadastrées.

Daté le 4 août 1972.

Le ministre de l'Éducation,
FRANÇOIS CLOUTIER.

47246-0

Department of Education

**Laurenvale
Laval**

It is hereby requested to separate from the Laurenvale School Municipality the territory hereinafter described, for annexation to the Laval School Municipality for protestants only:

This territory comprises lots 50 to 94 inclusive and 160 to 235 inclusive on the official cadastre of the Parish of Ste. Dorothée and, in the Îles-Laval Municipality the lots 236 to 239 inclusive, as well as a certain number of small islands not registered.

Dated August 4, 1972.

FRANÇOIS CLOUTIER,
Minister of Education.

47246

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire de Victoriaville

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la requête des caisses d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de Victoriaville » et « La Caisse Populaire de St-Rosaire », datée du 7 mars 1972, demandant la confirmation de l'acte d'accord prévoyant la fusion de ces deux caisses.

Le nom de la caisse résultant de cette fusion est « La Caisse Populaire de Victoriaville ».

Le siège social de cette caisse sera situé à Victoriaville, dans le district électoral d'Arthabaska.

Le territoire dans lequel la caisse pourra recruter ses membres sera la ville de Victoriaville et la paroisse de St-Rosaire.

Cette caisse sera affiliée à l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Trois-Rivières.

Québec, le 31 juillet 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47142-0

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire de Victoriaville

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the petition of the savings and credit union "La Caisse Populaire de Victoriaville" and "La Caisse Populaire de St-Rosaire", dated March 7, 1972, asking for the confirmation of the deed of agreement providing for the amalgamation of the two unions.

The name of the union resulting from this amalgamation will be "La Caisse Populaire de Victoriaville".

The head office of this union will be located in Victoriaville, electoral District of Arthabaska.

The territory from which the union will recruit its members will be the Town of Victoriaville and the Parish of St. Rosaire.

This union will be affiliated to the Union régionale des caisses populaires Desjardins de Trois-Rivières.

Québec, July 31, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47142

**Caisse d'économie Celanese
Canada Limitée « Coaticook »**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 16 avril 1972 par la « Caisse d'économie de Chemcell « Coaticook » », changeant son nom en celui de « Caisse d'économie Celanese Canada Limitée « Coaticook » ».

Québec, le 20 juillet 1972.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

47138-o

FERNAND LALONDE.

La Caisse Populaire Les Boulevards

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 1er mai 1972, par « La Caisse Populaire de St-Jean-de-Brébeuf de Trois-Rivières », changeant son nom en celui de « La Caisse Populaire Les Boulevards ».

Québec, le 31 juillet 1972.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

47140-o

FERNAND LALONDE.

**Caisse d'épargne des propriétaires et
employés de cabarets, hôtels, motels,
restaurants, tavernes du Québec**

Siège social: Montréal

*Avis conformément à l'article 95b de la Loi
des caisses d'épargne et de crédit*

Avis vous est donné, que vous avez fait défaut de préparer, depuis plus de trois ans, le compte rendu visé à l'article 80 de ladite loi.

En conséquence, le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pourra décréter la dissolution de votre caisse si, avant le sixantième jour qui suit la date du présent avis, vous n'avez pas remédié à cette omission.

Québec, le 1er août 1972.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

47105-o

FERNAND LALONDE.

**Caisse d'économie Celanese
Canada Limitée "Coaticook"**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted April 16, 1972, by the "Caisse d'économie de Chemcell "Coaticook"", changing its name to that of "Caisse d'économie Celanese Canada Limitée "Coaticook"".

Québec, July 20, 1972.

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47138

La Caisse Populaire Les Boulevards

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on May 1, 1972, by "La Caisse Populaire de St-Jean-de-Brébeuf de Trois-Rivières", changing its name to that of "La Caisse Populaire Les Boulevards".

Québec, July 31, 1972.

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47140

**Caisse d'épargne des propriétaires et
employés de cabarets, hôtels, motels,
restaurants, tavernes du Québec**

Head Office: Montreal

*Notice in conformity with section 95b of the
Savings and Credit Unions Act*

Notice is given that you have failed to prepare, for more than three years, the report mentioned in section 80 of the said Act.

Therefore, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives may decree the dissolution of your union if, before the sixtieth day following the date of this notice, you have not rectified such omission.

Québec, August 1, 1972.

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47105

Renseignements sur les compagnies

Lettres patentes annulées

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5a et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle* de ce deuxième avis.

Companies Information Act

Letters Patent Annulled

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5a and following of the Companies Information Act, the companies, whose names follow are cancelled from the date of the publication in the *Official Gazette* of this second notice.

Nom de la compagnie
Name of the Company

Adresse
Address

Agence D'assurances générales inc.	V. Vimont.
Albert Metals Corporation Ltd.	Sherbrooke.
J.A. Angel & Son Ltd.	Montréal.
Apiranthos Maxos Benevolent Organization Ltd.	Montréal.
Arrowhead Garage Ltd.	Westmount.
Ass. des Propriétaires de Taxis de St-Jean d'Iberville inc.	St. Jean.
Auto Moderne ltée.	Québec.
Auto Tourist Europe Inc.	Montréal.
Bar Manitou Mines Ltd.	Québec.
Beauceware Inc.	St-Joseph de Beauce.
Bédard & Donaldson ltée.	Montréal.
Bemo Co. Inc.	Montréal.
Elzéar Bertrand ltée.	Québec.
Blue Bonnets Automobile Ltd.	Montréal.
J.G. Boivin ltée.	Chicoutimi.
Boren's Knitting Mills Ltd.	Montréal.
Bornhall Investment Co. Inc.	Montréal.
Paul Bouchard inc.	Longueuil.
Jos. Boucher ltée.	Québec.
Breslow Construction Co.	Montréal.
Bridle & Saddle Hunt Inc.	Montréal.
Broadway Construction Co.	Montréal.
Brodeur (St. Jean) Inc.	Iberville.
G.A. Brown Inc.	Ste-Adèle-en-Bas.
Butler Corporation	V. de Laval.
Cameo Children's Wear Ltd.	Montréal.
Campbell's Bay Curling Club Inc.	Campbell's Bay.
Canada Black Granite Co. Ltd.	Noranda.
Canada Dye Works Ltd.	St. Jean.
Canada Specialties Ltd.	Québec.
Canadian Art Theatre Incorporated.	Montréal.
Canadian Auto Corporation.	Québec.
Canadian Chemical & Insecticide Mfg. Co. Ltd.	Montréal.
Carmel Enterprises Ltd.	Montréal.
La Chambre de Commerce de Paspébiac.	Paspébiac.
C. Roland Champeau ltée.	Montréal.
Church Avenue Cigar Store Inc.	Verdun.
Clerk Windows Ltd.	Montréal.
Club de Vendredi.	Montréal.
Como Bag Company Ltd.	St-Bruno.
Como Trading Corporation	St-Bruno.
Confection Guilmar inc.	Montréal.
Derogan Asbestos Corporation Ltd.	Montréal.
Dominion Logging & Contracting Ltd.	Beauport.
Dominion Silica Corporation Ltd.	Montréal.
Dominion Watch & Clock Co.	Montréal.
Drummond Merchants Ltd.	Kingsey Falls.
Edgar & Simmonds Ltd.	Sherbrooke.
Les Équipiers de St-Michel.	Chicoutimi.
Fairhill Investments Ltd.	Mount Royal.
Garage Boulevard Perras inc.	Montréal.
Gaspé Pulp & Pitwood Co. Ltd.	Havre de Gaspé.
La Cie Gaz Propane Pino ltée.	Mont-Joli.
Gladstone Sales Inc.	Montréal.
Paul Heller Fuel Ltd.	Montréal.
Philippe L'Herreault ltée.	St-Jean.
Hi-Fin Ltd.	Montréal.
Informatec Inc.	Québec.
Ingrid's Dress Salon Inc.	Montréal.
Island Construction Co. Ltd.	Mount Royal.

<i>Nom de la compagnie</i> <i>Name of Company</i>	<i>Adresse</i> <i>Address</i>	<i>Rapports non produits</i> <i>Returns not filed</i>
Judo Metals Corporation Ltd.		Montréal.
Réal Lauze limitée.		Montréal.
Raymond Lecompte Construction inc.		Valleyfield.
Léo Électriques ltée.		St-Eustache.
La Ligue des propriétaires de la Pointe-aux-Trembles.		Pointe-aux-Trembles.
Manoir du Château (Val d'Or) ltée.		Val d'Or.
Northland Mills Ltd.		Val d'Or.
Northline Doors Ltd.		St-Basile de Portneuf.
Oeuvre des Terrains de Jeux du Cap-de-la-Madeleine.		Cap-de-la-Madeleine.
Au Parasol ltée.		Chicoutimi.
Pittsco Explorations Ltd.		Montréal.
Platrage Provincial inc.		Québec.
Plessisville Sportif inc.		Plessisville.
Poirier Dorais Cie ltée.		Outremont.
Polroco Inc.		Ange-Gardien.
Marcel Prévost inc.		Montréal.
Québec Quarrying and Mining Corporation		Montréal.
Renel Inc.		Montréal.
Royal Children's Shop Ltd.		V. St-Laurent.
Seaboard Nickel Mines Ltd.		Montréal.
Service d'assurances Belec inc.		Beebe.
Seven Island Mining & Exploration Corporation Ltd.		Montréal.
Sherval Inc.		Beaconsfield.
Signal Chibougamau Mining Corporation.		Montréal.
Snowdon Major Fastball League Inc.		Montréal.
La Société de l'exposition de la Mauricie.		Shawinigan.
Société nationale Samuel de Champlain inc.		Québec.
St-Sauveur Luber Inc.		Montréal.
James Stuart & Sons Ltd.		Montréal.
Suffield Metals Corporation Ltd.		Sherbrooke.
Les Transformateurs Ponco ltée.		Verdun.
<i>Le directeur du service des compagnies,</i> 47105-o PIERRE DESJARDINS.		PIERRE DESJARDINS, <i>Director of the Companies Service.</i>

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5a et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Nom de la compagnie
Name of Company

Art Realities Company Ltd
Centrale Indépendante Catholique
Central Restaurant Ltd.
Centre des loisirs-Danse Baie des Chaleurs
Central Machine Works Ltd.
Centre de Desbiens inc.
Centre paroissial de St-Jean Port-Joli
Centre récréatif St-Prosper

Adresse
Address

Clarenceville
Outremont
Montréal
Cté Bonaventure
Montréal
Lac-St-Jean
St-Jean Port-Joli
St-Prosper de Dorchester

Rapports non produits
Returns not filed

1967 à-to 1971 incl.
1946 à-to 1971 incl.
1947 à-to 1971 incl.
initial
1959 à-to 1971 incl.
1969 à-to 1971 incl.
1949 à-to 1971 incl.
1952 à-to 1962,
1967 à-to 1971 incl.

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5a and following of the Companies Information Act, the companies whose names follow, have failed to file the return mentioned in section 4 of the said Act, for one year or more; The companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified fees, within the 30 days following publication of this notice.

<i>Nom de la compagnie</i> <i>Name of Company</i>	<i>Adresse</i> <i>Address</i>	<i>Rapports non produits</i> <i>Returns not filed</i>
Centre social de l'Abitibi inc.	Amos	1949 à-to 1971 incl.
Centre social récréatif de St-Romuald	St-Romuald	1949 à-to 1971 incl.
Century Trading Corporation	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Cercle d'aide aux infirmes Québec District	Québec	1949 à-to 1971 incl.
Cercle interallié de Montréal	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Cercle Lenoir inc.	Montréal	1939, 1947 à-to 1971 incl.
Cercle des loisirs de St-Valentin	Co. de St-Jean	1948 à-to 1955, 1959, 1965, 1966, 1967, 1969 et-and 1971.
Cercle récréatif d'Oka inc.	Oka	1948 à-to 1971 incl.
Cinémathèque de St-Lambert	St-Lambert	1950 à-to 1971 incl.
Cinémathèque de Joliette	Joliette	1948 à-to 1971 incl.
Citadelle Home Equipment Co. Ltd.	Mount Royal	initial, 1957 à-to 1971 incl.
Cité Laundry & Dry Cleaning Verdun Limited	Verdun	1963 à-to 1967 et-and 1971.
Ci-Thé-Ra limitée	Montréal	1947 à-to 1971 incl.
City Political Association	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
City Refrigeration Parts Ltd.	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
F. Chagnon & Cie limitée	Montréal	1948 à-to 1971 incl.
W. Chagnon et ses fils limitée	Montréal	1948 à-to 1971 incl.
Chalet Cochand inc.	Ste-Marguerite du Lac Masson	1945 à-to 1971 incl.
Chalet Marin inc.	Ste-Adèle	1946 à-to 1971 incl.
Chamard's Limited	Malbaie	1946 à-to 1971 incl.
Chambre de Commerce des Jeunes de Chicoutimi	Chicoutimi	1947 à-to 1971 incl.
Chambre de Commerce des jeunes de l'Épiphanie	Épiphanie	1944 à-to 1971 incl.
Chambre de Commerce des Jeunes de Mont-Joli	Mont-Joli	1954, 1959 à-to 1962, 1964 à-to 1971.
Chambre de Commerce des Jeunes de Rivière-du-Loup	Rivière du Loup	1951 à-to 1971 incl.
Chambre de Commerce des Jeunes de Ste-Catherine	Ste-Catherine	1949 à-to 1971 incl.
Chambre de Commerce des Jeunes de St-Hyacinthe	St-Hyacinthe	1948 à-to 1971 incl.
Chambre de Commerce de Maria	Maria	1947 à-to 1971 incl.
La Chambre de Commerce de St-Jean L'Évangéliste	Co. Bonaventure	1950 à-to 1971 incl.
La Chambre de Commerce Junior de Joliette	Joliette	1948 à-to 1971 incl.
Champagne & Cadieux limitée	Acton Vale	1949 à-to 1971 incl.
Charles Lumber and Timber Company	Québec	1955 à-to 1971 incl.
Le Chatelet inc.	Québec	1948 à-to 1971 incl.
Chaudière Golf Club	Québec	1942 à-to 1971 incl.
Chaudière Lumber Inc.	Québec	1947 à-to 1971 incl.
Chaussure Desbiens Shoe Ltd.	Bagotville	1951 à-to 1971 incl.
Chaussure Planet limitée	Montréal	1944 à-to 1971 incl.
Chaux Bonsecours limitée	Cté Shefford	1951 à-to 1971 incl.
Chavigny Gold Mines Ltd.	Montréal	1951 à-to 1971 incl.
Chenille Dyers Limited	Longueuil	1951 à-to 1971 incl.
Cheryl Lee Dress & Sportswear Inc.	Montréal	1958, 1960, 1962 à-to 1971 incl.
Les Chevaliers de Carillon inc.	Montréal	1949 à-to 1971 incl.
Chez Roberge incorporée	Montréal	1954 à-to 1971 incl.
Chibmac Mines Limited	Montréal	1946 à-to 1971 incl.

<i>Nom de la compagnie Name of Company</i>	<i>Adresse Address</i>	<i>Rapports non produits Returns not filed</i>
Chic Underwear Inc.	Montréal	1948, 1950 à-to 1971 incl.
The Choral Society of St-Eustache sur le Lac	Ste-Eustache sur le Lac	1956, 1958 à-to 1971 incl.
Christine Sportswear Inc.	Montréal	1953 à-to 1971 incl.
Claire Belle inc.	Montréal	initial, 1968 à-to 1971 incl.
Clair Industries inc.	Grandes Piles	1946 à-to 1971 incl.
C.O. Clark Bro. Ltd.	Lachine	1950, 1951, 1953 à-to 1971 incl.
Classic Curtain Sales Corporation	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Clement's Market Limited	Montréal	1951 à-to 1971 incl.
Le Club des Anciens de Ste-Marie	Montréal	1948 à-to 1971 incl.
Le Club Athlétique « Les Tigres du Cap »	Québec	1950 à-to 1971 incl.
Club Automobile St-Victor Beauce	Co. Beauce	1953 à-to 1971 incl.
Club des Automobilistes de St-Zacharie	St-Zacharie	1948 à-to 1971 incl.
Club de baseball amateur Les Cubs de Drummondville inc.	Drummondville	1948 à-to 1971 incl.
Club de baseball Farnham enregistré	Farnham	1948 à-to 1971 incl.
Le Club de canotage Radillon des Trois-Rivières inc.	Trois-Rivières	1955 à-to 1971 incl.
Club Colombien St-Donat	Saint-Donat	1952 à-to 1971 incl.
Club de Croquet Lachine inc.	Lachine	1966 à-to 1971 incl.
Club de croquet Ste-Cunégonde	Montréal	1956 à-to 1971 incl.
Club Chez Maurice inc.	Montréal	1942 à-to 1971 incl.
Club des Dauphins inc.	Québec	1966 à-to 1971 incl.
Club des Forges inc.	Trois-Rivières	1948 à-to 1971 incl.
Club de hockey Les Rapides de Thetford Mines inc.	Thetford Mines	1948 à-to 1971 incl.
Club de hockey de St-Hyacinthe inc.	St-Hyacinthe	1947 à-to 1971 incl.
Club de hockey de St-Phillipe des T.R.	Trois-Rivières	1944 à-to 1971 incl.
Club Iberville indépendant	Iberville	1949 à-to 1971 incl.
Club indépendant St-Hubert	Montréal	1946 à-to 1950, 1955 à-to 1957, 1959, 1962 à-to 1971 incl.
Club juvénile de Ste-Anne de Bellevue	Ste-Anne de Bellevue	1954, 1957 à-to 1971 incl.
Club Lapointe Drouin inc.	Québec	1940 à-to 1971 incl.
Club Letellier de St-Just inc.	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Club des loisirs du Lac du Cerf inc.	Mont-Laurier	1949 à-to 1971 incl.
Club Monsabre Ltd.	Montréal	1970 et-and 1971.
Club musical des jeunes de St-Georges	St-Georges de Beauce	1948 à-to 1971 incl.
Club nautique des Trois-Rivières	Trois-Rivières	1941 à-to 1971 incl.
Club ouvrier libéral inc.	Québec	1942 à-to 1971 incl.
Club ouvrier Rosemont inc.	Montréal	1937 à-to 1971 incl.
Club de pêche et de chasse Cartier inc.	Joliette	1949 à-to 1971 incl.
Club Progressiste Conservateur de Québec	Québec	1949 à-to 1971 incl.
Club de Raquetteurs Le Pionnier inc.	Noranda	1964 à-to 1971 incl.
Club récréatif de Beauport Ouest	St-Michel de Beauport	1949, 1956, 1957, 1959 à-to 1971 incl.
Club Rendez-Vous	St-Anne de Bellevue	1948, 1951 à-to 1971 incl.
Club de Ski de Maniwaki	Maniwaki	1968, 1970 et-and 1971
Club de ski Manville	Asbestos	1951 à-to 1971 incl.

<i>Nom de la compagnie</i> <i>Name of Company</i>	<i>Adresse</i> <i>Address</i>	<i>Rapports non produits</i> <i>Returns not filed</i>
Club St-Joseph's Club	Roch Island	1946 à-to 1971 incl.
Clothescraft Ltd.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Ferronnerie Économique inc.	Québec	1965 à-to 1971 incl.
J. Ulric Levasseur & fils ltée	Ste-Angèle de Laval	1963 à-to 1971 incl.
Jules Racicot inc.	Montréal	1971.
Regimental Supply Inc.	Québec	1963 à-to 1971 incl.
La société du Drapeau National inc.	Montréal	1944 à-to 1971 incl.

Le directeur du service des compagnies,
 47105-o PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Branch,
 47105-o PIERRE DESJARDINS.

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

General Insurance Company of America

*Avis d'émission de permis et de
certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « General Insurance Company of America », enregistrée sous le numéro 746, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 898, qui l'autorise à compter du 13 juin 1972, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie, et accessoirement: agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, fuite d'eau, grêle, intempéries, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Défectuosité d'extincteurs automatiques; Explosion; Faux; Garantie (cautionnement et détournement); Ouragan; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à Seattle, état de Washington, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur C.-Antoine Geoffrion, c.r., 500, Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 19 juillet 1972.

*Pour le ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,*

47073-31-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

General Insurance Company of America

*Notice of Issue of License and
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "General Insurance Company of America", registered under number 746, has obtained the license and certificate of registry number 898, authorizing it, as from the 13th of June 1972, to undertake in the Province contracts of insurance in the following classes: Fire, and supplementary thereto: civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, water damage, weather; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Explosion; Forgery; Guarantee (fidelity and surety); Inland transportation Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sprinkler leakage; Theft; Windstorm.

The head office of the company is situated at Seattle, State of Washington, United States of America.

The company has appointed Mr. C.-Antoine Geoffrion, q.c., 500, Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 19th of July, 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

47073-31-2-o

**Switzerland General Insurance Company Limited
La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales**

(Erratum)

Dans l'avis publié dans l'édition du 5 août, à la page 7179, le titre aurait dû se lire comme ci-haut.

47074-x

Switzerland General Insurance Company Limited
La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances
Générales

Avis d'annulation de permis et de
certificat d'enregistrement

Attendu que « Switzerland General Insurance Company Limited — La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales », dont le siège social est situé à Zurich, Suisse, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Company of Canada » dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 21 juillet 1972, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 30 juin 1972;

Attendu que « La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Company of Canada » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Switzerland General Insurance Company Limited — La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement de « Switzerland General Insurance Company Limited — La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales » sont annulés à compter du 30 juin 1972;

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 21 juillet 1972.

Pour le ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,

47074-31-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Switzerland General Insurance Company Limited
La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances
Générales

Notice of Cancellation of License and
Certificate of Registration

Whereas "Switzerland General Insurance Company Limited — La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales", whose head office is situated at Zurich, Switzerland which company was duly authorized to do business, in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Company of Canada" whose head office is situated at Montreal, Province of Québec, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 21st of July 1972, with effect from the 30th of June 1972;

Whereas "La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Company of Canada" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "Switzerland General Insurance Company Limited — La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Switzerland General Insurance Company Limited — La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales" are cancelled as from the 30th of June 1972;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 21st of July, 1972.

For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

47074-31-2-o

Liquidation — Loi de la

Winding — Up Act

Syndicat St-Jude

(Loi des syndicats coopératifs)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Syndicat St-Jude », tenue à Montréal-Nord, le 29 novembre 1971, il a été résolu à l'unanimité que les affaires dudit syndicat soient liquidées et que celui-ci soit dissous, en vertu de la Loi des Syndicats coopératifs et de la Loi de la liquidation des compagnies et que MM. Raoul Asselin, Albert Asselin et Maurice Asselin soient nommés liquidateurs.

Québec, le 25 juillet 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47154-o

Syndicat St-Jude

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Syndicat St-Jude", held in Montreal North, on November 29, 1971, it was unanimously resolved that the affairs of the said syndicate be wound up, that the latter be dissolved, pursuant to the Cooperative Syndicates Act and to the Winding-Up Act and that Messrs. Raoul Asselin, Albert Asselin and Maurice Asselin be appointed liquidators.

Québec, July 25, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

47154

Société coopérative agricole de Ferme-Neuve

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de Ferme-Neuve », tenue à Ferme-Neuve, dans le district électoral de Labelle, le 18 juillet 1972, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Lucien Ouellette, Armand Brault et Roland Gagnon soient nommés liquidateurs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
47150-0 FERNAND LALONDE.

Syndicat de Travail de Lac Castagnier

(Loi des syndicats coopératifs)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Syndicat de Travail de Lac Castagnier », tenue à Lac Castagnier, dans le district électoral d'Abitibi-Est, le 14 mai 1972, il a été résolu que les affaires de la coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Charlemagne Dandurand soit nommé liquidateur.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
47151-0 FERNAND LALONDE.

Caisse d'épargne Universitas Savings Union

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Caisse d'épargne Universitas Savings Union », tenue à Ste-Foy le 9 juin 1972, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Monsieur Gérard Brouard soit nommé liquidateur.

Québec, le 15 juin 1972.
*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
47139-0 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse Populaire du Séminaire de Gaspé

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire du Séminaire de Gaspé », tenue le 5 mai 1972, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite caisse soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Monsieur Mario Lavoie soit nommé liquidateur.

Québec, le 31 juillet 1972.
*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
47141-0 FERNAND LALONDE.

Société coopérative agricole de Ferme-Neuve

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the "Société coopérative agricole de Ferme-Neuve", held in Ferme-Neuve, in the electoral District of Labelle, on July 18, 1972, it was resolved that the cooperative be wound up, in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and of the Winding-Up Act, and that Messrs. Lucien Ouellette, Armand Brault and Roland Gagnon be appointed liquidators.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
47150

Syndicat de Travail de Lac Castagnier

(Cooperative Syndicates Act)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de Lac Castagnier", held at Lac Castagnier, in the electoral District of Abitibi-East, on May 14, 1972, it was resolved that the affairs of the cooperative be wound up and that the latter be dissolved, the foregoing to the provisions of the Cooperative Syndicates Act and of the Winding-Up Act, and that Mr. Charlemagne Dandurand be appointed liquidator.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
47151

Caisse d'épargne Universitas Savings Union

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that a special general meeting of the members of the "Caisse d'épargne Universitas Savings Union", held in Ste. Foy on June 9, 1972, it was resolved that the affairs of said credit union be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Gérard Brouard be appointed liquidator.

Québec, June 15, 1972.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
47139

La Caisse Populaire du Séminaire de Gaspé

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire du Séminaire de Gaspé", held on May 5, 1972, it was unanimously resolved that the affairs of the said union be wound up, that the union be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and to the Winding-Up Act and that Mr. Mario Lavoie be appointed liquidator.

Québec, July 31, 1972.
FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
47141

Syndicats professionnels**Professional Syndicates****Association des Camionneurs Artisans du
Comté de Richelieu***(Loi des syndicats professionnels)*

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 juillet 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Richelieu », avec siège social situé à Richelieu, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
- compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

47107-o 32-72

**Association des Camionneurs Artisans du
Comté de Richelieu***(Professional Syndicates Act)*

Notice is given that, on July 3, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Richelieu", with head office located in Richelieu, judicial District of St. Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47107 32-72

**Association des Camionneurs Artisans du
Comté de St-Hyacinthe***(Loi des syndicats professionnels)*

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 juin 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de St-Hyacinthe », avec siège social situé à Ste-Madeleine, district judiciaire de St-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

47108-o 23-72 47108

**Association des Camionneurs Artisans du
Comté de St-Hyacinthe***(Professional Syndicates Act)*

Notice is given that on June 2, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de St-Hyacinthe", with its head office located at Ste. Madeleine, judicial District of St. Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47108 23-72

Soumissions — Demandes de**Tenders — Requests for****Ville de Laval***(Erratum)*

Dans l'avis publié dans l'édition du 29 juillet, à la page 6226, au tableau d'amortissement, nous aurions dû lire 20 ans au lieu de 10 ans. À la page 6228, dans la nomenclature des règlements, au numéro L-1986-LAE, nous aurions dû lire \$466,000 au lieu de \$446,000.

46983-x

**Cité d'Alma
Comté du Lac St-Jean**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Tremblay, greffier, Hôtel de Ville, 381, rue St-Joseph, Alma, comté du Lac St-Jean, P.Q., jusqu'à 2 heures de l'après-midi, lundi, le 28 août 1972, pour l'achat de \$670,000 d'obligations de la cité d'Alma, comté du Lac St-Jean, datées du 15 septembre 1972 et remboursables en série du 15 septembre 1973 au 15 septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement

**City of Alma
County of Lac St. Jean**

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Paul Tremblay, City Clerk, at the City Hall, 381 St. Joseph Street, Alma, County of Lac St. Jean, P.Q., until 2:00 o'clock p.m., on Monday, August 28, 1972, for the purchase of a bond issue of \$670,000 for the City of Alma, County of Lac St. Jean, dated September 15, 1972 and redeemable serially from September 15, 1973 to September 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 15th and

les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1972.

September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1972.

Tableau d'amortissement — \$670,000 — 20 ans

Année	Capital
15 septembre 1973	\$13,000
15 septembre 1974	14,000
15 septembre 1975	17,000
15 septembre 1976	17,000
15 septembre 1977	19,000
15 septembre 1978	21,000
15 septembre 1979	23,000
15 septembre 1980	25,000
15 septembre 1981	26,000
15 septembre 1982	28,000
15 septembre 1983	31,000
15 septembre 1984	32,000
15 septembre 1985	36,000
15 septembre 1986	38,000
15 septembre 1987	44,000
15 septembre 1988	47,000
15 septembre 1989	52,000
15 septembre 1990	56,000
15 septembre 1991	60,000
15 septembre 1992	71,000

Redemption table — \$670,000 — 20 years

Year	Capital
September 15, 1973	\$13,000
September 15, 1974	14,000
September 15, 1975	17,000
September 15, 1976	17,000
September 15, 1977	19,000
September 15, 1978	21,000
September 15, 1979	23,000
September 15, 1980	25,000
September 15, 1981	26,000
September 15, 1982	28,000
September 15, 1983	31,000
September 15, 1984	32,000
September 15, 1985	36,000
September 15, 1986	38,000
September 15, 1987	44,000
September 15, 1988	47,000
September 15, 1989	52,000
September 15, 1990	56,000
September 15, 1991	60,000
September 15, 1992	71,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$71,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$71,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in

ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$71,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité d'Alma s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 413 (430) — \$80,000 — aqueduc, égouts et voirie; 421 (430) — \$105,000 — aqueduc, égouts et voirie; 431 — \$135,000 — aqueduc, égouts et voirie; 433 — \$350,000 — éclairage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue lundi, le 28 août 1972, à 2 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 381, rue Saint-Joseph, Alma, comté du Lac Saint-Jean, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Alma (Comté du Lac St-Jean), ce 3 août 1972.

Le greffier,
PAUL TREMBLAY.

Hôtel de Ville, 381, rue St-Joseph,
Alma, (Lac St-Jean), P.Q.

Téléphone: 662-6501, code 418. 47205-0

Municipalité de Saint-Luc-de-Laval
Conté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis Marceau, secrétaire-trésorier, Bureau municipal, Case postale 278, St-Luc-de-Laval, comté de Saguenay, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, mercredi, le 30 août 1972, pour l'achat de \$135,000 d'obligations de la municipalité de St-Luc-de-Laval, comté de Saguenay, datées du 15 septembre 1972 et remboursables en série du 15 septembre 1973 au 15 septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1972.

Tableau d'amortissement — \$135,000 — 20 ans	
Année	Capital
15 septembre 1973.....	\$ 3,000
15 septembre 1974.....	3,000

Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$71,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Alma agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within sixty days upon, from and after September 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 413 (430) — \$80,000 — aqueduct, sewers and roads; 421 (430) — \$105,000 — aqueduct, sewers and roads; 431 — \$135,000 — aqueduct, sewers and roads; 433 — \$350,000 — lighting.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, August 28, 1972, at 2:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 381 St. Joseph Street, Alma, County of Lac St. Jean, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Alma (County of Lac St. Jean), August 3, 1972.

PAUL TREMBLAY,
City Clerk.

City Hall, 381 St. Joseph Street,
Alma, (Lac St. Jean), P.Q.

Telephone: 662-6501, Code 418. 47205

Municipality of Saint-Luc-de-Laval
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Louis Marceau, Secretary-Treasurer, at the Municipal Office, Postal Box 278, St. Luc-de-Laval, County of Saguenay, P.Q., until 7:00 o'clock, p.m., on Wednesday, August 30, 1972, for the purchase of a bond issue of \$135,000 for the Municipality of St. Luc-de-Laval, County of Saguenay, dated September 15, 1972 and redeemable serially from September 15, 1973 to September 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1972.

Redemption table — \$135,000 — 20 years	
Year	Capital
September 15, 1973.....	\$ 3,000
September 15, 1974.....	3,000

15 septembre 1975	\$ 3,500	September 15, 1975	\$ 3,500
15 septembre 1976	3,500	September 15, 1976	3,500
15 septembre 1977	4,000	September 15, 1977	4,000
15 septembre 1978	4,000	September 15, 1978	4,000
15 septembre 1979	4,500	September 15, 1979	4,500
15 septembre 1980	5,000	September 15, 1980	5,000
15 septembre 1981	5,500	September 15, 1981	5,500
15 septembre 1982	5,500	September 15, 1982	5,500
15 septembre 1983	6,500	September 15, 1983	6,500
15 septembre 1984	7,000	September 15, 1984	7,000
15 septembre 1985	7,500	September 15, 1985	7,500
15 septembre 1986	8,000	September 15, 1986	8,000
15 septembre 1987	8,500	September 15, 1987	8,500
15 septembre 1988	9,500	September 15, 1988	9,500
15 septembre 1989	10,500	September 15, 1989	10,500
15 septembre 1990	11,000	September 15, 1990	11,000
15 septembre 1991	12,000	September 15, 1991	12,000
15 septembre 1992	13,000	September 15, 1992	13,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$13,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Forestville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$13,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de St-Luc-de-Laval s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$13,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Forestville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$13,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of St. Luc-de-Laval agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within

dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 38 — \$135,000 — contribution au coût d'un aréna conjoint avec la ville de Forestville.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 30 août 1972, à 7 heures du soir, Bureau municipal, Case postale 278, St-Luc-de-Laval, comté de Saguenay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Luc-de-Laval (Comté du Saguenay), ce 4 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
LOUIS MARCEAU.

Bureau municipal, Case postale 278,
St-Luc-de-Laval, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: 587-2121, code 418. 47210-0

Municipalité de Fleurimont Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Caron, secrétaire-trésorier, Bureau municipal, 1655, Chemin Galvin, Case postale 1506 Sherbrooke, Fleurimont, comté de Sherbrooke, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, mardi, le 29 août 1972, pour l'achat de \$1,117,000 d'obligations de la municipalité de Fleurimont, comté de Sherbrooke, datées du 15 septembre 1972 et remboursables en série du 15 septembre 1973 au 15 septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,117,000 — 20 ans

Année	Capital
15 septembre 1973	\$ 24,000
15 septembre 1974	26,000
15 septembre 1975	28,000
15 septembre 1976	30,000
15 septembre 1977	33,000
15 septembre 1978	36,000
15 septembre 1979	38,000
15 septembre 1980	41,000
15 septembre 1981	45,000
15 septembre 1982	48,000
15 septembre 1983	29,000
15 septembre 1984	32,000
15 septembre 1985	34,000
15 septembre 1986	36,000
15 septembre 1987	40,000
15 septembre 1988	38,000

the sixty days upon, from and after September 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 38 — \$135,000 — contribution to the cost of an arena jointly with the Town of Forestville.

Tenders will be opened and considered at a meeting on the Council to be held on Wednesday, August 30, 1972, at 7:00 o'clock, p.m., at the Municipal Office, Postal Box 278, St. Luc-de-Laval, County of Saguenay, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Luc-de-Laval (County of Saguenay), August 4, 1972.

LOUIS MARCEAU,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, Postal Box 278,
St. Luc-de-Laval, (Saguenay), P.Q.
Telephone: 587-2121, Code 418. 47210

Municipality of Fleurimont County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Caron, Secretary-Treasurer, Municipal Office, 1655 Galvin Road, P.O. Box 1506, Sherbrooke, Fleurimont, County of Sherbrooke, P.Q., until 7:00 o'clock p.m., on Tuesday, August 29, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,117,000 for the Municipality of Fleurimont, County of Sherbrooke, dated September 15, 1972, and redeemable serially from September 15, 1973, to September 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1972.

Redemption table — \$1,117,000 — 20 years

Year	Capital
September 15, 1973	\$ 24,000
September 15, 1974	26,000
September 15, 1975	28,000
September 15, 1976	30,000
September 15, 1977	33,000
September 15, 1978	36,000
September 15, 1979	38,000
September 15, 1980	41,000
September 15, 1981	45,000
September 15, 1982	48,000
September 15, 1983	29,000
September 15, 1984	32,000
September 15, 1985	34,000
September 15, 1986	36,000
September 15, 1987	40,000
September 15, 1988	38,000

15 septembre 1989	\$ 41,000
15 septembre 1990	44,000
15 septembre 1991	47,000
15 septembre 1992	427,000

September 15, 1989	\$ 41,000
September 15, 1990	44,000
September 15, 1991	47,000
September 15, 1992	427,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$375,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1992 au montant de \$427,000 comprend un solde de \$375,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
15 septembre 1993	\$24,000
15 septembre 1994	26,000
15 septembre 1995	28,000
15 septembre 1996	30,000
15 septembre 1997	33,000
15 septembre 1998	36,000
15 septembre 1999	39,000
15 septembre 2000	42,000
15 septembre 2001	46,000
15 septembre 2002	49,000
15 septembre 2003	1,500
15 septembre 2004	1,500
15 septembre 2005	2,000
15 septembre 2006	2,000
15 septembre 2007	2,000
15 septembre 2008	2,000
15 septembre 2009	2,500
15 septembre 2010	2,500
15 septembre 2011	3,000
15 septembre 2012	3,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$375,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of September 15, 1992, in the amount of \$427,000 includes a balance of \$375,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	Capital
September 15, 1993	\$24,000
September 15, 1994	26,000
September 15, 1995	28,000
September 15, 1996	30,000
September 15, 1997	33,000
September 15, 1998	36,000
September 15, 1999	39,000
September 15, 2000	42,000
September 15, 2001	46,000
September 15, 2002	49,000
September 15, 2003	1,500
September 15, 2004	1,500
September 15, 2005	2,000
September 15, 2006	2,000
September 15, 2007	2,000
September 15, 2008	2,000
September 15, 2009	2,500
September 15, 2010	2,500
September 15, 2011	3,000
September 15, 2012	3,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$427,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Fleurimont s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 101 — \$160,000 — aqueduc et égouts; 122 — \$45,000 — aqueduc, égouts et voirie; 124 — \$75,000 — voirie; 130 — \$275,000 — voirie; 133-A — \$39,000 — aqueduc et égouts; 134 — \$145,000 — aqueduc, égouts, voirie; 139 — \$293,000 — aqueduc, égouts et voirie; 141 — \$85,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 août 1972, à 7 heures du soir, Bureau municipal, 1655, Chemin Galvin, Case postale 1506, Sherbrooke, Fleurimont, comté de Sherbrooke, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fleurimont (Comté de Sherbrooke), ce 4 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ROGER CARON.

Bureau municipal, 1655, Chemin Galvin,
Case postale 1506, Sherbrooke,
Fleurimont, (Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: 569-1583, code 819. 47206-0

Commission scolaire de Port-Cartier Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raymond Lajeunesse, directeur-général, Bureau administratif de la commission scolaire, Case postale 550, Port-Cartier, comté de Saguenay, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 28 août 1972, pour l'achat de \$340,500 d'obligations de la commission scolaire de Port-Cartier, comté de Saguenay, datées du 15 septembre 1972 et remboursables en série du 15 septembre 1973 au 15 septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1972.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$427,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of Fleurimont agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to the following by-laws: 101 — \$160,000 — aqueduct and sewers; 122 — \$45,000 — aqueduct, sewers and roads; 124 — \$75,000 — roads; 130 — \$275,000 — roads; 133-A — \$39,000 — aqueduct and sewers; 134 — \$145,000 — aqueduct, sewers, roads; 139 — \$293,000 — aqueduct, sewers, roads; 141 — \$85,000 — roads.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, August 29, 1972, at 7:00 o'clock p.m., Municipal Office, 1655 Galvin Road, P.Q. Box 1506, Sherbrooke, Fleurimont, County of Sherbrooke, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Fleurimont (County of Sherbrooke), August 4, 1972.

ROGER CARON,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, 1655 Galvin Road,
P.O. Box 1506, Sherbrooke,
Fleurimont, (Sherbrooke), P.Q.
Telephone: 569-1583, code 819. 47206

The Port-Cartier School Board County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Raymond Lajeunesse, general director, at the School Board Administration Office, Post Office Box 550, Port-Cartier, County of Saguenay, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, August 28, 1972, for the purchase of a bond issue of \$340,500 for the Port-Cartier School Board, County of Saguenay, dated September 15, 1972 and redeemable serially from September 15, 1973 to September 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1972.

Tableau d'amortissement — \$340,500 — 20 ans

Année	Capital
15 septembre 1973.....	x\$48,500
15 septembre 1974.....	x 52,000
15 septembre 1975.....	x 56,500
15 septembre 1976.....	13,000
15 septembre 1977.....	14,000
15 septembre 1978.....	14,500
15 septembre 1979.....	16,000
15 septembre 1980.....	17,500
15 septembre 1981.....	19,000
15 septembre 1982.....	20,500
15 septembre 1983.....	5,000
15 septembre 1984.....	5,000
15 septembre 1985.....	5,500
15 septembre 1986.....	6,000
15 septembre 1987.....	6,500
15 septembre 1988.....	7,000
15 septembre 1989.....	7,500
15 septembre 1990.....	8,000
15 septembre 1991.....	9,000
15 septembre 1992.....	9,500

Redemption table — \$340,500 — 20 years

Year	Capital
September 15, 1973.....	x\$48,500
September 15, 1974.....	x 52,000
September 15, 1975.....	x 56,500
September 15, 1976.....	13,000
September 15, 1977.....	14,000
September 15, 1978.....	14,500
September 15, 1979.....	16,000
September 15, 1980.....	17,500
September 15, 1981.....	19,000
September 15, 1982.....	20,500
September 15, 1983.....	5,000
September 15, 1984.....	5,000
September 15, 1985.....	5,500
September 15, 1986.....	6,000
September 15, 1987.....	6,500
September 15, 1988.....	7,000
September 15, 1989.....	7,500
September 15, 1990.....	8,000
September 15, 1991.....	9,000
September 15, 1992.....	9,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$144,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 3 versements de \$48,000 de 1973 à 1975 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

La commission scolaire de Port-Cartier, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$9,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 1992.

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a grant of \$144,000, awarded by the Provincial Government and payable in 3 instalments of \$48,000 each from 1973 to 1975 inclusive, will be applied to the service of this loan. The instalments paid on such grant will be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the debt service on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The Port-Cartier School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation (including those indicated above), the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds will not be for an amount less than \$9,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Port-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$9,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire de Port-Cartier s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 20 avril 1971 — \$225,000 — agrandissement de l'école élémentaire Rivière Pentecôte; 25 octobre 1971 — \$115,500 — dépenses d'immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire qui sera tenue lundi, le 28 août 1972, à 8 heures du soir, Bureau administratif de la commission scolaire, Case postale 550, Port-Cartier, comté de Saguenay, P.Q.

La commission scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Port-Cartier (Comté de Saguenay), ce 3 août 1972.

Le directeur général,
RAYMOND LAJEUNESSE.

Bureau administratif de la commission scolaire,
Case postale 550, Port-Cartier (Saguenay), P.Q.
Téléphone: 766-2912, code 418. 47209-0

Île-du-Hâvre-Aubert
Comté des Îles-de-la-Madeleine

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léon Reid, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, Case postale 36, Île-du-Hâvre-Aubert, comté des Îles-de-la-Madeleine, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir (heure de l'Atlantique), jeudi, le 31 août 1972, pour l'achat de \$200,000 d'obligations de l'Île-du-Hâvre-Aubert, comté des Îles-de-la-Madeleine, datées du 15 septembre 1972 et remboursables en série du 15 septembre 1973 au 15 septembre 1992 inclusivement, avec

However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and will comprise one only of the terms, save in the cases stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Port-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$9,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Port-Cartier School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: April 20, 1971 — \$225,000 — enlargement of the Rivière Pentecôte Elementary School; October 25, 1971 — \$115,500 — immobilization expenses.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Board to be held on Monday, August 28, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the School Board Administration Office, Post Office Box 550, Port-Cartier, County of Saguenay, P.Q.

The School Board does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Port-Cartier (County of Saguenay), August 3, 1972.

RAYMOND LAJEUNESSE,
General Director.

School Board Administration Office,
Post Office Box 550, Port-Cartier (Saguenay), P.Q.
Telephone: 766-2912, code 418. 47209

Île-du-Hâvre-Aubert
County of Îles-de-la-Madeleine

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léon Reid, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, P.O. Box 36, Île-du-Hâvre-Aubert, County of Îles-de-la-Madeleine, P.Q., until 7:30 o'clock p.m. (Atlantic time) Thursday, August 31, 1972, for the purchase of a bond issue of \$200,000 for Île-du-Hâvre-Aubert, County of Îles-de-la-Madeleine, dated September 15, 1972, and redeemable serially from September 15, 1973 to September 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more

intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1972.

than 8%, payable semiannually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1972.

Tableau d'amortissement — \$200,000 — 20 ans
Année Capital

Année	Capital
15 septembre 1973	\$ 1,000
15 septembre 1974	1,000
15 septembre 1975	1,000
15 septembre 1976	1,000
15 septembre 1977	2,000
15 septembre 1978	2,000
15 septembre 1979	2,000
15 septembre 1980	2,000
15 septembre 1981	2,000
15 septembre 1982	3,000
15 septembre 1983	2,000
15 septembre 1984	2,000
15 septembre 1985	2,000
15 septembre 1986	3,000
15 septembre 1987	3,000
15 septembre 1988	4,000
15 septembre 1989	3,000
15 septembre 1990	3,000
15 septembre 1991	4,000
15 septembre 1992	157,000

Redemption table — \$200,000 — 20 years
Year Capital

Year	Capital
September 15, 1973	\$ 1,000
September 15, 1974	1,000
September 15, 1975	1,000
September 15, 1976	1,000
September 15, 1977	2,000
September 15, 1978	2,000
September 15, 1979	2,000
September 15, 1980	2,000
September 15, 1981	2,000
September 15, 1982	3,000
September 15, 1983	2,000
September 15, 1984	2,000
September 15, 1985	2,000
September 15, 1986	3,000
September 15, 1987	3,000
September 15, 1988	4,000
September 15, 1989	3,000
September 15, 1990	3,000
September 15, 1991	4,000
September 15, 1992	157,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$12,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1992 au montant de \$157,000 comprend un solde de \$153,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$12,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 2012, of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of September 15, 1992 in the amount of \$157,000 includes a balance of \$153,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>	<i>Year</i>	<i>Capital</i>
15 septembre 1993	\$ 4,000	September 15, 1993	\$ 4,000
15 septembre 1994	4,000	September 15, 1994	4,000
15 septembre 1995	5,000	September 15, 1995	5,000
15 septembre 1996	4,000	September 15, 1996	4,000
15 septembre 1997	5,000	September 15, 1997	5,000
15 septembre 1998	6,000	September 15, 1998	6,000
15 septembre 1999	6,000	September 15, 1999	6,000
15 septembre 2000	7,000	September 15, 2000	7,000
15 septembre 2001	6,000	September 15, 2001	6,000
15 septembre 2002	7,000	September 15, 2002	7,000
15 septembre 2003	7,000	September 15, 2003	7,000
15 septembre 2004	8,000	September 15, 2004	8,000
15 septembre 2005	9,000	September 15, 2005	9,000
15 septembre 2006	9,000	September 15, 2006	9,000
15 septembre 2007	9,000	September 15, 2007	9,000
15 septembre 2008	10,000	September 15, 2008	10,000
15 septembre 2009	11,000	September 15, 2009	11,000
15 septembre 2010	12,000	September 15, 2010	12,000
15 septembre 2011	12,000	September 15, 2011	12,000
15 septembre 2012	12,000	September 15, 2012	12,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-aux-Meules.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$157,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'Île-du-Havre-Aubert s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 19 (tel que modifié) — \$100,000 — aqueduc; 27 (tel que modifié) — \$100,000 — aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 31 août 1972, à 7.30 heures du soir (heure de l'Atlantique), Bureau de la corporation, Case postale 36, Île-du-Havre-Aubert, comté des Îles-de-la-Madeleine, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Île-du-Havre-Aubert (Comté des Îles-de-la-Madeleine), ce 4 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. LÉON REID.

Bureau de la Corporation, Case postale 36,
Île-du-Havre-Aubert,
(Comté des Îles-de-la-Madeleine), P.Q.
Téléphone: 937-5205, code 418.

47207-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Cap-aux-Meules.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$157,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Île-du-Havre-Aubert agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to following by-laws: 19 (as amended) — \$100,000 — aqueduct; 27 (as amended) — \$100,000 — aqueduct.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, August 31, 1972, at 7:30 o'clock p.m. (Atlantic time) at the Office of the Corporation, P.O. Box 36, Île-du-Havre-Aubert, County of Îles-de-la-Madeleine, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Île-du-Havre-Aubert (County of Îles-de-la-Madeleine), August 4, 1972.

MR. LÉON REID,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, P.O. Box 36,
Île-du-Havre-Aubert,
(County of Îles-de-la-Madeleine), P.Q.
Telephone: 937-5205, code 418.

47207

Cité de Drummondville
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Bernier, greffier, Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 30 août 1972, pour l'achat de \$1,462,000 d'obligations de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 15 septembre 1972 et remboursables en série du 15 septembre 1973 au 15 septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1972.

City of Drummondville
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Bernier, City Clerk, City Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, County of Drummond, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, August 30, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,462,000 for the City of Drummondville, County of Drummond, dated September 15, 1972, and redeemable serially from September 15, 1973 to September 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,462,000 — 20 ans
Année Capital

15 septembre 1973	\$ 32,000
15 septembre 1974	34,000
15 septembre 1975	37,000
15 septembre 1976	40,000
15 septembre 1977	43,000
15 septembre 1978	47,000
15 septembre 1979	49,000
15 septembre 1980	55,000
15 septembre 1981	59,000
15 septembre 1982	63,000
15 septembre 1983	69,000
15 septembre 1984	75,000
15 septembre 1985	80,000
15 septembre 1986	87,000
15 septembre 1987	92,000
15 septembre 1988	101,000
15 septembre 1989	110,000
15 septembre 1990	119,000
15 septembre 1991	129,000
15 septembre 1992	141,000

Redemption table — \$1,462,000 — 20 years
Year Capital

September 15, 1973	\$ 32,000
September 15, 1974	34,000
September 15, 1975	37,000
September 15, 1976	40,000
September 15, 1977	43,000
September 15, 1978	47,000
September 15, 1979	49,000
September 15, 1980	55,000
September 15, 1981	59,000
September 15, 1982	63,000
September 15, 1983	69,000
September 15, 1984	75,000
September 15, 1985	80,000
September 15, 1986	87,000
September 15, 1987	92,000
September 15, 1988	101,000
September 15, 1989	110,000
September 15, 1990	119,000
September 15, 1991	129,000
September 15, 1992	141,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$141,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$141,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$141,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Drummondville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 935 — \$107,000 — aqueduc et égouts; 940 — \$1,055,000 — aqueduc et égouts; 950 — \$300,000 — construction de l'hôtel de ville.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mercredi, le 30 août 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville (Comté de Drummond), ce 7 août 1972.

Le greffier,
LAURENT BERNIER.

Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay,
Drummondville (Drummond), P.Q.
Téléphone: 478-4111, code 819. 47218

Municipalité de Pabos
Comté de Gaspé-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné David-A. Duguay, secrétaire-trésorier, Salle des réunions, Sous-sol de l'Église, Pabos, comté de Gaspé-Est, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 29 août 1972, pour l'achat de \$962,500 d'obligations de la municipalité de Pabos, comté de Gaspé-Est, datées du

notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$141,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Drummondville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 935 — \$107,000 — aqueduct and sewers; 940 — \$1,055,000 — aqueduct and sewers; 950 — \$300,000 — construction of the City Hall.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Wednesday, August 30, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, County of Drummond, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville (County of Drummond), August 7, 1972.

LAURENT BERNIER,
City Clerk.

City Hall, 415 Lindsay Street,
Drummondville (Drummond), P.Q.
Telephone: 478-4111, code 819. 47218

Municipality of Pabos
County of Gaspé East

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, David-A. Duguay, Secretary-Treasurer, at the Meeting Hall, in the Church basement, Pabos, County of Gaspé East, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, August 29, 1972, for the purchase of a bond issue of \$962,500 for the Municipality of Pabos, County of Gaspé East, dated September 15, 1972 and

15 septembre 1972 et remboursables en série du 15 septembre 1973 au 15 septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1972.

redeemable serially from September 15, 1973 to September 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1972.

Tableau d'amortissement — \$962,500 — 20 ans

Année	Capital
15 septembre 1973	\$ 42,500
15 septembre 1974	46,000
15 septembre 1975	50,000
15 septembre 1976	54,000
15 septembre 1977	58,000
15 septembre 1978	63,000
15 septembre 1979	69,000
15 septembre 1980	75,000
15 septembre 1981	81,000
15 septembre 1982	88,000
15 septembre 1983	3,000
15 septembre 1984	3,000
15 septembre 1985	3,000
15 septembre 1986	3,000
15 septembre 1987	4,000
15 septembre 1988	4,000
15 septembre 1989	4,000
15 septembre 1990	5,000
15 septembre 1991	5,000
15 septembre 1992	302,000

Redemption table — \$962,500 — 20 years

Year	Capital
September 15, 1973	\$ 42,500
September 15, 1974	46,000
September 15, 1975	50,000
September 15, 1976	54,000
September 15, 1977	58,000
September 15, 1978	63,000
September 15, 1979	69,000
September 15, 1980	75,000
September 15, 1981	81,000
September 15, 1982	88,000
September 15, 1983	3,000
September 15, 1984	3,000
September 15, 1985	3,000
September 15, 1986	3,000
September 15, 1987	4,000
September 15, 1988	4,000
September 15, 1989	4,000
September 15, 1990	5,000
September 15, 1991	5,000
September 15, 1992	302,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$29,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1992 au montant de \$302,000 comprend un solde de \$296,000 renouvelable

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$29,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 15, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of September 15, 1992 in the amount of \$302,000 includes a balance of \$296,000 renewable for

pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant an additional 20-year period, maturing as follows: comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>	<i>Year</i>	<i>Capital</i>
15 septembre 1993.....	\$ 6,000	September 15, 1993.....	\$ 6,000
15 septembre 1994.....	7,000	September 15, 1994.....	7,000
15 septembre 1995.....	7,000	September 15, 1995.....	7,000
15 septembre 1996.....	8,000	September 15, 1996.....	8,000
15 septembre 1997.....	8,000	September 15, 1997.....	8,000
15 septembre 1998.....	9,000	September 15, 1998.....	9,000
15 septembre 1999.....	10,000	September 15, 1999.....	10,000
15 septembre 2000.....	11,000	September 15, 2000.....	11,000
15 septembre 2001.....	12,000	September 15, 2001.....	12,000
15 septembre 2002.....	13,000	September 15, 2002.....	13,000
15 septembre 2003.....	14,000	September 15, 2003.....	14,000
15 septembre 2004.....	15,000	September 15, 2004.....	15,000
15 septembre 2005.....	16,000	September 15, 2005.....	16,000
15 septembre 2006.....	18,000	September 15, 2006.....	18,000
15 septembre 2007.....	19,000	September 15, 2007.....	19,000
15 septembre 2008.....	21,000	September 15, 2008.....	21,000
15 septembre 2009.....	22,000	September 15, 2009.....	22,000
15 septembre 2010.....	25,000	September 15, 2010.....	25,000
15 septembre 2011.....	26,000	September 15, 2011.....	26,000
15 septembre 2012.....	29,000	September 15, 2012.....	29,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chandler.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$302,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Pabos s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 96 (tel que modifié) — \$962,500 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenu mardi, le 29 août 1972, à 8 heures du soir, Salle des réunions, Sous-sol de l'Église, Pabos, comté de Gaspé-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pabos (Comté de Gaspé-Est), ce 3 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,

DAVID-A. DUGUAY.

Salle des réunions, Sous-sol de l'Église,

Pabos, (Gaspé-Est), P.Q.

Téléphone: Bureau 689-2171

Résidence 689-3101, code 418. 47208-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Chandler.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$302,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of Pabos agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 96 (as amended) — \$962,500 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held at the meeting Hall, on Tuesday, August 29, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., in the Church basement, at Pabos, County of Gaspé East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pabos (County of Gaspé East), August 3, 1972.

DAVID-A. DUGUAY,

Secretary-Treasurer.

Meeting Hall, Church Basement,

Pabos (Gaspé East), P.Q.

Telephone: Office 689-2171

Residence 689-3101, code 418. 47208

Ville de Châteauquay-Centre
Comté de Châteauquay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurier Legault, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 25, Boulevard d'Anjou, Châteauquay-Centre, comté de Châteauquay, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, 1, Croissant Richard, Châteauquay-Centre, comté de Châteauquay, P.Q., lundi, le 28 août 1972, pour l'achat de \$1,582,000 d'obligations de la ville de Châteauquay-Centre, comté de Châteauquay, datées du 15 septembre 1972 et remboursables en série du 15 septembre 1973 au 15 septembre 1992 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,582,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
15 septembre 1973	\$ 61,000
15 septembre 1974	67,000
15 septembre 1975	73,000
15 septembre 1976	78,000
15 septembre 1977	83,000
15 septembre 1978	69,000
15 septembre 1979	71,000
15 septembre 1980	73,000
15 septembre 1981	79,000
15 septembre 1982	29,000
15 septembre 1983	34,000
15 septembre 1984	35,000
15 septembre 1985	38,000
15 septembre 1986	42,000
15 septembre 1987	44,000
15 septembre 1988	42,000
15 septembre 1989	45,000
15 septembre 1990	49,000
15 septembre 1991	52,000
15 septembre 1992	518,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Town of Châteauquay-Centre
County of Châteauquay

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Laurier Legault, Town Clerk, until 5:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 25 Anjou Boulevard, Châteauquay Centre, County of Châteauquay, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., at the Municipal Hall, 1 Richard Crescent, Châteauquay Centre, County of Châteauquay, P.Q., on Monday, August 28, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,582,000 for the Town of Châteauquay Centre, County of Châteauquay, dated September 15, 1972 and redeemable serially from September 15, 1973 to September 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1972.

Redemption table — \$1,582,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
September 15, 1973	\$ 61,000
September 15, 1974	67,000
September 15, 1975	73,000
September 15, 1976	78,000
September 15, 1977	83,000
September 15, 1978	69,000
September 15, 1979	71,000
September 15, 1980	73,000
September 15, 1981	79,000
September 15, 1982	29,000
September 15, 1983	34,000
September 15, 1984	35,000
September 15, 1985	38,000
September 15, 1986	42,000
September 15, 1987	44,000
September 15, 1988	42,000
September 15, 1989	45,000
September 15, 1990	49,000
September 15, 1991	52,000
September 15, 1992	518,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$461,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1992 au montant de \$518,000 comprend un solde de \$461,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
15 septembre 1993	\$29,000
15 septembre 1994	32,000
15 septembre 1995	34,000
15 septembre 1996	37,000
15 septembre 1997	40,000
15 septembre 1998	44,000
15 septembre 1999	48,000
15 septembre 2000	52,000
15 septembre 2001	56,000
15 septembre 2002	61,000
15 septembre 2003	2,000
15 septembre 2004	2,000
15 septembre 2005	2,000
15 septembre 2006	2,000
15 septembre 2007	2,000
15 septembre 2008	3,000
15 septembre 2009	3,000
15 septembre 2010	4,000
15 septembre 2011	4,000
15 septembre 2012	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$518,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$461,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of September 15, 1992 in the amount of \$518,000 includes a balance of \$461,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
September 15, 1993	\$29,000
September 15, 1994	32,000
September 15, 1995	34,000
September 15, 1996	37,000
September 15, 1997	40,000
September 15, 1998	44,000
September 15, 1999	48,000
September 15, 2000	52,000
September 15, 2001	56,000
September 15, 2002	61,000
September 15, 2003	2,000
September 15, 2004	2,000
September 15, 2005	2,000
September 15, 2006	2,000
September 15, 2007	2,000
September 15, 2008	3,000
September 15, 2009	3,000
September 15, 2010	4,000
September 15, 2011	4,000
September 15, 2012	4,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Châteauguay Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$518,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La ville de Châteauguay-Centre s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 256 — \$42,500 — renouvellement d'emprunt; 257 — \$41,500 — renouvellement d'emprunt; 258 — \$4,500 — renouvellement d'emprunt; 260 — \$45,000 — renouvellement d'emprunt; 262 — \$15,000 — renouvellement d'emprunt; 263 — \$13,000 — renouvellement d'emprunt; 264 — \$37,000 — renouvellement d'emprunt; 265 — \$40,000 — renouvellement d'emprunt; 273 — \$13,000 — renouvellement d'emprunt; 278 — \$16,000 — renouvellement d'emprunt; 282 — \$47,000 — renouvellement d'emprunt; 283 — \$41,500 — renouvellement d'emprunt; 284 — \$7,000 — renouvellement d'emprunt; 285 — \$18,000 — renouvellement d'emprunt; 593 — \$13,600 — aqueduc, égouts, voirie; 605 — \$6,800 — aqueduc, égouts, voirie; 678 — \$25,000 — aqueduc, égouts, voirie; 741 — \$6,000 — voirie; 745 (837) — \$59,000 — aqueduc et égouts; 805 — \$16,000 — aqueduc et égouts; 811 — \$9,000 — éclairage; 836 — \$17,800 — aqueduc et égouts; 849 — \$1,500 — voirie; 856 — \$400 — voirie; 869 — \$17,000 — voirie; 871 — \$6,000 — aqueduc, égouts, voirie; 873 — \$700 — aqueduc, égouts, voirie; 881 — \$25,000 — aqueduc, égouts, voirie; 894 — \$18,200 — voirie; 895 — \$40,000 — aqueduc et égouts; 905 — \$30,000 — voirie; 911 — \$19,000 — aqueduc et égouts; 914 — \$19,000 — voirie; 916 — \$6,000 — voirie; 924 — \$12,000 — voirie; 925 — \$16,000 — aqueduc, égouts et voirie; 927 — \$40,000 — éclairage; 937 — \$81,000 — aqueduc et égouts; 948 — \$12,000 — aqueduc et égouts; 949 — \$27,000 — aqueduc et égouts; 950 — \$36,000 — aqueduc et égouts; 952 — \$20,000 — aqueduc et égouts; 955 — \$375,000 — services récréatifs et communautaires; 956 — \$65,000 — aqueduc, égouts et voirie; 960 — \$13,000 — aqueduc, égouts et voirie; 967 — \$30,000 — aqueduc, égouts et voirie; 974 — \$38,000 — aqueduc, égouts; 975 — \$50,000 — voirie; 954 — \$50,000 — fonds de roulement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 28 août 1972, Salle municipale, 1, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre (Comté de Châteauguay), ce 3 août 1972.

Le greffier,
LAURIER LEGAULT.

Hôtel de Ville, 25, Boulevard d'Anjou,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6761, code 514. 47217-0

The Town of Châteauguay Centre agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 256 — \$42,500 — loan renewal; 257 — \$41,500 — loan renewal; 258 — \$4,500 — loan renewal; 260 — \$45,000 — loan renewal; 262 — \$15,000 — loan renewal; 263 — \$13,000 — loan renewal; 264 — \$37,000 — loan renewal; 265 — \$40,000 — loan renewal; 273 — \$13,000 — loan renewal; 278 — \$16,000 — loan renewal; 282 — \$47,000 — loan renewal; 283 — \$41,500 — loan renewal; 284 — \$7,000 — loan renewal; 285 — \$18,000 — loan renewal; 593 — \$13,600 — aqueduct, sewers, roads; 605 — \$6,800 — aqueduct, sewers, roads; 678 — \$25,000 — aqueduct, sewers, roads; 741 — \$6,000 — roads; 745 (837) — \$59,000 — aqueduct and sewers; 805 — \$16,000 — aqueduct and sewers; 811 — \$9,000 — lighting; 836 — \$17,800 — aqueduct and sewers; 849 — \$1,500 — roads; 856 — \$400 — roads; 869 — \$17,000 — roads; 871 — \$6,000 — aqueduct, sewers, roads; 873 — \$700 — aqueduct, sewers, roads; 881 — \$25,000 — aqueduct, sewers, roads; 894 — \$18,200 — roads; 895 — \$40,000 — aqueduct and sewers; 905 — \$30,000 — roads; 911 — \$19,000 — aqueduct and sewers; 914 — \$19,000 — roads; 916 — \$6,000 — roads; 924 — \$12,000 — roads; 925 — \$16,000 — aqueduct, sewers and roads; 927 — \$40,000 — lighting; 937 — \$81,000 — aqueduct and sewers; 948 — \$12,000 — aqueduct and sewers; 949 — \$27,000 — aqueduct and sewers; 950 — \$36,000 — aqueduct and sewers; 952 — \$20,000 — aqueduct and sewers; 955 — \$375,000 — recreational and community services; 956 — \$65,000 — aqueduct, sewers and roads; 960 — \$13,000 — aqueduct, sewers and roads; 967 — \$30,000 — aqueduct, sewers and roads; 974 — \$38,000 — aqueduct, sewers; 975 — \$50,000 — roads; 954 — \$50,000 — working capital.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Monday, August 28, 1972, in the Municipal Hall, 1 Richard Crescent, Châteauguay Centre, County of Châteauguay, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay Centre (County of Châteauguay), August 3, 1972.

LAURIER LEGAULT,
Town Clerk.

Town Hall, 25 Anjou Boulevard,
Châteauguay Centre (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6761, code 514. 47217

Associations coopératives**Cooperative Associations****Fédération des coopératives étudiantes
du Québec***(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial adopté le 10 juin 1972, de la « Fédération des coopératives étudiantes du Québec », changeant son siège social de Ville St-Léonard, dans le district électoral d'Olier, à Montréal, dans le district électoral de St-Jacques.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

47249-o

FERNAND LALONDE.

**Association coopérative des éleveurs de
moutons du nord-ouest québécois***(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative des éleveurs de moutons du nord-ouest québécois ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Rouyn, Québec, dans le district électoral de Rouyn-Noranda.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

47143-o

FERNAND LALONDE.

L'atelier coopératif de St-Hyacinthe*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « L'atelier coopératif de St-Hyacinthe ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Hyacinthe, Québec, dans le district électoral de St-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

47144-o

FERNAND LALONDE.

Chantier coopératif de Sagard*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la demande du « Syndicat coopératif forestier de Sagard », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec pour devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Chantier coopératif de Sagard ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

47145-o

FERNAND LALONDE.

**Fédération des coopératives étudiantes
du Québec***(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on June 10, 1972, approved the special by-law of the "Fédération des coopératives étudiantes du Québec", changing its head office from the City of St. Léonard, in the electoral District of Olier, to Montreal, in the electoral District of St. Jacques.

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47249

**Association coopérative des éleveurs de
moutons du nord-ouest québécois***(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative des éleveurs de moutons du nord-ouest québécois".

The head office of this cooperative association is located in Rouyn, Québec, electoral District of Rouyn-Noranda.

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47143

L'atelier coopératif de St-Hyacinthe*(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "L'atelier coopératif de St-Hyacinthe".

The head office of this cooperative association is located in St. Hyacinthe, Québec, electoral District of St. Hyacinthe.

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47144

Chantier coopératif de Sagard*(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the petition of the "Syndicat coopératif forestier de Sagard", to cease to be governed by the Québec Cooperative Syndicates Act to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Chantier coopératif de Sagard".

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

47145

Club coopératif de consommation CRAC

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Club coopératif de consommation CRAC ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Québec, Québec, dans le district électoral de Jean-Talon.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
47146-0 FERNAND LALONDE.

Club coopératif de consommation CRAC

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association « Club coopératif de consommation CRAC ».

The head office of this cooperative association is located in Québec, Québec, electoral District of Jean-Talon.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
47146

Coopérative d'exploitation des Hautes Laurentides

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative d'exploitation des Hautes Laurentides ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Aimé-du-Lac-des-Îles, Québec, dans le district électoral de Labelle.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
47147-0 FERNAND LALONDE.

Coopérative d'exploitation des Hautes Laurentides

(Cooperatives Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association « Coopérative d'exploitation des Hautes Laurentides ».

The head office of this cooperative association is located in Saint-André-du-Lac-des-Îles, Québec, in the electoral District of Labelle.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
47147

Coopérative funéraire de l'Anse

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative funéraire de l'Anse ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Québec, Québec, dans le district électoral de Limoilou.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
47148-0 FERNAND LALONDE.

Coopérative funéraire de l'Anse

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association « Coopérative funéraire de l'Anse ».

The head office of this cooperative association is located in Québec, Québec, electoral District of Limoilou.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
47148

Changement de nom — Loi du Demandes

Octave André Bourret

Octave André Bourret, opérateur, résidant et domicilié au 8244 est, rue Sherbrooke, app. 12 dans la ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Sandra Bourret.

47017-31-2-0

Change of name — Act Applications

Octave André Bourret

Notice is hereby given that Octave André Bourret, operator, residing and domiciled at 8244 Sherbrooke Street East, Apt. 12, City and District of Montréal, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec, for an order changing his name to that of Sandra Bourret.

47017-31-2

Jacques Dauphinais

Avis est donné que Jacques Dauphinais domicilié au 1979, Place Arthur Buies, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir la permission d'ajouter à son prénom celui de Jacques.

Laval, le 28^e jour de juin 1972.

47018-31-2-0

Les procureurs du requérant,
ROY & GODBOUT.

Jacques Dauphinais

Notice is hereby given that Jacques Dauphinais, 1979, Place Arthur Buies, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order adding to his surname Jacques.

Laval, the 28th day of June, 1972.

47018-31-2-0

ROY & GODBOUT,
Attorneys for Applicant.

Myer Hershcovitch

Avis est donné que Myer Hershcovitch, sous-traitant, résidant au 4300 ouest, boulevard de Maisonneuve, Westmount, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Myer Hersh; ce changement de nom s'appliquera aussi à son épouse, née Perle Kramer, de la même adresse.

Montréal, le 6 juillet 1972.

47019-31-2

Le procureur du requérant,
DAVID LITNER, C.R.

Myer Hershcovitch

Notice is hereby given that Myer Hershcovitch, jobber, residing at 4300 de Maisonneuve Blvd. West, Westmount, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Myer Hersh; said change of name shall also benefit his wife, née Perle Kramer, of the same address.

Montreal, July 6, 1972.

47019-31-2-0

DAVID LITNER, Q.C.,
Attorney for Applicant.

Daniel Krakinberg

Avis vous est donné que M. Daniel Krakinberg, célibataire et majeur, domicilié et résidant au 528 rue Mercier dans la ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Daniel Guillaume.

Montréal, ce 1^{er} jour du mois de juin, 1972.

47020-31-2-0

Le procureur du requérant,
ME JEAN-GUY PLANTE, notaire.

Daniel Krakinberg

Notice that M. Daniel Krakinberg, single major, residing at 528 Mercier Street, in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for obtention of a decree changing his name for Daniel Guillaume.

Montreal, this 1st day of June, 1972.

47020-31-2-0

ME JEAN-GUY PLANTE, Notary,
Attorney for the Applicant.

Sadek Mohammad Abdel Latif

Avis vous est donné que M. Sadek Mohammad Abdel Latif, marié sous le régime de la séparation de biens à Dame Nicole Lajeunesse, domicilié et résidant au 540, 26ième Avenue, app. 7, dans la cité de Pointe-aux-Trembles, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Sadek El Bahar.

Montréal, ce 22^e jour de juin, 1972.

47021-31-2-0

Le procureur du requérant,
ME JEAN-GUY PLANTE, notaire.

Sadek Mohammad Abdel Latif

Notice is given that M. Sadek Mohammad Abdel Latif, married under the regim of separation as to property to Dame Nicole Lajeunesse, residing at 540, 26th Avenue, Apt. 7, in the City of Pointe-aux-Trembles, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for obtention of a decree changing is name for Sadek El Bahar.

Montreal, this 22nd day of June, 1972.

47021-31-2-0

ME JEAN-GUY PLANTE, Notary,
Attorney for the Applicant.

Jean-Paul

Nous donnons avis que Jean-Paul, opérateur, domicilié au 564 rue Ste-Madeleine, dans les cité et district de la ville de Montréal s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom pour celui de Jean-Paul Laflamme.

Montréal, le 16 mai 1972.

47022-31-2-0

Les procureurs du requérant,
BAATZ & SYLVESTRE, avocats.

Jean-Paul

Notice is hereby given that Jean-Paul, operator, domiciled at 564 Ste-Madeleine, in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to Jean-Paul Laflamme.

Montreal, May 16, 1972.

47022-31-2-0

BAATZ & SYLVESTRE, Advocates,
Attorneys for Petitioner.

Giovanni Gobber

Avis est donné que Giovanni Gobber, soudeur, domicilié et résidant au numéro 1705, de la rue Ste-Anne, à Shawinigan, district de Saint-Maurice, province de Québec, s'adressera au lieutenant-Gouverneur

Giovanni Gobber

Notice is given that Giovanni Gobber, welder, domiciled and residing at 1705 Ste. Anne Street, Shawinigan, District of St. Maurice, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order

en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de John Gobber.

Montréal, le 25 juillet 1972.

47048-31-2-o *Les procureurs du requérant,*
PILON, LEMIEUX & LAGACÉ.

Oscar Toussaint Lartare Nadeau

Avis est par les présentes donné que M. Oscar Toussaint Lartare Nadeau, résidant et domicilié au numéro 1 Place Bellerive, Laval, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Oscar Toussaint Lartare Nadeau à celui de Thomas Nadeau

Montréal, le 27^e jour de juillet 1972.

47049-31-2-o *Le procureur du requérant,*
ME JEAN-GABRIEL MARANDA.

Waldemar Schaedereit

Waldemar Schaedereit, ingénieur, domicilié au 5043, St-Urbain, en les cité et district de Montréal, donne par les présentes avis qu'il s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Walter Wlasenko.

47109-32-2 *Les procureurs du requérant,*
POSTELNIK, POSTELNIK & WEKARCHUK.

Simon Hubertus Os

Avis est donné que Simon Hubertus (aussi connu sous le nom de Hubert Simon) Os, commis de bureau, résidant au 4397, rue Jolicoeur, Dollard-des-Ormeaux, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir la permission de changer son nom en celui de Hubert Simon Ross, ledit changement de nom devra aussi s'appliquer à son épouse, née Sandria Elizabeth Harrison, et à ses trois enfants mineurs: Brian Jeffrey, Kerrin Heather et Christopher Brent, tous de la même adresse.

Montréal, 31 juillet 1972.

47135-32-2 *Les procureurs du requérant,*
KIERANS, KISILENKO & GUAY.

Gabrielle Turcotte

Avis est donné que Gabrielle Turcotte, réceptionniste au Gouvernement du Québec, résidant au numéro 120 de la rue Fraser à Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur pour obtenir un décret changeant son prénom en celui de Alice.

47248-32-2-o *La requérante,*
GABRIELLE TURCOTTE.

to obtain a decree allowing him to change his name to that of John Gobber.

Montreal, July 25, 1972.

47048-31-2 PILON, LEMIEUX & LAGACÉ,
Attorneys for the Petitioner.

Oscar Toussaint Lartare Nadeau

Notice is hereby given that Oscar Toussaint Lartare Nadeau, residing and domiciled at No. 1 Place Belle-rive, Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Oscar Toussaint Lartare Nadeau to Thomas Nadeau.

Montreal, the 27th day of July, 1972.

47049-31-2-o ME JEAN-GABRIEL MARANDA,
Attorney for the Petitioner.

Waldemar Schaedereit

Notice is hereby given that Waldemar Schaedereit, engineer, domiciled at 5043 St. Urbain, in the City and District of Montreal will apply to the Minister of Justice to change his name to Walter Wlasenko.

47109-32-2-o POSTELNIK, POSTELNIK & WEKARCHUK,
Attorneys for the Petitioner.

Simon Hubertus Os

Notice is hereby given that Simon Hubertus (also known as Hubert Simon), Os, Office Clerk, residing at 4397 Jolicoeur Street Dollard-des-Ormeaux, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to change his name to Hubert Simon Ross, the said change of name shall also benefit his wife, born Sandria Elizabeth Harrison, and his three minor children, Brian Jeffrey, Kerrin Heather and Christopher Brent, all of the same address.

Montreal, July 31st, 1972.

47135-32-2-o KIERANS, KISILENKO & GUAY,
Attorneys for the Petitioner.

Gabrielle Turcotte

Notice is hereby given that Gabrielle Turcotte, receptionist to the Government of Québec, residing at 120 Fraser Street, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor, for an order changing her first name to that of Alice Turcotte.

47248-32-2-o GABRIELLE TURCOTTE,
Petitioner.

Avis d'annulation de lettres patentes

Alpine Construction Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Alpine Construction Itée », constituée en corporation par lettres patentes

Lettres Patent Notice of annulment

Alpine Construction Itée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Alpine Construction Itée", incorporated under Part I of the

sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 3 novembre 1958:

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1958 à 1972;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

47105-o

PIERRE DESJARDINS.

L'Association de l'Union Nationale des Trois-Rivières inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « L'Association de l'Union Nationale des Trois-Rivières inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 6 avril 1965:

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1965 à 1971;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

47105-o

PIERRE DESJARDINS.

Chelsea Investment Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Chelsea Investment Corporation », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 30 octobre 1953:

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1960 à 1971.

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

47105-o

PIERRE DESJARDINS.

Comité Trifluvien du Monument de l'Honorable Maurice L. Duplessis, C.R.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Comité Trifluvien du Monument de l'Honorable Maurice L. Duplessis, C.R. » constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 10 janvier 1961:

Companies Act, by letters patent dated November 3, 1958:

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1958 to 1972;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

L'Association de l'Union Nationale des Trois-Rivières inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "L'Association de l'Union Nationale des Trois-Rivières inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated April 6, 1965:

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1965 to 1971;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

Chelsea Investment Corporation

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Chelsea Investment Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated October 30, 1953:

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1960 to 1971;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

47105

Comité Trifluvien du Monument de l'Honorable Maurice L. Duplessis, C.R.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Comité Trifluvien du Monument de l'Honorable Maurice L. Duplessis, C.R." incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated January 10, 1961:

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1963 à 1971;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

47105-o PIERRE DESJARDINS.

Les Établissements St-François inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Les Établissements St-François inc. » constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 28 juin 1961:

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1966 à 1971;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

47105-o PIERRE DESJARDINS.

**Immeubles Garbec inc.
Garbec Realities Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Immeubles Garbec inc.—Garbec Realities Inc. » constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 6 avril 1959:

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1959 à 1971;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

47105-o PIERRE DESJARDINS.

Les Placements Val St-François Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Les Placements Val St-François Itée », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 4 mai 1962

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1965 à 1971;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1963 to 1971;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

47105 Director of the Companies Service.

Les Établissements St-François inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Les Établissements St-François inc." incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated June 28, 1961:

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1966 to 1971;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

47105 Director of the Companies Service.

**Immeubles Garbec inc.
Garbec Realities Inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Immeubles Garbec inc.—Garbec Realities Inc." incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated April 6, 1959;

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1959 to 1971;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

47105 Director of the Companies Service.

Les Placements Val St-François Itée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Les Placements Val St-François Itée", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated May 4, 1962

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1965 to 1971;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to

de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

47105-0 *Le directeur du service des compagnies,*
PIERRE DESJARDINS.

Rosemount Gas & Oil Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Rosemount Gas & Oil Inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 28 décembre 1959

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1960 à 1971;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

47105-0 *Le directeur du service des compagnies,*
PIERRE DESJARDINS.

Thompson Cadillac Mining Corporation (No Personal Liability)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Thompson Cadillac Mining Corporation » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 21 mars 1935

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1938 à 1972;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

47105-0 *Le directeur du service des compagnies,*
PIERRE DESJARDINS.

Whitney Uranium Mines Ltd. (No Personal Liability)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Whitney Uranium Mines Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 31 mars 1954:

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1955 à 1971;

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la Loi et de payer les droits exigibles dans les

sections 24 and 25 of the Companies Act.

47105 *PIERRE DESJARDINS,*
Director of the Companies Service.

Rosemount Gas & Oil Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Rosemount Gas & Oil Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated December 28, 1959

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1960 to 1971;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

47105 *PIERRE DESJARDINS,*
Director of the Companies Service.

Thompson Cadillac Mining Corporation (No Personal Liability)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Thompson Cadillac Mining Corporation" (No Personal Liability), incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated March 21, 1935

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1938 to 1972;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

47105 *PIERRE DESJARDINS,*
Director of the Companies Service.

Whitney Uranium Mines Ltd. (No Personal Liability)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "Whitney Uranium Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated March 31, 1954:

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1955 to 1971;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to

60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
47105-0 PIERRE DESJARDINS.

sections 24 and 25 of the Companies Act.

47105 PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale: { LA BANQUE TORONTO
No 4243. { DOMINION, une des banques

{ à charte du Canada, avec bureau d'affaires à Toronto, Ontario, et place d'affaires et succursale à Chandler, district de Gaspé, demanderesse, vs ODILON SIROIS, commerçant, de Grande-Rivière, district de Gaspé, défendeur.

* Un emplacement sis et situé dans la municipalité de Grande-Rivière, faisant partie du lot numéro cinquante-quatre-dix (54-10) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Grande-Rivière, Seigneurie de Grande-Rivière; cette partie de lot mesure au nord soixante-cinq pieds (65'), au sud quarante-cinq pieds (45'), à l'est cent vingt-cinq pieds (125') et à l'ouest cent quarante pieds (140'), et est bornée comme suit: au nord par la route nationale No 6, au sud par William Bourget, à l'est par Gas Propane Pino, et à l'ouest par Eustache Pelletier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du district de Gaspé, au Palais de Justice à Percé, LUNDI, le ONZIÈME jour de SEPTEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Percé, le 31 juillet 1972.

Le shérif,
JEAN BOURGET.
47137-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Kamouraska

No 26,696. { TIMBERJACK DIVISION EATON
YALE AND TOWNW CANADA
{ LTÉE, demanderesse, vs MARIO LORD,
domicilié à St-Juste-du-Lac, comté de Témiscouata,
district de Kamouraska, défendeur.

Sheriff's Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Provincial Court: { THE TORONTO-DOMINION
No. 4243. { BANK, one of the chartered

{ bank of Canada, with a head office in Toronto, Ontario, and a place of business and branch in Chandler, District of Gaspé, plaintiff, vs ODILON SIROIS, trader, of Grande-Rivière, District of Gaspé, Defendant.

"An emplacement lying and situate in the Municipality of Grande-Rivière, forming part of lot number fifty-four-ten (54-10) on the official plan and book of reference for the Municipality of Grande-Rivière, Seigneurie of Grande-Rivière; this part of lot measures on the north sixty-five feet (65'), on the south, forty-five feet (45'), on the east, one hundred and twenty-five feet (125') and on the west, one hundred and forty feet (140'), and it is bounded as follows: to the north by Highway No. 6, to the south by William Bourget, to the east by Gas Propane Pino and to the west by Eustache Pelletier, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office for the Gaspé District, at the Court House in Gaspé, on MONDAY, the ELEVENTH day of SEPTEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Percé, July 31, 1972.

JEAN BOURGET,
Sheriff.
47137

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Kamouraska

No. 26,696. { TIMBERJACK DIVISION EATON
YALE AND TOWNW CANADA
{ LTÉE, plaintiff, vs MARIO LORD, do-
micated at St. Juste-du-Lac, County of Témiscouata,
District of Kamouraska, defendant.

« Un terrain situé dans la municipalité de St-Juste-du-Lac, connu comme faisant partie du lot numéro quinze, rang trois (lot 15, rang 3) St-Juste-du-Lac, Seigneurie de Madawaska, Lac Témiscouata; mesurant cent pieds de largeur (100') par cent cinquante pieds (150') de profondeur; borné au nord-ouest à Robert Pelletier, au sud-ouest par le chemin public; au nord-est à Roger Dubé et au sud-est à Camille Beaulieu; avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 7 août 1972.

Le shérif,
MAURICE MORIN.
47247-0

"A tract of land located in the Municipality of St. Juste-du-Lac, known as part of lot number fifteen, Range Three (Lot 15, Range 3), St. Juste-du-Lac, Seigniorie of Madawaska, Lac Témiscouata, measuring one hundred feet in width (100') by one hundred and fifty feet (150') in depth; bounded on the northwest by Robert Pelletier, on the southwest by the public road, on the northeast by Roger Dubé and on the southeast by Camille Beaulieu; with the house erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Division of Témiscouata Registry Office, in the Court House, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, August 7, 1972.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
47247

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 810-167. { IMPERIAL OIL LIMITED, un corps constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, vs Dame JACQUELINE RAINVILLE, résidant et domiciliée en la cité de Longueuil (Jacques-Cartier) district de Montréal, défendeur, et PAUL-ÉMILE TESSIER, opposant-distrayant.

Premier immeuble:

Un emplacement ayant façade sur la rue Albanie, en la cité de Jacques-Cartier, composé des lots numéros trois cent quatre-vingt-dix-neuf et quatre cent de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-399 et 400), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil. Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 1111 de ladite rue Albanie.

Deuxième immeuble:

Un emplacement situé en la cité de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Albanie, connu et désigné comme étant:

a) Le lot numéro un de la redivision du lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-252-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly;

b) La totalité du lot numéro deux cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-253) au cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant trente pieds (30') de largeur sur quatre-vingt-dix pieds (90') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

c) Le lot numéro deux cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-254) des plan et livre de renvoi

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 810-167. { IMPERIAL OIL LIMITED, a body corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs Dame JACQUELINE RAINVILLE, residing and domiciled in the city of Longueuil (Jacques-Cartier) district of Montreal, defendant, and PAUL-ÉMILE TESSIER, opponent distrayant.

First immovable:

An emplacement fronting on Albanie Street, in the city of Jacques-Cartier, composed of lots numbers three hundred and ninety-nine and four hundred of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-three (143-399 and 400), on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil. With the building thereon erected bearing civic number 1111 of the said Albanie Street.

Second immovable:

An emplacement situated in the city of Jacques-Cartier, fronting on Albanie Street, known and designated as being:

(a) Lot number one of the further subdivision of lot number two hundred and fifty-two of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-three (143-252-1) on the official plan and book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil, in the county of Chambly;

(b) The whole of lot number two hundred and fifty-three of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-three (143-253) on the official cadastre for the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring thirty feet (30') wide by ninety (90') feet deep, English measure and more or less;

(c) Lot number two hundred and fifty-four of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-three (143-254) on the official plan and book

officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly;

Avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros 1110 et 1114 de ladite rue Albanie, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu « séparément », au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 3 août 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
47215-0

of reference for the parish of St. Antoine de Longueuil, in the county of Chambly.

With the buildings constructed thereon, bearing numbers 1110 and 1114 of the said Albanie Street, circumstances and dependencies.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable.

To be sold "separately" at the Registry Office of Chambly County, 201 Charles Lemoyne Place, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the TWELFTH day of SEPTEMBER 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, August 3, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
47215

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Provinciale — District de Montréal

No 412-388, (**BANQUE DE MONTRÉAL**, de-
Ex-Parte C.S.M.) manderesse, vs **JEAN-CLAU-**
18-000698-72, (**DE DESLAURIERS**, demeurant
et domicilié au No 93, rue princi-
pale Wolfboro, état de New Hampshire, U.S.A., dé-
fendeur.

« Un emplacement de forme restangulaire, faisant partie du lot original numéro deux cent deux (P. 202) au cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph-de-Chambly, mesurant dans ses lignes sud-est et nord-ouest, deux cents pieds et dans ses lignes nord-est et sud-ouest, trois cents pieds, le tout en mesure anglaise; dont le prolongement en direction droite de la ligne sud-est, vers le sud-ouest, au point de sa rencontre avec la ligne divisoire des lots deux cent deux et deux cent un (202 et 201), après un parcours de cent quatre-vingt-cinq pieds (185'), décrits avec ladite ligne divisoire un angle de quatre-vingt-douze degrés et quarante minutes (92° 40') à une distance, prise le long de ladite ligne divisoire, de sept cent dix-huit pieds (718') de la ligne nord-ouest du chemin de front du rang de la première concession au sud-est de la rivière Montréal (lequel chemin coupe ladite terre dans une direction sud-ouest et nord-est) et à une distance, mesurée le long de la même ligne divisoire de cinquante-cinq pieds et un dixième (55.1') de la rive sud-est de la Rivière Montréal; et bornée ce terrain au sud-est, au nord-ouest, au nord-est et au sud-ouest, par des parties dudit lot deux cent deux (pties de 202) vendues à Claude Rouben in Trust, ou représentants, avec la servitude réservée par la venderesse, aux termes du susdit acte de vente à Claude Rouben in Trust, pour elle, ses successeurs et représentants, en faveur du terrain présentement vendu, d'un droit de passage de douze pieds de largeur, tant à pied qu'en voiture, en toutes saisons, pour communiquer entre le terrain réservé et le chemin de front dudit rang ci-dessus mentionné, et ce dans le chemin actuel existant entre cet emplacement et le chemin public; dont la ligne nord-est, mesurant cinq cent quarante-neuf pieds (549'), à son extrémité sud-est, est distante de deux cent dix-huit pieds (218') de la ligne nord-est dudit lot numéro deux

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Provincial Court — District of Montreal

No. 412-388, (**THE BANK OF MONTREAL**,
Ex-Parte M.S.C.) plaintiff, vs **JEAN-CLAUDE**
18-000698-72. (**DESLAURIERS**, residing and do-
micated at 93 Principale Street,
Wolfboro, State of New Hampshire, U.S.A., defen-
dant.

“An emplacement of a rectangular configuration, part of original lot number two hundred and two (Pt. 202) of the official cadastre for the Parish of St. Joseph-de-Chambly, measuring, on its southeast and northwest lines, two hundred feet and on its northeast and southwest lines, three hundred feet, the whole English measure; the prolongation on the right of the southeast line, towards the southwest, at its meeting point with the line of division of lots two hundred and two and two hundred and one (202 and 201), following a distance of one hundred and eighty-five feet (185'), makes with the said line of division an angle of ninety-two degrees and forty minutes (92° 40') at a distance taken along the said line of division, of seven hundred and eighteen feet (718') from the northwest line of the road in front of the Range of the First Concession southeast of Montreal River (the said road divides the said land in a southwesterly and northeasterly direction) and at a distance, measured along the same line of division of fifty-five and one tenth feet (55.1') from the southeast shore of Montreal River; this land is bounded on the southeast, northwest, northeast and southwest by parts of said lot two hundred and two (Pts. of 202) sold to Claude Rouben in Trust, or representatives, with the servitude reserved by the vendor, under the terms of the aforesaid deed of sale to Claude Rouben in Trust, for her, her heirs and representatives, in favor of the land now sold, of a right of way twelve feet wide, on foot and by car, in all seasons, to communicate from the land reserved to the road in front of the said Range hereinabove mentioned, on the present road between this emplacement and the public road; whose northeast line, measuring five hundred and forty-nine feet (549'), at its southeastern extremity, is at a distance of two hundred and eighteen feet (218') from the northeast line of said lot number two hundred

cent deux (202) en mesurant le long du chemin public, et à son extrémité nord-ouest, est distante de quarante pieds de la ligne nord-est du terrain (Pt. 202) présentement vendu; ainsi qu'avec la servitude réservée par la venderesse, pour elle, ses successeurs et représentants de conserver, entretenir, améliorer et remplacer les lignes actuelles d'électricité et de téléphone desservant cet emplacement, lesquelles deux servitudes, existant en faveur du terrain présentement vendu, sur le terrain vendu à Claude Rouben in Trust ou représentants, subsisteront tant et aussi longtemps qu'une rue publique existant et ouverte légalement n'aura pas été montrée sur plan et livre de renvoi officiels déposés au bureau de la division d'enregistrement de Chambly.

Subject to the present servitudes:

1. en faveur de la Cie de Téléphone Bell du Canada, pour l'installation et le maintien de lignes téléphoniques suivant acte reçu par Me C.F.H. Roy, notaire, le seize mars mil neuf cent dix-sept, et enregistré sous le No 49671;

2. en faveur de The Shawinigan Water and Power Company pour la construction et le maintien de ligne pour le transport de l'électricité, suivant acte reçu le trois décembre mil neuf cent trente-six, par Me P. Boucher, notaire, et enregistré sous le No 77544. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201, Place Charles-Lemoyne, Édifice Montval, à Longueuil, P.Q., ce DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, P.Q., ce 3 août 1972. 47212-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 809-072. { DAME MARIE ROSE LALONDE
MARLEAU, veuve en première
noces et non remariée de feu J. A. Mar-
leau, domicilié à Ville de Laval, district de Montréal,
dame, vs EDMÉE H. DUVAL, célibataire
majeure, domiciliée à Ville de Montréal, district de
Montréal, défenderesse, et LE REGISTRATEUR de
la division d'enregistrement de Laval, mis en cause.

« Un emplacement situé à Plage Laval, dans la paroisse de Ste-Rose, comté Laval, sur une avenue appelée « Allée des Dahlias », aujourd'hui Boul. Filion et étant composé :

1° De cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros trois cent vingt, trois cent vingt et un, trois cent vingt-deux, trois cent vingt-trois et trois cent vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-six (186-320, 321, 322, 323, 324) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, mesurant chacun vingt pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

and two (202) measured along the public road, and at its northwestern extremity is at a distance of forty feet from the northeast line of the lot (Pt. 202) now sold; together with the servitude reserved by the vendor, for herself, her heirs and representatives to keep, maintain, improve and replace the present electrical and telephone wires serving this emplacement, the said two servitudes existing in favor of the land now sold, on the land sold to Claude Rouben in Trust or representatives, will subsist as long as an existing and legally opened public street will not have been shown on the official plan and book of reference deposited in the Chambly Registration Division Office.

Subject to the present servitudes:

1. in favor of the Bell Telephone Company of Canada for the installation and maintenance of telephone lines according to a deed received by Me C.F.H. Roy, notary, on the sixteenth day of March, one thousand nine hundred and seventeen and registered under No. 49671;

2. in favor of The Shawinigan Water and Power Company for the construction and maintenance of a line for the conveying of electricity, according to a deed received on the third day of December, one thousand nine hundred and thirty-six by Me P. Boucher, notary, and registered under No. 77544. »

To be sold in the County of Chambly Registry Office, at 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, at Longueuil, P.Q., this TWELFTH day of SEPTEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, P.Q., August 3, 1972. 47212

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 809-072. { MRS. MARIE ROSE LALONDE
MARLEAU, unmarried widow
of the late J. A. Marleau, domiciled in
the City of Laval, District of Montreal, plaintiff, vs
EDMÉE H. DUVAL, spinster, domiciled in the City
of Montreal, District of Montreal, defendant, and
THE REGISTRAR for the Registration Division of
Laval, mis en cause.

« An emplacement located at Plage Laval, in the Parish of Ste. Rose, County of Laval, on an avenue known as « Allée des Dahlias », now Filion Boulevard and composed :

1. Of five lots of land known and described under numbers three hundred and twenty, three hundred and twenty-one, three hundred and twenty-two, three hundred and twenty-three and three hundred and twenty-four of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty-six (186-320, 321, 322, 323, 324) in the official plan and book of reference for the Parish of Ste. Rose, each measuring twenty feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less;

2° D'une lisière de terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent dix-neuf du lot originaire numéro cent quatre-vingt-six (186-Ptie 319) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, mesurant deux pieds de largeur en front, par toute la profondeur dudit lot, qui est de cent pieds, mesure anglaise; cette lisière de terrain est située du côté Nord dudit lot numéro 186-319 et est bornée en front par la 10e Avenue, d'un côté au nord par les lots numéros trois cent vingt-trois cent vingt et un, trois cent vingt-deux, trois cent vingt-trois, et trois cent vingt-quatre de la subdivision du lot numéro cent quatre-vingt-six desdits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté au sud par la balance dudit lot numéro 186-319.

Avec une maison portant le numéro civique cent soixante du Boulevard Filion, Plage Laval, un garage.

Y compris frigidaire, poêle électrique, fixtures électriques, stores vénitiens, draperies et l'installation du système de l'aqueduc.

Ainsi que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boul. Je Me Souviens, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
 Montréal, ce 3 août 1972. 47216-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
 Cour Supérieure — District de Montréal

No 814 281. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse, vs HILDÈGE LEBEAU, et ASSOCIATES REALTY CREDIT LIMITED, défendeurs, et Dame JACQUELINE CHAPDELAIN-LEBEAU, Le registrateur de Laval, mis en cause.

Un emplacement ayant front sur le boulevard Jarry, à Chomedey, Ville de Laval, connu et désigné comme étant le lot numéro cent onze, de la subdivision du lot originaire numéro cent quinze (115-111) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Saint-Martin, mesurant cinquante-huit pieds (58') de largeur par cent dix pieds (110') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées notamment une maison portant le numéro civique 1054 dudit boulevard Jarry.

Ainsi que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 Boulevard Je Me Souviens, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
 Montréal, ce 3 août 1972. 47211-0

2. Of a strip of land part of the lot known and described as lot number three hundred and nineteen of original lot number one hundred and eighty-six (186 Pt. 319) in the official plan and book of reference for the Parish of Ste. Rose, measuring two feet in width in front by the entire depth of the said lot which is of one hundred feet, English measure; this strip of land is located on the north side of said lot number 186-319 and is bounded in front by 10th Avenue, on one side on the north by lots numbers three hundred and twenty, three hundred and twenty-one, three hundred and twenty-two, three hundred and twenty-three and three hundred and twenty-four of the subdivision of lot number one hundred and eighty-six of the said official plan and book of reference and on the other side on the south by the remainder of said lot number 186-319.

With a house numbered one hundred and sixty Filion Boulevard, Plage Laval, a garage.

Including a refrigerator, electric store, electrical fixtures, Venitian blinds, draperies and the installation of a waterworks system.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable."

To be sold in the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, on the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
 Superior Court, Assistant Sheriff.
 Montreal, August 3, 1972. 47216

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
 Superior Court — District of Montreal

No. 814 281. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, plaintiff, vs HILDEGE LEBEAU, and ASSOCIATES REALTY CREDIT LIMITED, defendants, and Mrs. JACQUELINE CHAPDELAIN-LEBEAU, registrar of Laval, mis en cause.

An emplacement fronting on Jarry Boulevard, in Chomedey, City of Laval, known and described as lot number one hundred and eleven of the subdivision of original lot number one hundred and fifteen (115-111) in the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin, measuring fifty-eight feet (58') in width by one hundred and ten feet (110') in depth, English measure and more or less.

With all buildings erected thereon, notably a house numbered 1054 said Jarry Boulevard.

As the whole now subsists, without exception nor reservation.

To be sold in the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, on the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
 Superior Court, Assistant Sheriff.
 Montreal, August 3, 1972. 47211

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Provinciale, (SHERBROOKE) } JULES CHAPDELAIN INC.,
No 32,283. } corporation légalement consti-
 } tuée ayant sa place d'affaires à
 } 1335, rue Des Sables, en la cité de
 } Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs
 } JEAN-GUY BOLDUC, résidant à 1460, rue Bienville,
 } en la cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeur,
 } et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement
 } de Sherbrooke, mis en cause.

« La subdivision numéro quatre-vingt-douze du lot originaire numéro vingt-huit (28-92) sur le plan et livre de renvoi officiels pour le Canton d'Orford.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant le numéro 1855 rue Rochefoucault, Sherbrooke. »

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de justice, à Sherbrooke, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le 3 août 1972. *Le shérif adjoint,* JEAN-GUY BISSON. 47213-0

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure: (SHERBROOKE) } HERVÉ CORBEIL, invalide, ré-
No 38-151. } sidant et domicilié à Wotton,
 } district de St-François, demandeur,
 } vs JEAN-MARC JOYAL, résidant
 } à Route Rurale No 1, Wotton, district de St-François,
 } défendeur.

« Les lots numéros un et deux de la subdivision officielle du lot primitif du lot lettre « H » (H-1 et H-2) du rang cinq du cadastre du canton de Wotton.

Un certain terrain faisant partie du lot lettre « H » non subdivisé du rang cinq du cadastre officiel du canton de Wotton, mesurant cent cinq pieds (105') au nord-est et au sud-ouest, deux pieds (2') au nord-ouest et au sud-est, et borné ledit terrain comme suit: au sud-ouest par le lot lettre H-1 desdits rang et canton, au nord-ouest et au nord-est par ledit lot lettre « H » non subdivisé, et au sud-est par le lot lettre « G » desdits rang et canton. Le tout en mesure anglaise.

Le tout avec les bâtisses dessus construites.

Sujet aux servitudes légalement établies. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de Wolfe, à Ham Sud, MARDI, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le 3 août 1972. *Le shérif adjoint,* JEAN-GUY BISSON. 47214-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District of St. François

Provincial Court, (SHERBROOKE) } JULES CHAPDELAIN INC.,
No. 32,283. } a corporation legally incorporat-
 } ed with its place of business at
 } 1335 Des Sables Street, City of
 } Sherbrooke, District of St. François, plaintiff, vs
 } JEAN-GUY BOLDUC, residing at 1460 Bienville
 } Street, City of Sherbrooke, District of St. François, de-
 } fendant, and THE REGISTRAR for the registration
 } division of Sherbrooke, mis en cause.

“Subdivision number ninety-two of original lot number twenty-eight (28-92) in the official plan and book of reference for the Township of Orford.

With buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, bearing number 1855 Rochefoucault Street, Sherbrooke.”

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in Sherbrooke, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, August 3, 1972. JEAN-GUY BISSON, Assistant Sheriff. 47213

Fieri Facias de Terris

District of St. François

Superior Court: (SHERBROOKE) } HERVÉ CORBEIL, invalid, re-
No. 38-151. } siding and domiciled at Wotton,
 } District of St. François, plaintiff, vs
 } JEAN-MARC JOYAL, residing at
 } Rural Route No. 1, Wotton, District of St. François,
 } défendeur.

“Lots numbers one and two of the official subdivision of original lot “H” (H-1 and H-2) on the Fifth Range of the cadastre for the Township of Wotton.

A certain piece of land part of lot “H”, unsubdivided, of Range Five of the official cadastre for the Township of Wotton, measuring one hundred and five feet (105') to the northeast and southwest, two feet (2') to the northwest and southeast, said lot bounded as follows: to the southwest by lot H-1 of the said Range and Township, to the northwest and northeast by said lot “H”, unsubdivided, and to the southeast by lot “G” of said Range and Township. The whole English measure.

The whole with buildings erected thereon.

Subject to servitudes legally established.”

To be sold “en bloc” at the Wolfe Registry Office, in Ham South, on TUESDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, August 3, 1972. JEAN-GUY BISSON, Assistant Sheriff. 47214

INDEX No 32

Partie I: avis juridiques — Part I: Juridical notices

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

Association coopérative des éleveurs de moutons du nord-ouest québécois (<i>Formation</i>).....	7358
Atelier coopératif de St-Hyacinthe (L') (<i>Formation</i>).....	7358
Chantier coopératif de Sagard (Ch. Stat.).....	7358
Club coopératif de consommation CRAC (<i>Formation</i>).....	7359
Coopérative d'exploitation des Hautes Laurentides (<i>Formation</i>).....	7359
Coopérative funéraire de l'Anse (<i>Formation</i>).....	7359
Fédération des coopératives étudiantes du Québec (<i>Siège social — Head Office</i>).....	7358

COOPERATIVE ASSOCIATIONS

AVIS DIVERS

Adamsville, village (<i>Requête-Pétition</i>).....	7327
Bromont, ville-town (<i>Requête-Pétition</i>).....	7327
Communauté Urbaine de Québec (<i>Règl.</i>).....	7329
Estate of Maurice Samson (<i>Benefit of Inventory</i>).....	7326
Succession Maurice Samson (<i>Bénéfice d'inventaire</i>).....	7326
Québec Urban Community (<i>By-laws</i>).....	7329

MISCELLANEOUS NOTICES

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Demandés:

Bourret, Octave André.....	7359
Dauphinois, Jacquelin.....	7360
Gobber, Giovanni.....	7360
Hershcovitch, Myer.....	7360
Jean-Paul.....	7360
Krakinberg, Daniel.....	7360
Latif, Sadek Mohammad Abdel.....	7360
Nadeau, Oscar Toussaint Lartare.....	7361
Os, Simon Hubertus.....	7361
Turcotte, Gabrielle.....	7361
Schaedereit, Waldemar.....	7361

CHANGE OF NAME ACT

Applications:

**CAISSES D'ÉPARGNE
ET DE CRÉDIT**

**SAVINGS AND
CREDIT UNIONS**

Caisse d'économie Celanese Canada Limitée « Coaticook » (<i>Nom-Name ch.</i>).....	7332
Caisse d'épargne des propriétaires et employés de cabarets, hôtels, motels, restaurants, ta- vernes du Québec (<i>Avis de dissolution éven- tuelle-Notice of eventual dissolution</i>).....	7332
Caisse Populaire Les Boulevards (La) (<i>Nom- Name ch.</i>).....	7332
Caisse Populaire de Victoriaville (La) (<i>Fu- sion-Amalgamation</i>).....	7331

Alimentation Giffard Inc.....	7309
Ampex Inc.....	7309
Association des concessionnaires Datsun du Québec Inc. (L').....	7310
Atlantic Woollens Ltd.....	7310
Brookside Furs Ltd.....	7311
Budd (E.J.L.) Incorporated.....	7311
Canadian Vanguard Trading Co. Ltd.....	7310
Caro Investments Limited.....	7311
CFCF Limited.....	7310
CFCF limitée.....	7310
Centre domiciliaire Chapman inc. (Le).....	7311
Chambord Development Co.....	7311
Chippewa Lumber Co. Ltd.....	7312
Cie de Bois et Construction Déry ltée (La).....	7312
Cloutier & Bourassa Construction inc.....	7311
Cogediec inc.....	7312
Comité des Loisirs de la Ville de Dorion inc..	7312
Construction Fasteners Ltd.....	7313
D.G.L. Super Market Inc.....	7313
Dery Lumber and Construction Company Ltd.	7312
Québec Datsun Dealers Association Inc.....	7310
T de Gruchy limitée.....	7312

**COMPAGNIES —
ÉTRANGÈRES**

**EXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES**

<i>Permis:</i>	<i>Licenses:</i>
Crown Zellerbach Stores Limited.....	7330
Canadian Park & Tilford Distilleries Ltd.....	7330

**COMPAGNIES —
LOI DES**

**COMPANIES
ACT**

<i>Demandes d'abandon de charte</i>	<i>Applications for Surrender of Charter</i>
Accessoires d'Automobiles A.H. de Québec ltée	7309

Divers	Miscellaneous		
Association des maîtres-imprimeurs de Montréal incorporée (L') (Règl.-By-laws).....	7313	Hambro Corporation of Canada Limited (Dir.)	7320
Atelier d'expression du Cap-de-la-Madeleine inc. (L') (Règl.-By-laws).....	7313	Hopkins Specialties Manufacturing Co. Ltd. (Dir.).....	7320
Atelier de réadaptation au travail de Beauce inc. (L') (Règl.-By-law).....	7314	Huzzar Holdings Limited (Dir.).....	7319
Audio Holdings Inc. (Dir.).....	7313	Industries Ventilair inc. (Les) (Dir.).....	7320
Auto-Confort R. inc. (Dir.).....	7314	Institut de Promotion des Intérêts du Consommateur (L') (Règl.-By-laws).....	7320
Automotive Parts Distributors Inc. (Dir.).....	7314	Joliette Pants Limited (Dir.).....	7321
Bobois Ltd. (Dir.).....	7314	L.R. Transport Inc. (Dir.).....	7316
Bobois Itée (Dir.).....	7314	Laval University Forest Research Foundation (By-laws).....	7319
Breuages Courville inc. (Dir.).....	7314	Lavoie-Mercury (Ventes & Service) Itée (Nom-Name ch.).....	7317
Brown's Shoe Shop Company (Dir.).....	7314	Loisirs Le Grillon (Le) (Règl.-By-laws).....	7320
C.A. Sales (Québec) Corporation (Dir.).....	7314	Monarch Glass Co. Ltd. (Dir.).....	7321
Carling Construction of Montreal Ltd. (Dir.)..	7315	Montreal Grocery Buying Group Inc. (Dir.)..	7320
Centre d'Achats St-François inc. (Dir.).....	7317	National Savings and Investment Corporation (Dir.).....	7317
Charcuterie Bellerive inc. (Dir.).....	7315	Parc L'Ormière inc. (Dir.).....	7321
Clinique pédagogique de Montréal inc. (La) (Dir.).....	7315	Québec Federation of Social Services to the Family (By-laws).....	7319
Club de golf du Lac St-Joseph inc. (Dir.).....	7315	Québec Sports Confederation Inc. (By-laws)..	7316
Club moto-neige Hiboux de Kamouraska inc. (Règl.-By-laws).....	7315	St-François Shopping Center Inc. (Dir.).....	7317
Club nautique de Matane inc. (Dir.).....	7315	Services juridiques communautaires inc. (Les) (Règl.).....	7316
Club social de Ham-Nord inc. (Règl.-By-laws).....	7316	Smith (H.) Transport Company Limited (Dir.).....	7316
Comité paroissial de Cloutier inc. (Règl.-By-laws).....	7316	Ventilair Industries Inc. (Dir.).....	7320
Community Legal Services Inc. (By-laws).....	7316		
Compagnie de transport H. Smith limitée (La) (Dir.).....	7316	Lettres patentes	Letters Patent
Compagnie des ciments du St-Laurent (La) (Dir.).....	7315	A.D.D. Metal Ltd.	7255
Confédération des sports du Québec inc. (Règl.).....	7316	Acapulco Entreprises Inc.	7255
Conseil de la famille Richelieu-Yamaska (Nom-Name).....	7317	Acoustec inc.	7255
Construction de carlingue de Montréal Itée (Dir.).....	7315	Alignement au laser du Québec inc.	7256
Corporation d'épargne et de placement national (Dir.).....	7317	Altibec inc.	7256
Corporation du Centre Local de Services Communautaires de St-Marc des Carrières (La) (Règl.-By-laws).....	7318	Amateurs du sport de Ste-Agathe des Monts inc. (Les).....	7256
Cowansville Country Club Inc. (Règl.-By-laws).....	7317	Association de hockey senior de l'Est, du Québec inc. (L').....	7257
Deckelbaum Bros. (Canada) Ltd. (Dir.).....	7317	Association de l'Amitié du Québec et du Proche-Orient.....	7257
Desmond - Hall Limited (Dir.).....	7318	Association des hommes d'affaires d'Ély inc. (L').....	7258
Dionne Spinning Inc. (Dir.).....	7318	Association des joueurs professionnels de petites quilles (A.J.P.P.Q.) inc.	7258
Dorchester Tower Corporation Inc. (Dir.).....	7318	Association des professeurs d'espagnol du Québec.....	7259
Dupuis, Viens inc. (Dir.).....	7318	Association des résidents de la Maison Lucie Bruneau inc.	7259
Family Service Association of Montreal (The) (Dir.).....	7318	Association provinciale des étudiants en technique d'éducation spécialisée inc.	7259
Fédération des Services Sociaux à la Famille du Québec (Règl.).....	7319	Association régionale des aquariophiles de Québec inc.	7260
Fédération Sportive de Salaberry inc. (Règl.-By-laws).....	7319	Atelier de céramique Julien (L').....	7260
Fond de Recherches Forestières de l'Université Laval (Le) (Règl.).....	7319	Atelier E. Doucet Itée.....	7261
Gold (A.) and Sons Limited (Dir.).....	7319	Autodrome Manicouagan inc.	7261
Group of Six Inc. (Dir.).....	7319	Beaumier (Lucien & Guy) inc.	7261
Groupe d'Achat d'Épiceries de Montréal inc. (Dir.).....	7320	B & L Investment Services Ltd.	7302
		B & M Packers Inc.	7301
		Bechtel Employees' Social Club.....	7262
		Bisquette inc.	7262
		Bongiovanni Construction, Ltd.....	7262

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	
Boutique Ampiro inc.	7263	Fabricants de tuyaux de béton Trans-Québec inc. (Les)
Boutique Cinquants Deux Vingt inc. (La) ...	7263	Fédération Québécoise de la compétition-motoneige
Bruce's Roost Restaurant Inc.	7263	Fleuriste Raymond inc.
C.L.P.F. Entreprises Inc.	7281	Fondation Ludger Duvernay
Camp Soleil inc. (Le)	7264	Fondation mondiale des professionnels
Cartabo inc.	7264	Foulards Patricia Dumont inc. (Les)
Centre Campo inc. (Le)	7264	Gagnon & Leduc ltée
Centre du pneu Québécois inc. (Le)	7265	Gauthier (J.R.) inc.
Centre François-Michelle	7265	Généreux Assurance (Paul) Inc.
Chambly Optimist Club (Québec) Inc.	7273	Godbout (Guérin) ltée
Chibougamau Drive Yourself Inc.	7266	Granby Drug Help
Chomedey Equipment Ltd.	7266	Guay (L.P.) inc.
Cidrierie Deux-Montagnes inc. (La)	7266	Hôtels Fournière ltée (Les)
Cidrierie du St-Laurent inc.	7267	Immeubles de la Côte de la Montagne inc. (Les)
Cie Ladev inc. (La)	7267	Immeubles Serdan inc.
Club de baseball junior St-Jérôme inc.	7267	Industrial X-Ray Inc.
Club de l'aéronex expérimental de Sherbrooke inc.	7268	Industrie de radio téléphone mobile inc.
Club de l'Âge d'Or d'Acton-Vale (Le)	7268	J.S. Iron & Ornamental Works Inc.
Club de moto-neige de Audet inc.	7269	Jacodet inc.
Club de motos-neige de Chapais inc.	7269	Jennifer inc.
Club de motos-neige Radisson Les Hauteurs inc.	7269	K. A. G. inc.
Club de nudisme Paradis Terrestre ltée.	7270	L. & M. Oil Burners Inc.
Club de sécurité du transport écolier inc. (Le) ..	7270	Laboratoire le Taureau (El-Toro) ltée
Club de ski et de plein-air de Montréal	7271	Lafer inc.
Club de yacht au Bord de l'Eau inc.	7271	Laser Alignment of Québec Inc.
Club moto-neige de la Vallée Mascouche inc.	7271	Location d'autos de Chibougamau inc.
Club moto-neige de St-Bernard inc.	7272	Lumec inc.
Club motos-neige Les Copains (St-Rémi) inc.	7272	Maguire Parking Ltd.
Club optimiste Chambly (Québec) inc.	7273	Maisons Sainte-Agathe Tour du Lac inc.
Club optimiste de Princeville inc.	7273	Manufacture de vêtements de St-Jovite inc.
Club Sénérité Victoriaville inc.	7273	Marco-Nico Sewing Inc.
Comité de développement forestier de La Tuque inc.	7274	Marina de Saurel inc.
Compagnie de transport Pauline ltée (La)	7274	Marlia Men's Wear Inc.
Compagnie Mathepha inc. (La)	7274	Mascouche Valley Snowmobile Club Inc.
Conphybix inc.	7275	Mégantic Auto (1972) Inc.
Construction C.B.P. ltée	7275	Mobile Radio Telephone Industry Inc.
Construction New-Carlisle ltée	7293	Molnar Industrial Machines Ltd.
Constructions Carré-Marchand inc. (Les)	7276	Montreal Ski and Outing Club
Converdis Products Ltd.	7276	Mountain Sight Service Station Inc.
Côté & Côté inc.	7276	New-Carlisle Construction Ltd.
Couture Marco-Nico inc. (La)	7277	Notre Dame Holding Corp.
Coyne Canadian Enterprises Ltd.	7277	Pétroles Perreault inc. (Les)
Croisière Marjolaine inc.	7277	Placements C.J.C. inc. (Les)
D.R.P. & Associates Ltd.	7278	Placements Loryves inc.
D'Alesio Contracting Ltd.	7278	Plexart Design Inc.
Delart Investments Ltd.	7278	Plomberie Cartier inc.
Dendrek inc.	7279	Productions Jean Nichol inc. (Les)
Distributions Alibec inc.	7279	Pronovost Construction (R.) Inc.
Drogue-secours de Granby	7279	Provencher (Gabrielle) inc.
Drouin (Guy) inc.	7280	Purdy Enterprise (Ray) Ltd
Éditions du son C.D. inc. (Les)	7280	Québec Association of Teachers of Spanish
Entreprises C.L.P.F. inc. (Les)	7281	Québec Interhôtel Corporation limitée
Entreprises Claude Pitre ltée	7281	Québec Snowmobile Racing Federation
Entreprises du Vieux Québec inc. (Les)	7281	Québec Tire Centre Inc.
Entreprises Mégnac inc. (Les)	7282	Quenneville (René) inc.
Équipement Chomedey ltée	7266	Radio Centre-Ville Saint-Louis
Experimental Aircraft Club of Sherbrooke Inc.	7268	Raymond Florist Inc.
		Reproductions artisanales Nouvelle France inc. (Les)
		Restaurant Charles Baillargeon inc.

Lettres patentes	Letters Patent		
(suite)	(continued)		
Restaurant La Comtesse (1972) inc.	7299	Deljean inc.	7324
Rou-Vec inc.	7300	Entreprises Duromar ltée	7325
Roy (Omer) fils inc.	7300	Entreprises Guy Sauvé inc.	7325
Sainte-Agathe Lake Side Homes Inc.	7300	Fairhall Realities Ltd.	7325
Salaison B & M inc.	7301	Filiatreault (Paul) inc.	7325
Salon du Père Noël inc.	7301	Future Electronics Corp.	7326
Santa Claus Show Inc.	7301	GB Investments Ltd.	7326
Sauvé Bar B.Q. Inc.	7301	Gigi Furniture Ltd.	7326
Serdan Realities Inc.	7287	Giovanni Management Ltd.	7325
Service de placements B & L ltée.	7302	Griffon Inc.	7326
Société opération Dignité III inc.	7302	Immeubles Fairhall ltée (Les)	7325
Station de service, René F. Lebel inc.	7302	Interprovincial Brokers Ltd.	7323
Toprani, Bolduc & McBrearty inc.	7303	L. R. Transport Inc.	7321
Tour cycliste de la Nouvelle-France (1972) inc. (Le)	7303	Lièvre Valley Telephone Company	7323
Union des Cavaliers du Lac inc. (L')	7304	Meubles Gigi ltée	7326
Vacair inc.	7304	Piscines Convertibles (Montréal) ltée	7324
Vision 2000 inc.	7304	Placements GB ltée (Les)	7326
Vitrierie Maurice inc.	7305	Sauvé (Guy) Enterprises Inc.	7325
West Park Construction Corporation	7305		
Worldwide Foundation for Professionals	7284		
Zilbec inc.	7305		
		LIQUIDATION DES	WINDING-UP
		COMPAGNIES — Loi de la	ACT
		Caisse d'Épargne Universitas Savings Union	7339
		Caisse Populaire du Séminaire de Gaspé (La)	7339
		Société coopérative agricole de Ferme-Neuve	7339
		Syndicat de Travail de Lac Castagnier	7339
		Syndicat St-Jude	7338
Lettres patentes,	Letters Patent,	MINISTÈRES	DEPARTMENTS
avis d'annulation	notice of annulment	Éducation	Education
Alpine Construction ltée.	7361	<i>Municipalité scolaire de:</i>	<i>School Municipality of:</i>
Association de l'Union Nationale des Trois- Rivières inc. (L')	7362	Laurenvale Laval (<i>Demande-Application</i>)	7331
Chelsea Investment Corporation	7362		
Comité Trifluvien du Monument de l'Honora- ble Maurice L. Duplessis, C.R.	7362	Institutions	Financial
Établissement St-François inc. (Les)	7363	financières	Institutions
Garbec Realities Inc.	7363	compagnies	Companies
Immeubles Garbec inc.	7363	et coopératives	and Cooperatives
Placements Val St-François ltée.	7363	<i>Assurance:</i>	<i>Insurance:</i>
Rosemount Gas & Oil Inc.	7364	General Insurance Company of America (<i>Per- mis-Licence</i>)	7337
Thompson Cadillac Mining Corporation	7364	La Suisse, Compagnie anonyme d'assurances générales (<i>Annul.</i>)	7337
Whitney Uranium Ltd.	7364	Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales (La) (<i>Erratum</i>)	7337
		Switzerland General Insurance Company Li- mited (<i>Annul.</i>)	7337
		Switzerland General Insurance Company Limited (<i>Erratum</i>)	7337
Sièges sociaux	Head Offices	Terres et forêts	Lands and Forests
Achille de la Chevrotière ltée	7321	<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
Artisanat Renel inc.	7321	Babel, canton-township	7306
Beaupré, Boucher & Associés inc.	7322	Bassin de Chambly, village	7309
Botany Woollens & Worsteds Ltd.	7322	Lachine, par.	7306
C.D.G.M. Company Inc.	7323	Notre-Dame de la Victoire, par.	7306
C.I.F. inc.	7324	Orford, canton-township	7306
Cantol Limited	7322	Saint-Antoine de Longueuil, par.	7307
Cantol limitée	7322	Saint-Dunstan du Lac Beauport, par.	7307
Carey Diab Ltd.	7322	Saint-Hyacinthe le Confesseur, par.	7308
Centre Valleyfield ltée	7322	Saint-Hilaire, par.	7308
Champigny Auto Parts Inc.	7324		
Cogad Inc.	7323		
Compagnie C.D.G.M. Inc. (La)	7323		
Compagnie J.-L. Mathieu, limitée (La)	7324		
Compagnie de Téléphone de la Vallée de la Lièvre (La)	7323		
Convertible Pools (Montreal) Ltd.	7324		
Courtiers Interprovinciaux ltée	7323		
Delco Entreprises Inc.	7325		

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES **COMPANIES INFORMATION ACT**

Lettres patentes annulées: *Letters Patent annulled:*

Agence d'assurances générales inc.	7333
Albert Metals Corporation Ltd.	7333
Agence d'assurances générales inc.	7333
Albert Metals Corporation Ltd.	7333
Angel (J.A.) & Son Ltd.	7333
Apiranthos Maxos Benevolent Organization Ltd.	7333
Arrowhead Garage Ltd.	7333
Ass. des Propriétaires de Taxis de St-Jean d'Iberville inc.	7333
Au Parasol ltée	7334
Auto Moderne ltée	7333
Auto Tourist Europe Inc.	7333
Bar Manitou Mines Ltd.	7333
Beauceware Inc.	7333
Bédard & Donaldson ltée	7333
Bemo Co. Inc.	7333
Bertrand (Elzéar) ltée	7333
Blue Bonnets Automobile Ltd.	7333
Boivin (J.G.) ltée	7333
Boren's Knitting Mills Ltd.	7333
Bornhall Investment Co. Inc.	7333
Bouchard (Paul) inc.	7333
Boucher (Jos.) ltée	7333
Breslow Construction Co.	7333
Bridle & Saddle Hunt Inc.	7333
Broadway Construction Co.	7333
Brodeur (St. Jean) Inc.	7333
Brown (G.A.) Inc.	7333
Butler Corporation	7333
Cameo Children's Wear Ltd.	7333
Campbell's Bay Curling Club Inc.	7333
Canada Black Granite Co. Ltd.	7333
Canada Dye Works Ltd.	7333
Canada Specialties Ltd.	7333
Canadian Art Theatre Incorporated	7333
Canadian Auto Corporation	7333
Canadian Chemical & Insecticide Mfg. Co. Ltd.	7333
Carmel Enterprises Ltd.	7333
Chambre de Commerce de Paspébiac (La)	7333
Roland Champeau (C.) ltée	7333
Church Avenue Cigar Store Inc.	7333
Cie Gaz Propane Pino ltée (La)	7333
Clerk Windows Ltd.	7333
Club de Vendredi	7333
Como Bag Company Ltd.	7333
Como Trading Corporation	7333
Confection Guilmar inc.	7333
Derogan Asbestos Corporation Ltd.	7333
Dominion Logging & Contracting Ltd.	7333
Dominion Silica Corporation Ltd.	7333
Dominion Watch & Clock Co.	7333
Drummond Merchants Ltd.	7333
Edgar & Simmonds Ltd.	7333
Équipiers de St-Michel (Les)	7333
Fairhill Investments Ltd.	7333
Garage Boulevard Perras inc.	7333
Gaspé Pulp & Pitwood Co. Ltd.	7333

Gladstone Sales Inc.	7333
Heller (Paul) Fuel Ltd.	5333
L'Herreault (Philippe) ltée	7333
Hi-Fin Ltd.	7333
Informatec Inc.	7333
Ingrid's Dress Salon Inc.	7333
Island Construction Co. Ltd.	7333
Judo Metals Corporation Ltd.	7334
Lauze (Réal) limitée.	7334
Raymond Lecompte Construction inc.	7334
Léo Électriques ltée	7334
Ligue des propriétaires de la Pointe-aux-Trembles (La)	7334
Manoir du Château (Val d'Or) ltée	7334
Northland Mills Ltd.	7334
Northline Doors Ltd.	7334
Oeuvre des Terrains de Jeux du Cap-de-la-Madeleine	7334
Parasol (Au) ltée	7334
Pittsco Explorations Ltd.	7334
Platrage Provincial inc.	7334
Plessisville Sportif inc.	7334
Poirier Dorais Cie ltée	7334
Polroco Inc.	7334
Prévost (Marcel) inc.	7334
Québec Quarrying and Mining Corporation ..	7334
Renel Inc.	7334
Royal Children's Shop Ltd.	7334
Seaboard Nickel Mines Ltd.	7334
Service d'assurances Belec inc.	7334
Seven Island Mining & Exploration Corporation Ltd.	7334
Sherval Inc.	7334
Signal Chibougamau Mining Corporation ...	7334
Snowdon Major Fastball League Inc.	7334
Société de l'exposition de la Mauricie (La) ...	7334
Société nationale Samuel de Champlain inc. .	7334
St-Sauveur Lumber Inc.	7334
James Stuart & Sons Ltd.	7334
Suffield Metals Corporation Ltd.	7334
Transformateurs Ponco ltée (Les)	7334

Sociétés coopératives agricoles **Cooperative Agricultural Associations**

Société Coopérative Agricole de Matane (<i>Dissolution</i>)	7330
Société Coopérative Agricole des Producteurs de miel de Québec (<i>Dissolution</i>)	7331

SOUSSIONS —

demandes de

TENDERS —

Requests for

Alma, cité-city	7340
Châteauguay-Centre, ville-town	7355
Drummondville, cité-city	7351
Fleurimont, munic.	7344
Île-du-Havre-Aubert	7348
Laval, ville (<i>Erratum</i>)	7340
Pabos, munic.	7352
Port-Cartier, c.s.-s.b.	7346
St-Luc-de-Laval, munic.	7342

SYNDICATS	PROFESSIONAL	Kamouraska	Kamouraska
PROFESSIONNELS	SYNDICATES	Timberjack Division Eaton Yale and Townw	
Association des camionneurs artisans du comté de Richelieu (<i>Const.-Inc.</i>).....	7340	Canada ltée vs Lord	7365
Association des camionneurs artisans du comté de St-Hyacinthe (<i>Const.-Inc.</i>).....	7340	Montréal	Montreal
VENTES	SALES	Bank of Montreal (The) vs Deslauriers.....	7367
Par Shérifs	By Sheriffs	Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal vs Lebeau et al.....	7369
Gaspé	Gaspé	Banque de Montréal (La) vs Deslauriers	7367
Banque Toronto-Dominion (La) vs Sirois....	7365	Imperial Oil Ltd. vs Rainville et al.....	7366
Toronto-Dominion Bank (The) vs Sirois.....	7365	Lalonde Marleau vs Duval et al.....	7368
		Montreal City and District Savings Bank (The) vs Lebeau et al.....	7369
		Saint-François	Saint-François
		Chapelaine inc. vs Bolduc	7370
		Corbeil vs Joyal.....	7370



LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATION

Arrêtés en conseil
Chambre du conseil exécutifOrders in Council
Executive Council Chamber

A.C. no 2240-72, 26 juillet 1972

O. C. no 2240-72, July 26, 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT le transfert des services de bibliothèques et de centres de documentation de certains ministères au ministère des Communications.

RESPECTING the transfer of library services and documentation centres from certain Departments to the Department of Communications.

ATTENDU QUE, par sa loi même, le ministère des communications doit, entre autres choses, établir des services de communications entre les différents ministères du gouvernement;

WHEREAS the Department of Communications must, under the Act providing for the creation of such Department, *inter alia*, establish communications services between the different government departments;

ATTENDU QUE, à la suite d'un comité d'étude sur les bibliothèques gouvernementales, ce comité a suggéré que les bibliothèques gouvernementales dépendent d'un seul ministère, en l'occurrence le ministère des Communications, à l'exception de la Bibliothèque nationale du Québec et de la Bibliothèque de la Législature;

WHEREAS following upon a committee study of government libraries, the committee has suggested that the said libraries, with the exception of the Québec National Library and the Library of the Legislature, come under the jurisdiction of one Department only, which, under the circumstances, should be the Department of Communications;

ATTENDU QUE, le Conseil du trésor à sa séance du 19 février 1972, a approuvé le regroupement des bibliothèques et des centres de documentation des ministères occupant les immeubles G et H au sein des bibliothèques dites « collectives » qui seraient gérées par le ministère des communications. »;

WHEREAS the Treasury Board, at its sitting of February 19, 1972, "approved the consolidation of libraries and documentation centres of the Departments occupying building complexes G and H within the group of libraries called the "central libraries" which are to be managed by the Department of Communications";

ATTENDU QUE, dans le but de mettre en application les recommandations de ce comité et la décision du Conseil du trésor, il serait avantageux de procéder par étapes et d'assurer tout d'abord le contrôle, la coordination et la gestion des bibliothèques collectives qui seront logées dans les immeubles G et H de la Cité parlementaire;

WHEREAS the recommendations of the committee and the decision of the Treasury Board can best be implemented in stages, the first of which being the supervision, coordination and management of the central libraries which are to be located in building complexes G and H of the Cité parlementaire;

ATTENDU QUE, à cet effet, la Direction générale de l'édition, du ministère des communications, est qualifiée et prête à assumer l'autorité sur ces bibliothèques collectives, tel que le prévoit l'arrêté en conseil 1981 du 1er juin 1971 qui a autorisé sa création.

WHEREAS in order to accomplish the foregoing, the Publications Division of the Department of Communications is qualified and ready to assume jurisdiction over such central libraries, as provided for by Order in Council No. 1981 dated June 1, 1971 which authorized the creation of such Division;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des communications:

IT IS ORDERED THEREFORE upon the recommendation of the Minister of Communications:

a) Qu'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'Exécutif, (S.R.Q. 1964, ch. 9), et pour les fins de l'aménagement de la bibliothèque de l'immeuble G, les bibliothèques des affaires municipales, de l'éducation, du ministère et de la commission de la fonction publique, du tourisme, de la chasse et de la pêche, du travail et de la main-d'oeuvre, soient transférées, avec leur personnel et leur

(a) THAT, under section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q. 1964, ch. 9), and in order to accomplish the organization of the library in building complex G, the control of the libraries of Municipal Affairs, Education, the Civil Service Department and Commission, Tourism, Fish and Game, and the Labour and Manpower Department, be transferred, together with their

équipement, du contrôle de leur ministre respectif à celui du ministre des communications, et ce à compter du 1er mai 1972;

Qu'en vertu de l'article 63 de la Loi de la Fonction publique, les crédits prévus pour l'exercice 1972-73 pour les traitements, salaires et allocations du personnel mentionné ci-dessous soient transférés du budget des ministères concernés au budget du ministère des communications:

Ministère des affaires municipales:

COUTURE, Anita(poste 01-1015)
TROTIER, Irénée(poste 01-1075)

Ministère de l'éducation:

ALLEN, Blanche(poste 19-0067)
FORTIER, Marthe(poste 19-0076)
GRÉGOIRE, Françoise(poste 19-0066)
LABRIE, Jean-Marc(poste 19-0068)
LACHANCE, Isabelle(poste 19-0081)
LAGUERRE, Françoise(poste 19-0069)
LAURENT, Jacqueline(poste 19-0082)
MICHAUD, Jean-Eudes(poste 19-0077)
TESSIER, Jacqueline(poste 19-0075)

Ministère et Commission de la fonction publique

DUFOUR, Louise D.(poste 05-0075)

Ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche:

LACROIX, Ghislain(poste 01-9011)
MORIN-GOUPIL, Diane(poste 01-9012)

Ministère du travail et de la main-d'oeuvre:

BOURGOING, André(poste 01-6006)
LEMIEUX, Gaby(poste 01-6011)

b) Qu'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif, (S.R.Q. 1964, ch. 9), et pour les fins de l'aménagement de la bibliothèque de l'immeuble H, les bibliothèques des ministères des Affaires intergouvernementales, des Travaux publics et de la Voirie, ainsi que du ministère des Transports, soient transférées, avec leur personnel et leur équipement, du contrôle de leur ministre respectif à celui du ministre des Communications, et ce à compter du 1er mai 1972.

Qu'en vertu de l'article 63 de la Loi de la Fonction publique, les crédits prévus pour l'exercice 1972-73 pour les traitements, salaires et allocations du personnel mentionné ci-dessous soient transférés du budget des ministères concernés au budget du ministère des Communications:

Ministère des Affaires intergouvernementales:

DRAPEAU, Suzanne(poste 02-008)

Ministère de la Voirie & Travaux publics:

BEAULIEU, L.-Ernest(poste 33-3423)
BOUTIN, Rose-Aimée(poste 01-0500)
TREMBLAY, Rachel(poste 01-0513)

c) QUE les crédits prévus pour les fins du matériel et de l'équipement, des frais de bureau, des fournitures et approvisionnement, des loyers, des services contractuels, des transports et des postes de ces bibliothèques

personnel and equipment, from their respective Ministers to the Minister of Communications, effective May 1, 1972;

THAT under section 63 of the Civil Service Act, the appropriations for the 1972-73 fiscal year for salaries, wages and allowances for the personnel listed below be transferred from the respective Department budgets to that of the Department of Communications:

Department of Municipal Affairs:

COUTURE, Anita(office 01-1015)
TROTIER, Irénée(office 01-1075)

Department of Education:

ALLEN, Blanche(office 19-0067)
FORTIER, Marthe(office 19-0076)
GRÉGOIRE, Françoise(office 19-0066)
LABRIE, Jean-Marc(office 19-0068)
LACHANCE, Isabelle(office 19-0081)
LAGUERRE, Françoise(office 19-0069)
LAURENT, Jacqueline(office 19-0082)
MICHAUD, Jean-Eudes(office 19-0077)
TESSIER, Jacqueline(office 19-0075)

Civil Service Department and Commission:

DUFOUR, Louise D.(office 05-0075)

Department of Tourism, Fish and Game:

LACROIX, Ghislain(office 01-9011)
MORIN-GOUPIL, Diane(office 01-9012)

Department of Labour and Manpower:

BOURGOING, André(office 01-6006)
LEMIEUX, Gaby(office 01-6011)

(b) THAT under section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q. 1964, ch. 9), and in order to accomplish the organization of the library in building complex H, the control of the libraries of Intergovernmental Affairs, Public Works, Roads and the Department of Transport, be transferred, together with their personnel and equipment, from their respective Ministers to the Minister of Communications, effective May 1, 1972.

THAT under section 63 of the Civil Service Act, the appropriations for the 1972-73 fiscal year for salaries, wages and allowances for the personnel listed below be transferred from the respective Department budgets to that of the Department of Communications:

Department of Intergovernmental Affairs:

DRAPEAU, Suzanne(office 02-008)

Department of Roads and Public Works:

BEAULIEU, L.-Ernest(office 33-3423)
BOUTIN, Rose-Aimée(office 01-0500)
TREMBLAY, Rachel(office 01-0513)

(c) That the appropriation for supplies and equipment, office expenses, furniture, stock, rents, contractual services, transport and offices of such Department libraries be also transferred to the Minister of Communica-

ministérielles soient également transférés au ministère des Communications pour les fins des bibliothèques collectives des immeubles G et H.

d) QUE le présent arrêté en conseil remplace l'arrêté en conseil 1370-72 du 16 mai 1972.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

47106-o

A.C. 2274-72, 2 août 1972
LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE
(L.Q. 1971 ch. 50 et amendements)

Entreprises de télé-communication

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le partage des revenus nets des réseaux des entreprises lorsque ceux-ci ne sont pas confinés au Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 100 de la Loi sur l'évaluation foncière, (L.Q. 1971, ch. 50 et amendement) le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer de quelle façon s'établissent les revenus nets des réseaux des entreprises dont les opérations ne sont pas confinées au Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des affaires municipales:

QUE soit adopté le règlement suivant:

Règlement numéro 1 concernant le partage des revenus nets des entreprises de télécommunications faisant affaires en dehors du Québec.

1. Les revenus nets avant impôt tirés au Québec par les compagnies Chemins de fer Nationaux du Canada et Canadien Pacifique Limitée du service de télécommunications qu'elles opèrent individuellement ou en commun selon une entente conclue entre elles prévoyant le partage du territoire et le partage des revenus provenant de ce service, seront établis pour chacune de ces compagnies à partir des revenus nets avant impôt qu'elles auront établis, selon leur système comptable, pour le Québec tel qu'elles le délimitent elles-mêmes pour les fins de ce service.

2. Lorsqu'une entreprise de téléphone exploite un réseau dont une partie est située en dehors du Québec, la proportion de son revenu net avant impôt qui est censée avoir été gagnée durant l'année dans le Québec est la moitié de l'ensemble:

a) de la proportion de son revenu net avant impôt de l'année que les revenus bruts de l'année qui peuvent raisonnablement être attribués au réseau situé dans le Québec

for the requirements of the central libraries of building complexes G and H.

(d) THAT this Order in Council replace Order in Council No. 1370-72 dated May 16, 1972.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

47106-o

O.C. 2274-72, 2 August, 1972
REAL ESTATE ASSESSMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 50 and amendment)

Telecommunications undertakings

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the apportionment of the net revenues from systems of undertakings not confined to the Province of Québec.

WHEREAS under section 100 of the Real Estate Assessment Act (S.Q. 1971, ch. 50 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the manner in which the net revenues from the systems of undertakings whose operations are not confined to the Province of Québec shall be established.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs:

THAT the following regulation be made:

Regulation No. 1 respecting the apportionment of the net revenues from telecommunications undertakings operating outside of Québec.

1. The net revenues before taxes earned in the Province of Québec by Canadian National Railways and Canadian Pacific Limited from the telecommunications systems operated either individually by these companies or jointly, according to a mutual agreement apportioning the territories serviced and the revenues therefrom, shall be established by their accounting systems for Québec, according to their fixing of Québec boundaries for such service.

2. Where a telephone undertaking operates a system, part of which is located outside of Québec, the proportion of its net revenue before taxes deemed to be earned in Québec during the year shall be equal to one half of:

(a) its net revenue before taxes for the year established as a ratio of the gross revenue for the year which may reasonably be attributed to that part of the system

bec représentent par rapport à la totalité de ses revenus bruts de l'année, et

b) de la proportion de son revenu net avant impôt de l'année que l'ensemble des traitements et salaires que l'entreprise a payés dans l'année à ses employés dans le Québec représente par rapport à l'ensemble des traitements et salaires que l'entreprise a payés durant l'année.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46203-o

A.C. 2275-72, 2 août 1972
LOI DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE
(L.Q. 1971 ch. 50 et amendements)

Paiement de la taxe

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les modalités de paiement de la taxe imposée au paragraphe 1 de l'article 100 de la Loi sur l'évaluation foncière.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 100 de la Loi sur l'évaluation foncière, le lieutenant-gouverneur en conseil doit déterminer par règlement les modalités de paiement de la taxe à percevoir en vertu des articles 100 et 188c.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des affaires municipales:

QUE soit adopté le règlement suivant:

Règlement numéro 2 concernant les modalités de paiement de la taxe payable par les entreprises visées aux paragraphes f), g) ou h) de l'article 13 de la Loi sur l'évaluation foncière.

La taxe payable annuellement en vertu du paragraphe 1 de l'article 100 ou de l'article 118c doit être remise au ministre du revenu en trois (3) versements égaux aux périodes suivantes:

Le premier, sur production des rapports annuels prévus au paragraphe 3 de l'article 100, i.e. au plus tard le 30 juin.

Le deuxième au plus tard le 30 juillet.

Le troisième et dernier au plus tard le 30 août.

Cependant, pour l'année 1972, le premier versement de la taxe devra être transmis au ministre du revenu au plus tard le 15 août et les deux versements subséquents seront exigibles au plus tard les 15 septembre et 15 octobre 1972.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

47203-o

situated in Québec, to its overall gross revenue for the year, and

(b) its net revenue before taxes for the year established as a ratio of the total amount paid in salaries and wages by the undertaking to its employees in Québec, to the overall salaries and wages paid by the undertaking during the year.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46203-o

O.C. 2275-72, 2 August, 1972
REAL ESTATE ASSESSMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 50 and amendments)

Payment of Tax

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the terms of payment of the tax imposed under subsection 1 of section 100 of the Real Estate Assessment Act.

WHEREAS under section 100 of the Real Estate Assessment Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the terms of payment of the tax to be collected under sections 100 and 118c.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs:

THAT the following regulation be made:

Regulation No. 2 respecting the terms of payment of the tax to be paid by the undertakings contemplated in paragraphs f), g) or h) of section 13 of the Real Estate Assessment Act.

The tax to be paid annually under subsection 1 of section 100 or section 118c shall be paid to the Minister of Revenue in three (3) equal instalments as follows:

First instalment: to be paid upon presentation of the annual statements prescribed in subsection 3 of section 100, i.e. not later than June 30.

Second instalment: not later than July 30.

Third and final instalment: not later than August 30.

For the 1972 fiscal year, however, the first instalment of the tax shall be forwarded to the Minister of Revenue not later than August 15 and the two subsequent instalments shall be payable not later than September 15 and October 15, 1972.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

47203-o

A.C. 2296-72 du 2 août 1972
 LOI DES BOURSES POUR
 LE PERSONNEL ENSEIGNANT
 (S.R.Q. 1964, ch. 241)

Bourses de perfectionnement

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les Règlements relatifs aux bourses accordées en vertu de la Loi des bourses pour le personnel enseignant, à certaines autres bourses de perfectionnement et le paiement de ces bourses pour l'année universitaire 1972-1973.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

1° QUE soient approuvés comme Règlement relatif aux bourses de perfectionnement pour le personnel enseignant et à certaines autres bourses, les renseignements contenus dans les dépliantes ci-annexés et publiés par le ministère de l'éducation, sous le titre français « Bourses de l'enseignement supérieur / 1972-1973, renseignements généraux », et sous le titre anglais « Graduate Scholarships 1972-1973 general information » (Annexes A et B), le tout conformément à l'article 23 de la Loi des bourses pour le personnel enseignant (S.R.Q. 1964, ch. 241) en ce qui concerne les bourses d'études universitaires et les bourses de recherches relatives à l'enseignement;

2° QUE soit approuvé le programme de bourses de perfectionnement pour le personnel professionnel des institutions d'enseignement, bourses accordées selon des barèmes précis qui tiennent compte des coûts réels de scolarité, de manuels et de transport. (Annexe C);

3° QUE conformément aux règlements en vigueur et principalement en ce qui concerne le jury, le ministre de l'éducation soit autorisé à accorder exceptionnellement certaines bourses de perfectionnement de courte durée, sur la recommandation du directeur général de l'enseignement supérieur.

Le Greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOINARD.

ANNEXE A

*Règlement relatif aux bourses
 de perfectionnement pour le personnel
 enseignant et à certaines autres bourses*

1 — *Citoyenneté et domicile*: Seuls sont admissibles les citoyens canadiens et les personnes qui peuvent présenter une attestation de statut d'immigrant reçu, résidant au Québec depuis un an au moment de la demande de bourse.

2 — *Études et recherches à temps complet*: Les bourses de l'enseignement supérieur, étant attribuées en vue de

O.C. 2296-72, 2 August, 1972
 TEACHERS
 SCHOLARSHIPS ACT
 (R.S.Q. 1964, ch. 241)

Graduate Scholarships

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Regulations concerning scholarships granted under the Teachers Scholarships Act, and certain other post-graduate scholarships, and the financing thereof for the university year 1972-1973.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Education:

1. THAT the information contained in the folders attached hereto and published by the Department of Education under the French title, "Bourses de l'enseignement supérieur/1972-1973, renseignements généraux", and under the English title, "Graduate Scholarships 1972-1973 General Information", (Schedules A and B), be approved as the Regulation concerning scholarships granted to teachers and certain other post-graduate scholarships, in accordance with section 23 of the Teachers Scholarships Act (R.S.Q. 1964, ch. 241) respecting university study scholarships and scholarships for educational research;

2. THAT the scholarship plan for professional personnel of teaching institutions be approved, the said scholarships to be granted in accordance with specific tables based on the actual cost of instruction, the cost of books and transportation. (Schedules C and D);

3. THAT in accordance with the regulations in force, and principally with respect to the jury, the Minister of Education be authorized to make an exceptional grant of certain short-term post-graduate scholarships upon the recommendation of the Director of the Higher Education Branch.

JULIEN CHOINARD,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE A

Regulation respecting Graduate Scholarships

1 — *Citizenship and residence*: Competitions are open only to Canadian citizens and to those who may certify that they are landed immigrants and that they have been residing in Québec for one year at the time of their application for a grant.

2 — *Full-time studies and research*: Graduate awards, being granted in view of full-time research or study pro-

programmes d'études ou de recherches à temps complet, sont incompatibles avec tout emploi, même à temps partiel, comportant un revenu annuel de plus de \$2,000.

3 — *Une seule demande par année*: On ne peut soumettre qu'un seul dossier de candidature par année. Le nombre de bourses dont un même candidat peut bénéficier est normalement limité à trois.

4 — *Cumul de bourses ou d'autres formes d'aide financière*: Au moment d'accepter sa bourse, le boursier devra déclarer par écrit toute autre bourse ou forme d'aide financière excédant \$500, dont il bénéficiera durant cette période. Il pourra cependant être autorisé à en bénéficier dans une proportion jugée équitable, en tenant compte de sa situation de famille et du lieu de ses études.

5 — *Lieu des études* (voir tableau 1): Les bourses de maîtrise (2^e cycle) ne seront valables à l'étranger que dans la mesure où cela pourra être justifié et sur la recommandation des comités d'évaluation.

6 — *Période de validité de la bourse* (voir tableau 1): Pour des raisons valables, à la demande du candidat, on pourra compter dans la période de douze mois, l'été qui précède l'année universitaire plutôt que celui qui la suit.

7 — *Calendrier des concours*:

15 janvier 1972:

Date limite pour obtenir un formulaire d'inscription.

31 janvier 1972:

Date limite pour présenter son dossier de candidature.

31 mai 1972:

Annnonce des résultats.

15 juin 1972:

Date limite pour demander une révision de dossier. On devra adresser toute demande de révision au ministère de l'Éducation, Direction générale de l'enseignement supérieur, Service des ressources humaines, en exposant les motifs qui la justifient.

(Le fait d'avoir été admis à poursuivre des études supérieures dans une université, depuis la fin du concours, ne constitue pas une justification suffisante de révision.)

15 juillet 1972:

Décision finale du comité de révision.

8 — Pour obtenir un formulaire de demande de bourse ou toutes précisions utiles sur les règlements ou la marche des concours, s'adresser à l'un des organismes suivants:

— Délégations générales du Québec à l'étranger (voir tableau 2);

— Services aux étudiants de toute université du Québec (voir tableau 2);

Ministère de l'Éducation

Direction générale de l'enseignement supérieur

Services des ressources humaines

Section des bourses — Tél. : 643-3862

grammes, may not be held concurrently with any employment, even though part-time involving a remuneration exceeding \$2,000 per year.

3 — *One application per competition year*: Candidates may submit only one application per competition year. A given candidate cannot normally expect to benefit from more than three scholarships.

4 — *Other awards and other forms of financial assistance*: Upon accepting a scholarship, the award holder must declare in writing any other scholarship or other form of financial aid exceeding \$500, from which he is to benefit for the period of tenure of his grant. He may however be permitted to retain part of his award, as may seem fair with due regard to his marital status and place of tenure.

5 — *Place of tenure* (See Chart No. 1): Grants in view of a Master's degree (2nd university degree) are tenable abroad only inasmuch as the need thereof is substantiated by the applicant and approved by the selection committee.

6 — *Period of tenure of awards* (See Chart No. 1): For sound reasons, and at applicant's request, the duration of a 12 month award may include the summer preceeding the academic year rather than the one following it.

7 — *Time-table of competitions*:

15 January 1972:

Dead-line for obtaining application forms.

31 January 1972:

Closing date of competitions.

31 May 1972:

Announcement of results.

15 June 1972:

Dead-line for requesting reconsideration of an application.

All such requests must be directed to the Department of Education, Higher Education Branch, Human Resources Service, specifying sound grounds for requesting reconsideration. (Notification of admission to a university after the closing date of a competition does not constitute sufficient grounds for reconsidering an application).

15 July 1972:

Final decision on applications reconsidered.

8 — Application forms and additional information about the regulations or the conduct of competitions may be obtained:

— from the General Delegations of Québec abroad (See Chart No. 2)

— from the Student Affairs Service of any Québec university (See Chart No. 2).

— from the Department of Education

Higher Education Branch

Human Resources Service

Scholarships Section — Phone 643-3862.

**DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES
DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER**

PARIS
Délégation générale du Québec à Paris
66, rue Pergolèse
Paris 16e
France Tél. 727-61-39 (ou 40)

LONDRES
Délégation générale du Québec à Londres
12 Upper Grosvenor Street
London W. 1
Angleterre Tél. Mayfair 4155

MILAN
Bureau du Gouvernement du Québec
Via Manzoni 16
Milano
Italie Tél. 795673

DÜSSELDORF
Bureau du Gouvernement du Québec
Kö-Center Königsallee 30
5 Düsseldorf
Allemagne Tél. 211-13-9-52 (ou 53 ou 54)

NEW YORK
Délégation générale du Québec à New York
17 West 50th Street
New York
N.Y. 10020
États-Unis Tél. (212) 581-0770

BOSTON
Québec Government Office
Park Square Building, Room 409
31 St. James Avenue
Boston
Mass. 02116
États-Unis Tél. (617) 426-2660

LOS ANGELES
Québec Government Office
510 West 6th Street
Los Angeles
California 90014
États-Unis Tél. (213) 680-9156 (ou 57)

CHICAGO
Québec Government Office
111 West Jackson Blvd., 13th Floor
Chicago
Illinois 60604
États-Unis Tél. (312) 427-9174

**GENERAL DELEGATIONS OF
QUÉBEC IN OTHER COUNTRIES**

PARIS
Délégation générale du Québec à Paris
66, rue Pergolèse
Paris 16e
France Tel. 727-61-39 (or 40)

LONDRES
Délégation générale du Québec à Londres
12 Upper Grosvenor Street
London W. 1
Angleterre Tel. Mayfair 4155

MILAN
Bureau du Gouvernement du Québec
Via Manzoni 16
Milano
Italie Tel. 795673

DÜSSELDORF
Bureau du Gouvernement du Québec
Kö-Center Königsallee 30
4 Düsseldorf
Allemagne Tel. 211-13-9-52 (or 53 or 54)

NEW YORK
Délégation générale du Québec à New York
17 West 50th Street
New York
N.Y. 10020
États-Unis Tel. (212) 581-0770

BOSTON
Québec Government Office
Park Square Building, Room 409
31 St. James Avenue
Boston
Mass. 02116
États-Unis Tel. (617) 426-2660

LOS ANGELES
Québec Government Office
510 West 6th Street
Los Angeles
California 90014
États-Unis Tel. (213) 680-9156 (or 57)

CHICAGO
Québec Government Office
111 West Jackson Blvd., 13th Floor
Chicago
Illinois 60604
États-Unis Tel. (312) 427-9174

TABLEAU I

BOURSES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Conditions particulières aux divers concours
1972-1973

Concours	Niveau	Candidats admissibles	Période de validité	Valeur maximum	Lieu
1A	1er cycle Baccalauréat ou diplôme équivalent	1- Enseignants avec 3 ans d'expérience 2- Enseignants ou candidats à l'enseignement professionnel avec expérience attestée de 3 ans dans l'industrie ou les services	8 mois	Célibataires \$2,500. Mariés \$3,500.	Au Québec
1B	1er cycle (Programmes spécialisés inexistant au Québec) Baccalauréat ou diplôme équivalent	Détenteurs d'un D.E.C., admis dans une institution spécialisée à l'étranger	8 mois	Célibataires \$2,000. Mariés \$3,000.	À l'extérieur
2A	2e cycle Maîtrise ou diplôme équivalent en toutes disciplines y compris l'administration	Diplômés du 1er cycle	12 mois	Célibataires \$2,500. Célibataires \$3,000. Mariés \$3,500. Mariés \$4,000.	Au Québec À l'extérieur Au Québec À l'extérieur
2B	2e cycle Maîtrise en administration (M.B.A.) (50 bourses)	1- Diplômés du 1er cycle possédant deux années d'expérience à temps complet au Québec, comme administrateur dans le monde de l'industrie, du commerce, ou des affaires 2- Ou autres candidats possédant une formation et une expérience reconnue comme équivalente	12 mois y compris un stage pratique	Célibataires \$6,000. Mariés \$8,000.	Au Québec
3A	3e cycle (Doctorat ou Ph. D.)	Diplômés du 2e cycle ou l'équivalent	12 mois ou moins	Célibataires \$3,000. Célibataires \$3,500. Mariés \$4,000. Mariés \$4,500.	Au Québec À l'extérieur Au Québec À l'extérieur
3B	3e cycle (Ph. D.) (Bourses Québec-Ontario) 10 bourses	Diplômés du 2e cycle ou l'équivalent	12 mois ou moins	Célibataires ou Mariés \$5,000.	En Ontario

CHART No. 1

GRADUATE SCHOLARSHIPS
Conditions of competitions
1972-1973

Competition	Level	Eligible candidates	Period of tenure	Maximum Value	Place of study
1A	1st university degree (Bachelor's degree or equivalent diploma)	1 -- Teachers with 3 years experience 2 -- Teachers or would-be teachers in vocational training with 3 years of experience in the field of business or industry	8 months	Single \$2,500. Married \$3,500.	In Québec
1B	1st university degree (Bachelor's degree or equivalent degree not offered in Québec)	College (CEGEP) graduates proceeding to specialized training abroad	8 months	Single \$2,000. Married \$3,000.	Outside Québec
2A	Master's degree 2nd university degree or equivalent diploma in all disciplines including Administration	Holders of a Bachelor's or 1st university degree	12 months	Single \$2,500. Single \$3,000. Married \$3,500. Married \$4,000.	In Québec Outside Qué. In Québec Outside Qué.
2B	M.B.A. (50 scholarships)	1 -- Holders of a 1st university degree with 2 years of full-time experience in Québec in some executive capacity in the field of industry, commerce or business or 2 -- Candidates with a training or experience recognized as equivalent.	12 months including a practical term	Single \$6,000. Married \$8,000.	In Québec
3A	Ph. D. (3rd university degree)	Holders of a Master's or equivalent degree	12 months or less	Single \$3,000. Single \$3,500. Married \$4,000. Married \$4,500.	In Québec Outside Qué. In Québec Outside Qué.
3B	Ph. D. (Québec-Ontario) (10 scholarships)	Holders of a Master's or equivalent degree	12 months or less	Single or \$5,000. Married	In Ontario

Con-cours	Niveau	Candidats admissibles	Période de validité	Valeur maximum	Lieu
4	Post-doctorat	Universitaires de carrière désireux de mener à terme un projet d'études ou de recherches qui présente un intérêt tout particulier pour le Québec, leur université ou leur discipline	12 mois ou moins	Célibataires \$4.000. Mariés \$5.000.	À l'extérieur
5	Perfectionnement dans le domaine des arts	1- Diplômés des écoles de formation artistique: - Beaux-Arts, Conservatoire de musique d'art dramatique ou établissement équivalent 2- Ou étudiants en musique, en peinture, art dramatique et domaines analogues suivant, avec des professeurs particuliers, des cours équivalent à ceux des établissements officiels.	12 mois ou moins	Célibataires \$2.500. Célibataires \$3.000. Mariés \$3.500. Mariés \$4.000.	Au Québec À l'extérieur Au Québec À l'extérieur

TABLEAU 2

SERVICES D'AIDE AUX ÉTUDIANTS DES UNIVERSITÉS

Université	Nom et adresse du service	No de téléphone
UNIVERSITÉ LAVAL	Direction générale de la vie étudiante Service des bourses et aide financière Cité universitaire Québec 10e	656-3332
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Service aux étudiants Aide financière C.P. 6128, Montréal 101	343-6936
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	Service des étudiants Prêts et bourses 5255, avenue Decelles, Montréal 250	343-4336
ÉCOLE POLYTECHNIQUE	Service des étudiants Bourses et aide financière 2500, avenue Marie-Guyard Montréal	739-2451
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Administration générale de la vie étudiante Aide financière Cité universitaire Sherbrooke	565-5640

Competition	Level	Eligible candidates	Period of tenure	Maximum Value	Place of study
4	Postdoctoral	Full-time Québec university professors wishing to carry out a programme of studies or research of a very particular interest for their province, their university or their field of endeavour.	12 months or less	Single \$4,000. Married \$5,000.	Outside Québec
5	Awards available in the field of Arts	1 -- Graduates of Art Schools, Fine-Arts Institutes, Music Conservatories or Dramatic Art Conservatories or equivalent institutions. 2 -- Students in music, painting, drama or other artistic fields having completed, under private professors or in private institutions, a programme of studies equivalent to those of the official institutions.	12 months or less	Single \$2,500. Single \$3,000. Married \$3,500. Married \$4,000.	In Québec Outside Qué. In Québec Outside Qué.

CHART NO. 2

STUDENT AID SERVICES

University	Name of service and address	Telephone number
UNIVERSITÉ LAVAL	Direction générale de la vie étudiante Service des bourses et aide financière Cité universitaire Québec 10e	656-3332
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Service aux étudiants Aide financière C.P. 6128, Montréal 101	343-6936
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	Service des étudiants Prêts et bourses 5255, avenue Decelles, Montréal 250	343-4336
ÉCOLE POLYTECHNIQUE	Service des étudiants Bourses et aide financière 2500, avenue Marie-Guyard Montréal	739-2451
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Administration générale de la vie étudiante Aide financière Cité universitaire Sherbrooke	565-5640

BISHOP'S UNIVERSITY	Student Aid Office Financial Aid Lennoxville, Comté de Sherbrooke, P.Q.	569-9551
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	Affaires étudiantes Aide financière Service socio-économique 845, boul. Ste-Croix, Montréal 379	876-5627
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	Service aux étudiants Aide financière et services personnels 3351, boul. des Forges, Trois-Rivières	379-1740
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	Service aux étudiants Aide financière 930 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi	549-4354
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	Affaires étudiantes Aide financière 300, avenue des Ursulines, Rimouski	723-1986
McGILL UNIVERSITY	Student Aid Office 805 Sherbrooke Street West Montréal 110	392-4311
SIR GEORGE WILLIAMS UNIVERSITY	Student Services Financial Aid and Scholarship Programme 1435 Drummond Street Montréal 107	879-5980

BISHOP'S UNIVERSITY	Student Aid Office Financial Aid Lennoxville, Qué.	569-9551
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	Affaires étudiantes Aide financière Service socio-économique 845, boul. Ste-Croix, Montréal 379	876-5627
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	Service aux étudiants Aide financière et services personnels 3351, boul. des Forges, Trois-Rivières	379-1740
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	Service aux étudiants Aide financière 930 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi	549-4354
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	Affaires étudiantes Aide financière 300, avenue des Ursulines, Rimouski	723-1986
MCGILL UNIVERSITY	Student Aid Office 805 Sherbrooke Street West Montréal 110	392-4311
SIR GEORGE WILLIAMS UNIVERSITY	Student Services Financial Aid and Scholarship Programme 1435 Drummond Street Montréal 107	879-5980

ANNEXE C

*Direction générale de l'enseignement supérieur**Bourses de perfectionnement pour le personnel professionnel — Année universitaire 1972-1973*

Le Gouvernement considère comme un priorité de voir à favoriser le perfectionnement continu des maîtres des secteurs techniques et professionnels, même si l'enseignement est maintenant dispensé dans les CEGEP, les commissions scolaires régionales, institutions d'enseignement supérieur et même si ce personnel enseignant dépend de ces organismes.

À cette fin, la direction générale de l'enseignement supérieur fait la coordination nécessaire à la création et à la réalisation de plans bien spéciaux de perfectionnement. Elle établit les contacts nécessaires avec les universités, les CEGEP, les industries et certaines entreprises. Ces plans sont établis en collaboration avec les directions générales de l'enseignement concernées.

Quant aux frais occasionnés au personnel professionnel pour accéder à ces cours et pour les suivre, le gouvernement les défraie en partie en accordant des bourses selon des barèmes précis qui tiennent compte des coûts réels de scolarité, de manuels et de transport.

47204-o

A.C. 2297-72, 2 août 1972

**LOI DU CONSEIL SUPÉRIEUR
DE L'ÉDUCATION**
(S.R.Q. 1964, ch. 234)

**Examens (maternelle,
élémentaire et secondaire)**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement numéro 2 du ministre de l'éducation relatif aux examens et aux tests du ministre de l'éducation à la classe maternelle et aux niveaux élémentaire et secondaire.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 349 du 3 mars 1966 a approuvé le Règlement No 2 du ministre de l'éducation aux cours élémentaire et secondaire;

ATTENDU QU'un nouveau Règlement numéro 2 du ministre de l'éducation relatif aux examens et aux tests du ministre de l'éducation à la classe maternelle et aux niveaux élémentaire et secondaire a été soumis à l'examen du Conseil supérieur de l'Éducation, le 17 août 1971, conformément à l'article 28 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation, (S.R.Q. 1964 ch. 234).

SCHEDULE D

*Higher Education Branch**Scholarship Plan for Professional Personnel
University Year 1972-1973*

The Government deems it a priority to oversee the continuous furthering of the academic standards of teachers in the technical and professional sectors, even though the instruction is now given in CEGEPS, by regional school boards and higher education institutions, and even where such teaching personnel belong to the said bodies.

For this purpose, the Higher Education Branch shall see to the coordination essential to the drawing up and putting into effect of highly specialized plans for the furtherance of academic standards. It shall make and establish the necessary contacts with the universities, CEGEPS, industry and certain businesses. These plans shall be established in collaboration with the education branches concerned.

The expenses incurred by the professional personnel in taking and following such courses shall be defrayed in part by the Government in the granting of scholarships in accordance with specific tables based on the actual cost of instruction, books and transportation.

47204-o

O.C. 2297-72, 2 August, 1972

**SUPERIOR COUNCIL
OF EDUCATION ACT**
(R.S.Q. 1964, ch. 234)

**Examinations (Kindergarten,
Elementary and Secondary)**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Regulation No. 2 of the Minister of Education relating to the examinations and tests by the Minister of Education for kindergarten classes and for the elementary and secondary levels.

WHEREAS Order in Council No. 349 dated 3 March, 1966 approved Regulation No. 2 of the Minister of Education respecting the Department of Education examinations in the elementary and secondary courses;

WHEREAS a new Regulation No. 2 of the Minister of Education respecting examinations and tests by the Minister of Education for kindergarten classes and for the elementary and secondary levels was submitted to the Superior Council of Education for examination on the 17th of August, 1971, in accordance with section 28 of the Superior Council of Education Act (R.S.Q. 1964, ch. 234);

ATTENDU QUE le Conseil a donné son avis au ministre sur ce Règlement, en date du 16 novembre 1971, conformément au paragraphe a) de l'article 9 de la loi ci-dessus mentionnée.

IL EST ORDONNÉ, EN CONSÉQUENCE, sur la proposition du ministre de l'éducation:

1° QUE le Règlement numéro 2 du ministre de l'éducation relatif aux examens et aux tests du ministre de l'éducation à la classe maternelle et aux niveaux élémentaire et secondaire, dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil, soit approuvé, conformément à l'article 28 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation, (S.R.Q., 1964, ch. 234).

2° QUE le présent Règlement remplace le Règlement No 2 du ministre de l'éducation, approuvé par l'arrêté en conseil 349 du 3 mars 1966, et que toute disposition d'un règlement du ministre de l'éducation, adopté avant ce jour et qui ne serait pas conforme au Règlement ci-annexé, soit modifiée en conséquence.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

*Règlement numéro 2 du ministre de l'éducation
relatif aux examens et aux tests
du ministre de l'éducation à la classe maternelle
et aux niveaux élémentaire et secondaire*

Préambule

Le présent règlement détermine les procédures relatives à l'administration des examens et des tests du ministre de l'éducation établis par le Règlement no 7. Les termes examens et tests employés ci-dessous ont la même signification que dans le Règlement no 7.

SECTION I

Conditions générales

§ 1. *Relatives aux examens*

1. Le ministre détermine les normes et les conditions pour l'attribution des certificats et des équivalences ou des attestations d'études.
2. Les examens établis pour les candidats à un certificat de fin d'études secondaires sont préparés par le ministre ou sanctionnés par lui.
3. Au cours secondaire, la note de passage est fixée à 50% pour chacun des examens servant à la certification.
4. Le candidat à un examen du ministre doit:

a) avoir suivi le cours correspondant à l'examen à subir à la satisfaction de la commission scolaire ou de l'institution agréée fréquentée;

WHEREAS the Council, in a report dated 16 November, 1971, gave its opinion to the Minister on this Regulation, in accordance with paragraph a of section 9 of the said Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Education:

1. THAT Regulation No. 2 of the Minister of Education respecting examinations and tests by the Minister of Education for kindergarten classes and for the elementary and secondary levels, the text of which is annexed to this Order in Council, be approved, in accordance with section 28 of the Superior Council of Education Act (R.S.Q. 1964, ch. 234);

2. THAT this Regulation replace Regulation No. 2 of the Minister of Education, enacted by Order in Council No. 349 dated 3 March, 1966, and that every provision of a regulation of the Minister of Education made before this date and which does not conform with the Regulation annexed hereto be therefore amended.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

*Regulation No. 2 of the Minister of Education
relating to the examinations and tests by the
Minister of Education for kindergarten classes
and for the elementary and secondary levels*

Preamble

This regulation specifies the administrative procedures necessary for the conduct of the examinations and tests of the Minister of Education established under Regulation 7. As employed in this regulation, the terms examinations and tests have the same meaning as in Regulation 7.

DIVISION I

General Conditions

§ 1. *Related to examinations*

1. The Minister shall determine the norms and conditions governing the award of certificates and equivalences or attestations of studies.
2. The examinations established for candidates for a certificate of completion of secondary studies shall be prepared by the Minister, or sanctioned by him.
3. In the secondary course, the passing mark is established at 50% for each examination leading to the award of a certificate.
4. A candidate for an examination of the Minister must:
 - (a) have followed, to the satisfaction of the school board or the recognized institution attended, the course corresponding to the examination to be written,

b) avoir suivi le cours requis dans une institution soumise à la juridiction d'une commission scolaire ou agréée en vertu de la Loi de l'enseignement privé.

5. L'élève qui désire réparer un échec subi à un examen du ministre doit se présenter à la session d'examens la plus rapprochée possible de celle où il a subi l'échec. Lorsque le cours dans lequel il a échoué n'est plus enseigné ou n'est plus l'objet d'un examen, l'élève doit alors se présenter à un examen équivalent en terme de contenu ou à un examen portant sur un autre cours suivi par le candidat. Le candidat est soumis aux normes de certification de l'année en cours.

6. Cependant le ministre peut, dans un cas particulier, ou sur recommandation d'une commission scolaire ou d'une institution agréée en vertu de la Loi de l'enseignement privé, permettre la dérogation aux paragraphes *a* et *b* de l'article 4 et aux dispositions de l'article 5.

§ 2. Relatives aux tests et aux examens

7. Les commissions scolaires et les institutions d'enseignement agréées en vertu de la Loi de l'enseignement privé doivent:

a) donner à leurs élèves tous les renseignements nécessaires relatifs aux examens et aux tests et leur faciliter l'inscription;

b) mettre à la disposition des candidats les fournitures prescrites par le ministre et fournir gratuitement les locaux requis pour les séances d'examens, la correction des copies et la compilation des résultats;

c) mettre gratuitement à la disposition du ministre les services du personnel requis pour la surveillance et la correction des épreuves ainsi que pour la compilation des résultats.

8. Les personnes qui exercent une fonction se rapportant aux examens ou aux tests doivent:

a) veiller à l'application des directives qui concernent les épreuves;

b) s'abstenir d'aider les candidats dans l'interprétation des questions ou la rédaction des réponses, de changer des réponses à la clef de correction ou de modifier la répartition des points.

9. Chaque année le ministre détermine le nombre de sessions d'examens et de tests et en public le calendrier et les horaires. Les candidats et les personnes qui exercent une fonction se rapportant aux examens et aux tests doivent en observer le calendrier et l'horaire officiels.

10. Pour être admis à une session d'examens ou de tests, un candidat doit s'y être inscrit à la date fixée par le ministre.

(b) have followed the required course in an institution under the jurisdiction of a school board, or recognized under the Private Education Act.

5. A student who wishes to eliminate a failure suffered in an examination of the Minister should present himself for re-examination at an examination session occurring as soon as possible after that at which he was unsuccessful. Should the course in which the failure occurred no longer be taught or no longer be subject to examination, the student shall have to take another examination equivalent in terms of content, or an examination in another course followed by the candidate. The candidate shall be governed by the certification requirements in effect for the year in which the examination is written.

6. The Minister may, nevertheless, in a particular case, or upon the recommendation of a school board or institution recognized under the Private Education Act, permit a derogation from paragraphs *a* and *b* of section 4 from section 5.

§ 2. Related to tests and examinations

7. School boards and educational institutions recognized under the Private Education Act must:

(a) provide their students with all necessary information concerning the examinations and tests, and facilitate their registration for these;

(b) provide the candidates with the supplies prescribed by the Minister, and furnish, without charge, the premises required for the examination sessions, the marking of papers and the compilation of marks;

(c) place at the disposition of the Minister, without charge, the personnel required for the invigilation of the examinations, the marking of the papers and the compilation of marks.

8. Those persons who exercise any office in connection with these examinations or tests must:

(a) see that the instructions given for the papers are observed;

(b) give no assistance to the candidates in the interpretation of the question or in the composition of their answers; make no change in the answers given in the marking key and make no modification in the assigned question values.

9. The Minister shall determine each year the number of sessions of examinations and tests to be held, and shall publish the calendar and timetable for them. Candidates and persons exercising any office in connection with the examinations and tests must observe the official calendar and timetable.

10. In order to be admitted to an examination or testing session, a candidate must have been registered by the date set by the Minister.

11. Les candidats aux examens ou aux tests doivent:
- a) utiliser seulement les fournitures prescrites;
 - b) ne faire appel qu'aux sources de renseignements spécifiquement autorisées par les directives qui accompagnent chaque épreuve;
 - c) s'abstenir de donner ou d'accepter une aide quelconque pour l'interprétation des questions ou la rédaction ou le choix des réponses.

SECTION II

Sanctions

12. Toute fraude ou tentative de fraude relative aux examens ou aux tests ou toute infraction à ce règlement de la part d'un candidat entraîne son expulsion immédiate de la salle d'examen, l'annulation de son examen ou de son test et peut entraîner son exclusion des séances d'examens ou de tests pour la session en cours. Toute fraude ou tentative de fraude peut également amener l'annulation, par le ministre, de toutes les épreuves subies par le candidat au cours de la même session.
13. Tout cas de fraude, de tentative de fraude ou de manquement au règlement des examens ou des tests de la part d'un candidat, d'un correcteur ou d'un compilateur, ou de toute autre personne, doit être immédiatement porté à l'attention du ministre.

SECTION III

Transmission des résultats

14. Le ministre communique à la commission scolaire ou à l'institution agréée selon la Loi de l'enseignement privé, les résultats des élèves sous leur contrôle pour les examens et les tests subis.
15. Le candidat reçoit un relevé de ses notes pour les examens subis. Il reçoit, le cas échéant, le certificat d'études postulé lorsqu'il a rempli les conditions déterminées par le ministre pour la certification.
16. Toute demande pour une correction révisée d'une copie ou la vérification d'une note doit parvenir au ministre par l'intermédiaire de la commission scolaire ou de l'institution agréée au plus tard le 15 août; toutefois, la demande du candidat sera toujours recevable, si elle est ainsi produite dans le délai de 20 jours entre la date de la communication du résultat au candidat par la commission scolaire ou l'institution et celle de la réception de la demande par le ministre. Cette demande doit énoncer les raisons qui la justifient et être accompagnée de la copie originale du relevé de notes ou du certificat.

11. Candidates in an examination or test must:
- (a) use only the prescribed materials;
 - (b) make no use of sources of information other than those specifically authorized in the instructions of each paper;
 - (c) refrain from giving or receiving any assistance either in the interpretation of the questions or in the composition of answers or in the selection of responses.

DIVISION II

Penalties

12. Any cheating or attempted cheating in connection with the examinations or tests, or any infraction on the part of a candidate will involve his immediate expulsion from the examination room, the annulment of his examination or test, and may involve his exclusion from the examinations or tests of the remainder of the current session. Any cheating or attempted cheating may also lead to the annulment, by the Minister, of all papers written by the candidate during the course of the same session.
13. All cases of cheating, attempted cheating, or failure to observe the regulations of the examinations or tests, on the part of a candidate, a marker, a compiler, or any other person, must immediately be brought to the attention of the Minister.

DIVISION III

Reporting of Results

14. The Minister shall notify the school board or the institution recognized under the Private Education Act of the results attained in the examinations or tests by the students under their jurisdiction.
15. Each candidate shall receive a statement of his results in the examinations which he took. He shall receive, as appropriate, the certificate for which he was a candidate when the certification requirements, as determined by the Minister, have been met.
16. All requests for the rereading of a paper, or the verification of a mark must be sent to the Minister through the intermediary of the school board or the institution recognized under the Private Education Act, not later than the fifteenth of August; however, the request of the candidate shall always be received if it is so produced within a period of 20 days between the date of transmission of results to the candidate by the school board or the recognized institution and that of the reception of the request by the Minister. The request must give the reasons which justify it, and must be accompanied by the original statement of marks or certificate.

SECTION IV

Frais

17. Les examens, de même que les tests du ministre, sont administrés gratuitement aux élèves. Des frais de \$2 sont exigés de tout candidat qui demande:

1) la vérification d'une note ou la nouvelle correction d'une épreuve;

2) un duplicata de son certificat ou de tout relevé de notes;

3) l'évaluation de son dossier scolaire pour l'obtention d'équivalences d'études.

18. Le présent règlement remplace le Règlement No 2 du ministre de l'Éducation, approuvé par l'arrêté en conseil 349 du 3 mars 1966.

47204-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1966-72

Erratum

Règlement numéro 47 (1972) relatif à l'assujettissement de nouvelles industries

Le texte anglais du règlement numéro 47 (1972) de la Commission des accidents du travail de Québec, relatif à l'assujettissement de nouvelles industries, publié dans la *Gazette Officielle du Québec* du 15 juillet 1972 (page 5879), doit être corrigé en remplaçant à l'article *c* du paragraphe 1, à la classe 21, les mots « land surveying, geology, geophysics, seismic operations » par les mots « engineering, land surveying, geology, geophysics, seismic operations; »

Québec, ce 7 août 1972

DIVISION IV

Fees

17. The examinations and tests of the Minister are administered to students without charge. A fee of \$2 is required from each candidate who requests:

(1) the verification of a mark or the rereading of an examination paper;

(2) a duplicate certificate or transcript of marks;

(3) the evaluation of a school record for the purpose of establishing equivalences for studies completed.

18. This regulation replaces Regulation No 2 of the Minister of Education, approved by Order in Council 349 of March 3, 1969.

47204-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1966-72

Erratum

Regulation No. 47 (1972) respecting the inclusion of new industries

The English version of Regulation No. 47 (1972) of the Québec Workmen's Compensation Commission, respecting the inclusion of new industries as published in the *Québec Official Gazette*, dated July 15, 1972 (page 5879), should be corrected to read under paragraph *c* of Section 1, Class 21, "engineering, land surveying, geology, geophysics, seismic operations" instead of "land surveying, geology, geophysics, seismic operations;"

Québec, August 7, 1972.

Ministère
Industrie et Commerce

Department
Industry and Commerce

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.Q. 1970, ch. F-14)
Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

VU la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

I.R.-2004

FISHERIES ACT
(R.S.C. 1970 ch. F-14)
Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-3.2.1 région s'étendant de la Pointe de la Baie des 1.000 Vaches (Pointe de la péninsule de Portneuf) — 1.000 pieds au sud-ouest du dépotoir de Ste-Anne de Portneuf

N-3.2.6 Patie extérieure de l'Île du Havre sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

Québec, le 18 juillet 1972.
47134-o

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C. 1970, ch. F-14)
Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

VU la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux: N-4.5 région s'étendant du quai de l'Anse Noire — Ancien chemin à Richard Fortin

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

Québec, le 18 juillet 1972.
47134-o

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C. 1970, ch. F-14)
Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

VU la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-3.2.1 the area extending from Mille-Vaches Bay (Point on the Portneuf Peninsula) to 1,000 feet Southwest of the Ste-Anne de Portneuf dump.

N-3.2.6 the outer part of Ile du Havre, are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish from the said areas.

This prohibition does not, however, apply to canneries (Order in Council, Québec 1963-779) licenced to produce canned food only.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Québec, July 18, 1972
47134-o

FISHERIES ACT
(R.S.C. 1970, ch. F-14)
Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-4.5 the area extending from Anse Noire wharf to former Richard Fortin Road, are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food and for canning.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Québec, July 18, 1972
47134-o

FISHERIES ACT
(R.S.C. 1970, ch. F-14)
Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de la rivière Laval) sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

GUY SAINT-PIERRE.

Québec, le 19 juillet 1972.

47134-o

LOI SUR LES PÊCHERIES

(S.R.C. 1970 ch. 14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

VL la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2 région s'étendant de Pointe Orient — pont de la rivière Blanche

N-4.4.2 région s'étendant de 1,000 pieds à l'est de la rivière Colombier — Pointe sud-ouest du Cap Colombier

N-4.4.3 région s'étendant de la Pointe sud-ouest du Cap Colombier — quai de l'Anse Noire

N-5.1.4 région s'étendant de la limite nord-est de la Réserve indienne (Croix de bois) — Rivière Papinacho

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

GUY SAINT-PIERRE.

Québec, le 19 juillet 1972.

47134-o

N-4.1 the area extending from Laval Point to Orient Point (in line with the Laval River Bridge), are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food, and for canning.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY ST-PIERRE,

Minister of Industry and Commerce,

Québec, July 19, 1972

47134-o

FISHERIES ACT

(R.S.C. 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-4.2 the area extending from Orient Point to the Blanche River bridge,

N-4.4.2 the area extending from 1,000 feet east of the Colombier River to the Point southwest of Cape Colombier,

N-4.4.3 the area extending from the Point southwest of Cape Colombier to the Anse Noire wharf,

N-5.1.4 the area extending from the northeastern limit of the Indian Reserve (Croix de bois) to the Papinacho River,

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish from the said areas.

This prohibition does not, however, apply to canneries (Order in Council, Québec 1963-779) licenced to produce canned food only.

GUY ST-PIERRE,

Minister of Industry and Commerce,

Québec, July 19, 1972

47134-o

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C. 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du homard

*Décret d'exception
à la période de fermeture de la pêche
du homard, 1972-10*

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'industrie et du commerce du Québec, de rendre par les présentes le « Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard », ci-après.

*Ordonnance d'exception à une période de
fermeture de la pêche du homard*

1. La présente Ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-10

2. La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 10A fixée au paragraphe (1) de l'article 7, du Règlement de pêche du homard et mentionnée à l'article 12 de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifiée pour l'année 1972 de manière que cette période commence le 11 août 1972.

Le Ministre de l'industrie et du commerce,
GUY ST-PIERRE.

Québec, le 26 juillet 1972.
47134-o

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C. 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Pêche aux coquillages

VU la décision du ministre de la santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux: N-7.1.1 région s'étendant de Pointe Lebel (extrémité sud de la route, millage 10.4) — borne située sur le lot numéro 15, Canton Manicouagan sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

FISHERIES ACT
(S.R.C. 1970, ch. F-14)

Lobster Fishery Regulation

*Lobster Fishing
Variation Order 1972-10*

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulations made by Order in Council P.C. 1963-745 of May 15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce is pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order"

Lobster Fishing Variation Order

1. This Order may be cited as: Lobster Fishing Variation Order 1972-10.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 10A as determined by subsection (1) of section 7 of the Lobster Fishing Regulations and mentioned in section 12 of Schedule A of the said Regulation are hereby varied for 1972 so that they start on August 11, 1972.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Québec, July 3, 1972.
47134-o

FISHERIES ACT
(R.S.C. 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-7.1.1 the area extending from Lebel Point (south end of the highway, at 10.4 miles) to a landmark on lot 15, Manicouagan Township, are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish from the said areas.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Le Ministre de l'industrie et du commerce,
GUY ST-PIERRE.

Québec, le 28 juillet 1972.
47134-o

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C. 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Pêche aux coquillages

VU la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

- G-21.2 région s'étendant du quai de havre de pêche de Newport Point — quai de Chandler
- N-3.2.1 région s'étendant de la Pointe de la Baie des 1,000 Vaches (Pointe de la Péninsule de Portneuf) — 1,000 pieds au sud-ouest du dépot municipal de Ste-Anne de Portneuf
- N-3.2.6 région comprenant la partie extérieure de l'Île du Havre

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le Ministre de l'industrie et du commerce,
GUY ST-PIERRE.

Québec, le 28 juillet 1972.
47134-o

This prohibition does not, however, apply to canneries (Order in Council, Québec 1963-779) licenced to produce canned food only.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Québec, July 28, 1972.
47134-o

FISHERIES ACT
(R.S.C. 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

- G-21.2 the area extending from the fishing harbour wharf at Newport Point to Chandler wharf,
- N-3.2.1 the area extending from Mille-Vaches Bay (Point on the Portneuf Peninsula) to 1,000 feet southwest of the Ste-Anne de Portneuf municipal dump,
- N-3.2.6 the area including the outer part of Île du Havre,

are no longer toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby open the said areas to fishing and to permit whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Québec, July 28, 1972.
47134-o

**Régie des Marchés Agricoles
du Québec**

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q. 1964 ch. 120)

Producteurs de bois (Lotbinière)

*Plan conjoint des producteurs de bois de
Lotbinière*

Dans l'avis de sanction du plan conjoint des producteurs de bois de Lotbinière paru dans la *Gazette officielle*

LR-2008

**Québec Agricultural
Marketing Board**

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 120)

Wood producers (Lotbinière)

*Joint Plan of Lotbinière
Wood Producers*

It is prescribed in the notice of sanction of the Joint Plan of the Lotbinière Wood Producers, published in

de Québec le 29 octobre 1960, il est prévu que ce plan, qui a été soumis à tous les producteurs de la région concernée, doit d'abord régir « ... la mise en marché du bois de pulpe seulement. » Il y est stipulé que cette juridiction peut ultérieurement être étendue « ... aux autres produits forestiers: bois de sciage, bois d'oeuvre en général, arbres de Noël, etc..., lorsque la Régie des marchés le jugera opportun, sur requête des parties intéressées. »

Prenez avis que l'Office des producteurs de bois de la région de Québec, organisme chargé d'appliquer ce plan conjoint, a demandé à la Régie d'étendre le champ d'application du plan à tous les bois mis en marché par les producteurs de la région concernée. Toute personne qui désire faire des représentations concernant cette demande doit en aviser la Régie le ou avant le 16 août prochain. Elles pourront être entendues lors d'une audience publique qui sera tenue ultérieurement.

Régie des Marchés Agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Montréal, le 26 juillet 1972.
47133-0

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q. 1964 ch. 120)

Producteurs de bois (Mégantic)

*Plan conjoint des producteurs de bois
de Mégantic*

Dans l'avis de sanction du plan conjoint des producteurs de bois de Mégantic paru dans la *Gazette officielle de Québec* le 24 décembre 1960, il est prévu que ce plan, qui a été soumis à tous les producteurs de la région concernée, doit d'abord régir « ... la mise en marché du bois de pulpe seulement. » Il y est stipulé que cette juridiction peut ultérieurement être étendue « ... aux autres produits forestiers: bois de sciage, bois d'oeuvre en général, arbres de Noël, etc..., lorsque la Régie des marchés le jugera opportun, sur requête des parties intéressées. »

Prenez avis que l'office des producteurs de bois de la région de Québec, organisme chargé d'appliquer ce plan conjoint, a demandé à la Régie d'étendre le champ d'application du plan à tous les bois mis en marché par les producteurs de la région concernée. Toute personne qui désire faire des représentations concernant cette

the *Québec Official Gazette* on October 29, 1960, that this plan, which was submitted for approval by the producers of the said region, shall, firstly, regulate "the marketing of pulpwood only". The plan's jurisdiction may, where it is considered expedient by the Marketing Board, be further extended to cover "other forest products: lumber, all processed wood, Christmas trees, etc..., upon request from interested parties".

Notice is hereby given that the Québec Wood Producer's Bureau, a body entrusted with the carrying out of this joint plan, requested that the Board extend the jurisdiction of the plan to cover wood marketed by the producers of the said region. Any person who wishes to oppose this request shall notify the Board thereof before August 16, 1972. They shall be given a hearing at a public meeting to be held later.

Québec Agricultural
Marketing Board,
GILLES LE BLANC,
Secretary.

Montreal, July 26, 1972.
47133-0

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 120)

Wood Producers (Mégantic)

*Joint Plan of Mégantic
Wood Producers*

It is prescribed in the notice of sanction of the Joint Plan of Mégantic Wood Producers, published in the *Québec Official Gazette* on December 24, 1960, that this plan, which was submitted for approval by the producers of the said region, shall, firstly, regulate "the marketing of pulpwood only". The plan's jurisdiction may, where it is considered expedient by the Marketing Board, be further extended to cover "other forest products: lumber, all processed wood, Christmas trees, etc..., upon request from interested parties".

Notice is hereby given that the Québec Wood Producer's Bureau, a body entrusted with the carrying out of this joint plan, requested that the Board extend the jurisdiction of the plan to cover wood marketed by the producers of the said region. Any person who wishes to oppose this request shall notify the Board thereof before

demande doit en aviser la Régie le ou avant le 16 août prochain. Elles pourront être entendues lors d'une audience publique qui sera tenue ultérieurement.

Régie des Marchés Agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Montréal, le 26 juillet 1972.
47133-o

August 16, 1972. They will be given a hearing at a public meeting to be held later.

Québec Agricultural
Marketing Board,
GILLES LE BLANC,
Secretary.

Montreal, July 26, 1972.
47133-o

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q. 1964 ch. 120)

Producteurs de bleuets

Licences d'acheteurs du produit visé par le plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay Lac St-Jean

Prenez avis que lors de sa séance du 21 juillet 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a mis fin à son règlement concernant la licence des acheteurs et leurs agents liés par le plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay Lac St-Jean.

Régie des Marchés agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Montréal, le 26 juillet 1972.
47133-o

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 120)

Blueberry Producers

Licences for buyers of the product contemplated in the Joint Plan of Blueberry Producers of Saguenay-Lake St-John.

Notice is hereby given that the Québec Agricultural Marketing Board, at its meeting held on July 21, 1972, cancelled its regulation respecting licences for buyers and their agents subject to the Joint Plan of Blueberry Producers of Saguenay-Lake St-John.

Québec Agricultural
Marketing Board
GILLES LE BLANC,
Secretary.

Montreal, July 26, 1972
47133-o

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q. 1964 ch. 120)

Lait nature

Liquidation de l'Office des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal

Les producteurs autrefois visés par le plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal, réunis en assemblée générale convoquée à cette fin, ont approuvé les modalités et le résultat de la liquidation de leur office et la Régie des marchés agricoles du Québec a ratifié les décisions prises par cette assemblée.

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 120)

Raw milk

Winding-up of the Montreal Bureau of Raw Milk Producers-Suppliers

The producers formerly subject to the joint plan of the Montreal Raw Milk Producers-Suppliers approved, at a meeting convened for such purpose, the terms and conditions and the effect of the winding-up of their Bureau. The Québec Agricultural Marketing Board approved the decisions taken at this meeting.

En conséquence, prenez avis qu'à compter de la date de la présente publication, l'Office des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal est dissous.

Régie des Marchés agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Montréal, le 26 juillet 1972
47133-o

Therefore, notice is hereby given that the Montreal Bureau of Raw Milk Producers-Suppliers is dissolved effective upon the date of this publication.

Québec Agricultural
Marketing Board
GILLES LE BLANC,
Secretary.

Montreal, July 26, 1972
47133-o

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie (chapitre 47 des lois de 1971) a été sanctionnée le 18 juin 1971;

ATTENDU QUE cette loi, à l'exception des articles 1 à 3 et 9 à 17, est entrée en vigueur le jour de sa sanction;

ATTENDU QUE l'article 3 de ladite loi est entré en vigueur le 23 mai 1972;

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 22 de ladite loi, les articles 1, 2 et 9 à 17 de ladite loi doivent entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par toute autre proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'IL y a lieu que l'entrée en vigueur de ces articles de ladite loi soit fixée au 1er août 1972;

ATTENDU QU'IL y a lieu d'exclure, d'autre part, de cette entrée en vigueur la disposition incluse au paragraphe *f*) de l'article 1, au deuxième alinéa du paragraphe *b*) de l'article 2 et à l'article 16, de ladite loi, laquelle disposition se lit ainsi qu'il suit: « ou qui reçoit le maximum du supplément de revenu mensuel garanti conformément à la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada) »;

ATTENDU QU'IL y a lieu d'exclure également de cette entrée en vigueur la disposition incluse au premier alinéa du paragraphe *b*) de l'article 2 de ladite loi, laquelle disposition se lit ainsi qu'il suit: « Le coût des services que rendent les chirurgiens-dentistes est aussi assuré par la Régie conformément aux dispositions de la présente loi et des règlements pour le compte de toute personne qui réside au Québec et dont l'âge est moindre que celui qui est fixé à ces fins par règlement. »

ATTENDU QU'IL y a lieu d'exclure finalement de cette entrée en vigueur la disposition incluse au paragraphe *a*) de l'article 15 de ladite loi, laquelle disposition se lit ainsi qu'il suit: « *c*) déterminer les services que rendent les chirurgiens-dentistes et qui doivent être considérés comme des services assurés aux fins du deuxième alinéa de l'article 3 »;

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS An Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (Chapter 47 of the Statutes of 1971) was assented to on June 18, 1971;

WHEREAS this Act, with the exception of sections 1 to 3 and 9 to 17, came into force on the date of its sanction;

WHEREAS section 3 of the said Act came into force on May 23, 1972;

WHEREAS pursuant to section 22 of the said Act, sections 1, 2 and 9 to 17 of the said Act must come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of the provisions excluded by this proclamation, the latter will come into force on any ulterior date to be fixed by any other proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that the coming into force of these sections of the said Act be fixed for August 1, 1972;

WHEREAS it is expedient to exclude, on the other hand, from this coming into force, the provisions included in sub-section (*f*) of section 1, on the second paragraph of sub-section (*b*) of section 2 and in section 16 of the said Act, the said provision reading as follows: "or who receives the maximum monthly guaranteed income supplement in accordance with the Old Age Security Act (Statutes of Canada)";

WHEREAS it is expedient to also exclude from this coming into force the provisions included in the first sentence of sub-section (*b*) of section 2 of the said Act, the said provision reading as follows: "The cost of services rendered by dental surgeons shall also be assumed by the Board in accordance with the provisions of this act and the regulations on behalf of every resident of the province of Québec whose age is under that fixed by regulation for such purpose."

WHEREAS it is finally expedient to exclude from this coming into force the provisions included in sub-section (*a*) of section 15 of the said Act, the said provision reading as follows: "*c*) determine which services rendered by dental surgeons are to be deemed insured services for the purposes of the second paragraph of section 3";

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1928-72, du 4 juillet 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des Affaires sociales:

QUE sous l'autorité de l'article 22 de la Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie (chapitre 47 des lois de 1971), l'entrée en vigueur des articles 1, 2 et 9 à 17 de ladite loi soit fixée au 1er août 1972; et

QUE les dispositions des articles 1, 2, 15 et 16 mentionnées à la présente proclamation comme devant être exclues de cette entrée en vigueur soient exclues et n'entrent en vigueur qu'à toute date ultérieure qui pourra être fixée par toute autre proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

47250-0

Libro: 500
Folio: 242

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1928-72, dated July 4, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT, under section 22 of the Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (Chapter 47 of the Statutes of 1971), the coming into force of sections 1, 2 and 9 to 17 of the said Act shall be fixed for August 1, 1972; and

THAT the provisions of sections 1, 2, 15 and 16 mentioned in this proclamation as being excluded from the coming into force be excluded and come into force at any ulterior date to be fixed by any other proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fourth day of July in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

47250

Libro: 500
Folio: 242

INDEX No 32

Partie II: lois et règlements — Part II: Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL

2240 — Communications, transfert des services de bibliothèques et de centres de documentation de certains ministères au ministère des Communications.	7379
2240 — Communications, transfer of library services and documentation centres from certain Departments to the Department of Communications.	7379
2240 — Bibliothèques gouvernementales (sauf celles de la Législature et de la Bibliothèque nationale)	7379
2240 — Libraries (government) transferred to the Department of Communication with the exception of the Québec National Library and the Library of the Legislature).	7379
2274 — Évaluation foncière (L.Q. 1971, ch. 50 et amendements) partage des revenus nets des réseaux des entreprises lorsque ceux-ci ne sont pas confinés au Québec (Règlement No 1).	7381
2274 — Real Estate Assessment Act (S.Q. 1971, ch. 50 and amendment) apportionment of the net revenues from systems of undertakings not confined to the Province of Québec (Regulation No. 1)	7381
2275 — Évaluation foncière (L.Q. 1971, ch. 50 et amendements) modalités de paiement de la taxe imposée au paragraphe 1 de l'article 100.	7382
2275 — Real Estate Assessment Act (S.Q. 1971, ch. 50 and amendments) terms of payment of the tax imposed under subsection 1 of section 100.	7382
2296 — Bourses pour le personnel enseignant (S.R.Q. 1964, ch. 241) bourses de perfectionnement et le paiement de ces bourses pour l'année universitaire 1972-1973.	7383
2296 — Teachers Scholarships Act (R.S.Q. 1964, ch. 241) Graduate Scholarships and the financing thereof for the university year 1972-1973.	7383
2297 — Conseil supérieur de l'éducation (S.R.Q. 1964, ch. 234) nouveau règlement No 2 relatif aux examens et aux tests (maternelle, élémentaire et secondaire).	7392
2297 — Superior Council of Education Act (New Regulation No. 2 relating to examinations and tests (kindergarten, elementary and secondary levels).	7392
1966 — Commission des accidents du travail du Québec (S.R.Q. 1964, ch. 159) adoption du règlement No 47 relatif à l'assujettissement de nouvelles industries (Erratum).	7396
1966 — Québec Workmen's Compensation Commission (R.S.Q. 1964, ch. 159) adoption of Regulation No. 47 relative to the inclusion of new industries (Erratum).	7396

ORDERS IN COUNCIL

MINISTÈRE

Industrie et commerce

Avis de pêche aux coquillages.	7396
Lobster Fishing (Variation Order 1972-10)	7399
Pêche au homard (Décret d'exception 1972-10)	7399
Shall fishing notices.	7396

DEPARTMENT

Industry and Commerce

Régie des marchés agricoles du Québec

Québec Agricultural Marketing Board

Blueberry Producers of Saguenay-Lake St-John (Licences for buyers)	7402
Montreal Bureau of Raw Milk Producers-Suppliers (Winding-up)	7402
Office des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal (L') (Dissolution)	7402
Producteurs de bleuets du Saguenay Lac St-Jean (Licences d'acheteurs)	7402
Producteurs de bois de Lotbinière (Demande)	7400
Producteurs de bois de Mégantic (Demande)	7401
Wood Producers of Lotbinière (Request)	7400
Wood Producers of Mégantic (Request)	7401

PROCLAMATION

PROCLAMATION

Assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie (L.Q. 1971 ch 47) Entrée en vigueur des articles 1, 2 et 9 à 17 le 1er août 1972.	7404
Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (S.Q. 1971, ch. 47) coming into force of sections 1, 2 and 9 to 17 of the Act on August 1, 1972.	7404

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL.....	7379
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES.....	7358
AVIS DIVERS.....	7326
CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT.....	7331
CHANGEMENT DE NOM.....	7359
COMPAGNIES:	
Demandes d'abandon de charte.....	7309
Divers.....	7313
Lettres patentes.....	7225
Lettres patentes, avis d'annulation.....	7361
Sièges sociaux.....	7321
CIES ÉTRANGÈRES.....	7330
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI DE LA.....	7338
MINISTÈRES:	
Éducation.....	7331
Industrie et Commerce.....	7396
Institutions financières, compagnies et coopé- ratives.....	7337
Terres et Forêts.....	7306
PROCLAMATION.....	7404
RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC.....	7400
RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES:	
Avis de dissolution éventuelle de corporations.....	7334
Lettres patentes annulées.....	7332
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.....	7330
SOUMISSIONS.....	7340
SYNDICATS PROFESSIONNELS.....	7340
VENTES PAR SHÉRIFS.....	7365

SUMMARY

CHANGE OF NAME ACT.....	7359
COMPANIES ACT:	
Applications for surrender of charter.....	7309
Head offices.....	7321
Letters patent.....	7225
Letters patent, notice of annulment.....	7361
Miscellaneous.....	7313
COMPANIES INFORMATION ACT:	
Letters patent annulled.....	7332
Notice of eventual dissolution corporations.....	7334
COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS.....	7330
COOPERATIVE ASSOCIATIONS.....	7358
DEPARTMENTS:	
Education.....	7331
Financial Institutions, Companies and Co- peratives.....	7337
Industrie and Commerce.....	7396
Lands and Forests.....	7306
EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES.....	7330
MISCELLANEOUS NOTICES.....	7326
ORDERS IN COUNCIL.....	7379
PROCLAMATION.....	7404
PROFESSIONAL SYNDICATES.....	7340
QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD.....	7400
SALES BY SHERIFFS.....	7365
SAVINGS AND CREDIT UNION.....	7331
TENDERS.....	7340
WINDING-UP ACT.....	7338

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P. Q.**

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.**

Québec, 1972, 884 p., ill., tabl., cartes,
1 carte économique en couleurs, relié
toile./Illustrations, tables, maps



ANNUAIRE DU QUÉBEC 1972 QUÉBEC YEARBOOK

DESCRIPTION

CHAPITRE

- Partie 1 — Le milieu physique
- Partie 2 — Le milieu humain
- Partie 3 — Les ressources de l'économie
- Partie 4 — Les échanges
- Partie 5 — Finances

ARTICLES SPÉCIAUX

- «Les Commissions d'enquête du Québec»
- «Les institutions politiques, administratives
et judiciaires du Québec» (par Jean-Charles Bonenfant)
- «Les arts plastiques au Québec, de 1955 à 1971» (par Guy Robert)
- «Les relations fédérales-provinciales: une rétrospective»
(par Charles-A. Carrier)

CHAPTER

- Part 1 — Physical Milieu
- Part 2 — Human Milieu
- Part 3 — The Resources of the Economy
- Part 4 — Trade
- Part 5 — Finance

\$6

Comptoirs de vente

QUÉBEC:

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél.: 643-8835

Librairie G. Carneau Ltée
4749, rue Blainie

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél.: 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Laffeur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

HULL:

L'Éditeur officiel du Québec
662, boulevard Saint-Joseph
Tél.: 770-6910

TROIS-RIVIÈRES:

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél.: 379-2636

